

L'assassinat de M^{me} Gandhi

Un séisme

A une époque où l'information s'est mondialisée, le meurtre d'un chef — parfois sous le regard de la télévision — émeut presque toute la planète. Surtout si, comme avec J.F. Kennedy, c'est celui de la jeunesse et d'un espoir, ou si, comme avec Allende, c'est la fin d'un combat inégal. Pour beaucoup, le meurtre de M^{me} Gandhi sera celui d'un symbole : une femme d'abord — et ce n'est pas banal — qui représentait avec éclat un grand pays et une nation encore en gestation.

Au-delà du choc et de l'émotion, on peut craindre que l'élimination de cette forte personnalité n'ouvre en Inde même, mais aussi dans l'ensemble du sous-continent indien, une ère de dangereuse instabilité.

En Inde, cela risque d'abord de porter à leur paroxysme des tensions internes causant périodiquement de violents affrontements — l'origine sikh des deux meurtriers rendant la situation particulièrement explosive. D'un bord comme de l'autre, les extrémismes peuvent aujourd'hui se déchaîner. Le risque est grand d'une contagion qui affecterait d'autres communautés, dans d'autres États où les troubles sont endémiques et où l'incendie est toujours prêt à se rallumer.

Le danger s'accroît du fait que les pays voisins de l'Inde connaissent leurs propres crises internes et entretiennent tous un contentieux plus ou moins aigu avec New-Delhi. Au Bangladesh, le général Ershad vient d'ajourner les élections qu'il avait prévues pour début décembre et ne cesse de reprocher aux forces armées indiennes de provoquer des incidents frontaliers meurtriers. A Sri-Lanka, le gouvernement du président Jayewardene se voit confronté à un mouvement séparatiste tamoul dont les animateurs trouvent soutien dans l'État indien voisin du Tamil-Nadu.

Avec le Pakistan, surtout, les relations de New-Delhi sont actuellement au plus bas et les deux pays s'accusent réciproquement des plus noires intentions — au point de susciter l'inquiétude de tierces puissances qui en venaient ces derniers temps à redouter que la situation ne dégénère en un conflit armé à grande échelle.

Ces craintes ne peuvent aujourd'hui que s'accroître. On a beaucoup reproché à M^{me} Gandhi d'avoir la main lourde envers ses opposants et de pratiquer une forte poigne démocratique. Elle a sans doute été, également, l'inspiratrice d'un certain « hégémonisme » indien qui alimentait à l'extérieur de multiples récriminations.

Il demeure qu'elle concentrait entre ses mains un pouvoir réel, faite peut-être d'une solution de remplacement crédible, constituant en Asie un facteur de stabilité. La Chine, par exemple, ne s'y était pas trompée qui, en dépit de ses propres différends avec New-Delhi, s'appliquait à améliorer ses relations avec l'Inde et prenait soin de pratiquer à un niveau du sous-continent une diplomatie d'équilibre fort respectueuse de l'autorité de M^{me} Gandhi. Moscou et Washington, en dépit de leurs affinités respectives et par-delà leurs rivalités planétaires, ne suivaient pas sur ce terrain des lignes d'action fondamentalement différentes. C'est cette politique de difficile équilibre que le séisme maintenant com-

● Le premier ministre indien a été tué par deux sikhs membres de son service de sécurité ● L'armée a été mise en état d'alerte

La mort de M^{me} Gandhi — assassinée aux premières heures de la matinée, ce mercredi 31 octobre, par deux sikhs membres de son service de sécurité — a provoqué une émotion considérable en Inde et dans le monde.

Le gouvernement indien s'est aussitôt réuni pour désigner un successeur au premier ministre. Celui-ci devrait être choisi parmi les membres du gouvernement, à titre intérimaire, en attendant que le Parti du Congrès au pouvoir se désigne un nouveau chef. Le nom du fils du premier ministre défunt, Rajiv Gandhi,

est avancé pour ce poste par certains observateurs. Dans l'Inde entière, tous les dirigeants politiques et les responsables provinciaux condamnent l'attentat. A New-Delhi, les commerçants ont fermé leurs magasins, et les fonctionnaires ont interrompu leur travail. L'armée indienne a été mise en état d'alerte et des forces de sécurité ont été déployées à proximité des temples sikhs de la capitale.

A l'étranger, le président Reagan a exprimé au peuple indien « son profond chagrin personnel ». A

Moscou, l'agence Tass a annoncé avec une rapidité inhabituelle la nouvelle de l'attentat, mais en s'abstenant de tout commentaire. Le ministre indien de la défense, M. Sharan, qui se trouvait en visite en URSS depuis mardi, a aussitôt repris l'avion pour New-Delhi.

A Paris, l'Assemblée nationale a suspendu ses travaux quelques minutes, mercredi matin, et M. Claude Estier, président de la commission des affaires étrangères, a souligné « le danger de déstabilisation » créé par la disparition de M^{me} Gandhi.

Un vide incommensurable

De notre correspondant

New-Delhi. — Au-delà de l'émotion considérable qu'elle soulève dans la population, la disparition de M^{me} Gandhi ne pouvait survenir à un plus mauvais moment pour la nation indienne. Fragiles depuis toujours, les structures fédérales de l'État sont fortement ébranlées depuis deux ans par l'expression des particularismes régionaux et religieux.

La crise du Pendjab bat toujours son plein, et les autonomistes sikhs — on le voit — ne désarment pas. L'Assam et le Cachemire suscitent de lourdes inquiétudes. On vient d'envoyer l'armée dans l'État du Tripura, et ses voisins sont périodiquement agités de confusions sécessionnistes. Jamais, depuis la dernière guerre de 1971, la tension n'avait été aussi forte à la frontière avec le Pakistan.

A l'intérieur, le parti de M^{me} Gandhi était, jusqu'à l'attentat, en chute libre dans l'opinion, et l'opposition souffrait à la fois d'une absence de programme unique et crédible et d'un trop-plein de candidats au siège de premier ministre. La seule structure stable de l'Union, si l'on excepte la présidence de la République qui reste en place, est la force armée : plus d'un million d'hommes répartis disciplinés et conduits par des chefs qui ont toujours jusqu'ici soumis leur autorité à celle du pouvoir politique. Mais l'armée a été beaucoup utilisée ces derniers temps — notamment contre les autonomistes sikhs — dans des affaires de pure politique intérieure. Que cela puisse donner des idées à certains officiers n'est exclu par aucun observateur.

La « menace pakistanaise », largement utilisée par M^{me} Gandhi dans tous ses discours publics, peut aussi constituer le prétexte idéal pour des militaires moins démocrates que d'autres. La réalité des concentrations de forces pakistanaises sur la frontière de l'Inde (quatorze divisions sur les dix-neuf que compte l'armée du général Zia, selon de bonnes sources) n'est pas discutable, et l'on peut aussi craindre à New-Delhi qu'un pouvoir militaire réputé opportuniste ne saisisse cette tragique occasion pour s'embarquer dans une aventure. Les forces indiennes aux frontières, en

nombre à peu près égal à celles des Pakistanais, ont d'ailleurs, comme il est normal en pareille circonstance, été mises en état d'alerte.

Le vide politique laissé derrière elle par M^{me} Gandhi est incommensurable. Et la question la plus angoissante qu'on se pose aujourd'hui en Inde est évidemment de savoir qui peut lui succéder. Qui, sinon son dernier fils, Rajiv, d'ailleurs désigné, présentement secrétaire général du parti gouvernemental, le Congrès Indira ?

PATRICE CLAUDE.
(Lire la suite page 3.)

La dernière impératrice des Indes

par ANDRÉ FONTAINE

« Que de fois dans ce petit corps », disait Georges Pompidou de Michel Jobert. Le même jugement pourrait s'appliquer à Indira Gandhi. Elle était toute frêle, et son regard un peu trouble, alourdi par des cernes épais, laissait mal deviner la résolution qui l'habitait et qui l'avait fait se battre toute sa vie, n'hésitant pas, quand il le fallait, à recourir à la manière forte.

L'anglais chrétien, la conscience extrême du langage, le port un peu hautain, disaient cependant la naissance et l'éducation aristocratiques, l'orgueil de prétendre à la destinée de la plus grande démocratie du monde, d'avoir été quasi publiquement après l'épreuve de la disgrâce et de la prison, d'avoir su réintégrer à l'adversité

qui l'avait soudain privée du fils en qui elle voyait son successeur.

L'assassinat d'Indira, trente-huit ans après celui de Gandhi, boucle une boucle tragique. L'Inde de la non-violence est décidément bien morte. Et si l'on peut penser que le sang du Mahatma, dont la vie entière a été au service de la paix, a fécondé l'unité indienne, il y a tout lieu de craindre que la mort de son homonyme ne déchaîne le cycle infernal des vengeances.

A bien des égards, certes, Indira laisse une Inde forte, qui a su maîtriser le nucléaire militaire et civil, placer des satellites en orbite, parvenir à

l'autosuffisance alimentaire, développer une série d'industries de pointe, faire éclater l'ennemi héréditaire pakistanais, s'imposer comme le principal leader du tiers-monde. Malgré sa propension, souvent dénoncée, au pouvoir personnel, celle qu'on a pu appeler la dernière impératrice des Indes a su, dans l'ensemble, préserver les institutions libérales du seul pays en voie de développement où l'armée n'a jamais essayé de prendre le pouvoir.

Sur un point cependant, et sans doute malheureusement le principal, elle a échoué. Échoué au point d'en mourir, puisqu'elle est tombée sous les balles de deux de ses sikhs, dont elle avait cherché à réduire le poids dans la vie de son pays. Comme Nehru, son père, elle avait rêvé d'une Inde laïque, où toutes les religions, toutes les communautés, fussent traitées à égalité, où disparaîtraient les castes. Mais, à la différence de son père, elle n'avait pas su, surtout lorsqu'elle avait obtenu le pouvoir, se débarrasser de son attachement aux traditions, aux racines — aura été le plus fort, et personnel ne peut nier que ce qui fait tenir encore ensemble les morceaux de ce corps si disparaté, c'est la formidable énergie de l'indouisme. Indira elle-même, dans ses dernières années, et surtout depuis la mort de son fils Sanjay, avait retrouvé, dit-on, les convictions de son enfance.

L'indouisme, qui définit tout ce qui est accablant aux religions, aux autres. Mais les monothéistes ne trouvent mal à l'aise dans un panthéon, surtout lorsqu'ils ont tendance, comme les musulmans et plus encore les sikhs, à se considérer comme supérieurs. D'où les « troubles communautaires » qui ont, à tant de reprises, ensanglanté l'Inde au cours de ces dernières années, et dont Indira est aujourd'hui à son tour la victime.

L'histoire de l'Inde indépendante s'est ouverte sur l'assassinat d'un Gandhi. Les Indiens de toutes les confessions doivent tout faire aujourd'hui pour éviter que l'assassinat d'une autre Gandhi ne fasse voler en éclats l'unité de leur pays. Pour son plus grand malheur et pour celui de l'Asie et du monde, l'Inde, dont chacun respecte aujourd'hui la non-alignement, aurait vite fait de devenir un théâtre d'opération de la guerre prétendument froide.

Les trois leçons de l'expérience Reagan

I. — Super-Pinay

par PAUL FABRA

Particulièrement révélatrice de l'objet véritable d'un débat et des préoccupations profondes des principaux protagonistes est souvent la façon dont est formulée la question. Celle que les économistes américains discutent aujourd'hui sur la place publique porte sur le point de savoir si l'économie des États-Unis, qui vient de connaître six semestres consécutifs d'expansion à vive allure, sera en mesure d'opérer un atterrissage en douceur (*soft landing*) ? Autrement dit : la décélération de la croissance ne sera-t-elle pas trop brutale et accompagnée de secousses trop violentes.

Quand la reprise avait fini par se manifester, au mois de décembre 1982, la plupart des spécialistes n'y croyaient plus, parce qu'elle était en retard sur leurs prévisions. A l'exception notable, toutefois, d'un petit groupe d'économistes, proches de la Maison Blanche, et de M. Henry Kissinger, qui avaient averti de son imminence plusieurs hommes politiques européens, dont Pierre Bérégovoy, l'actuel ministre de l'économie et des finances.

Les énormes allègements fiscaux dont avaient bénéficié les entre-

prises (à la demande, en partie, il est vrai, des parlementaires démocrates, soucieux de ne pas voir diminuer l'impôt direct sur le revenu) étaient programmés pour ne jouer à plein qu'à partir de la deuxième moitié de l'année 1982. Tout semble avec le recul du temps avoir été ordonné pour que le mandat présidentiel soit divisé par moitié : d'abord deux ans pour les vaches maigres, puis deux ans (1983 et 1984) pour les vaches grasses. Cela a beaucoup contribué à accélérer la réputation de stratège de M. Reagan auprès du monde de la politique et de la finance.

Il n'empêche que la vigueur du phénomène a surpris les plus optimistes. Keynesiens de tout bord, réagiciens modérés ou conservateurs populistes, tels le député (membre de la Chambre des représentants) Jack Kemp et Lewis Lehrman (l'ancien adversaire républicain de M. Mario Cuomo pour le poste de gouverneur de l'État de New-York), qui, à la tête de l'organisation Citizens for America, en a à lui seul fait presque autant pendant la cam-

pagne en cours que les deux candidats réunis, disputant encore sur les causes de ce dynamisme retrouvé en dépit de la surévaluation du dollar. Celle-ci aurait dû constituer normalement un frein à l'expansion ; rôle qu'elle pourrait bien avoir fini par jouer depuis deux ou trois mois, ce qui expliquerait le sensible ralentissement de l'activité constaté depuis l'été et l'assouplissement par M. Paul Volcker, de la politique monétaire (baisse de taux d'intérêt).

Ainsi en est-on arrivé, faute d'avoir encore compris les ressorts de son formidable élan, à s'inquiéter de voir le moteur perdre soudainement de la vitesse. Mais il serait tout à fait hors de propos de se laisser aller à forcer le sens de la métaphore aujourd'hui présente dans tous les journaux et revues d'Amérique du Nord. L'obsession du *soft landing* n'est pas telle qu'il faille comparer l'économie des États-Unis à un énorme jumbo qui aurait amorcé sa descente et dont les millions d'occupants s'interrogeraient sur les chances de se poser sur le sol sans encombre.

(Lire la suite page 8.)



Cartier

MONTRE VENDÔME LOUIS CARTIER 3 ORS QUARTZ

le mut de Cartier

LIRE EN PAGES INTÉRIEURES

- | | | | |
|----|---|----|---|
| 5 | POLOGNE : les réactions après la découverte du corps du Père Popieluszko. | 25 | ÉNERGIE : accord en vue sur la répartition de la baisse de production de pétrole. |
| 7 | CHILI : large succès de la grève générale contre le régime du président Pinochet. | 26 | SOCIAL : un entretien avec M. KRASUCKI, secrétaire général de la CGT. |
| 10 | MÉDECINE : le Comité national d'éthique s'oppose aux « locations d'utérus ». | 28 | PCF : division et apparition d'une opposition au comité central. |

DANS « LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES »

11 à 20

Mozart à l'écran et sur scène ; Marguerite Duras en vidéocassettes
François Truffaut, par Milos Forman

commentaires

Le Monde

Peine de mort

La peine de mort est rétablie en France. Au coup par coup, si l'on ose dire. La loi l'interdit, mais l'observation des faits montre que la peine capitale est, dans certaines circonstances, tolérée, sinon approuvée, par la justice rendue au nom du peuple français.

Il y a juste deux ans, la cour d'assises de l'Aube avait acquitté M. Lionel Legras, un garagiste qui avait piégé sa maison et provoqué, ainsi, la mort d'un cambrioleur. L'affaire avait fait grand bruit. Les partisans de la légitime défense avaient applaudi le verdict. Les adversaires de l'auto-défense, les objecteurs de l'idéologie sécuritaire, avaient enregistré ce recul avec tristesse et effroi.

Qui parle aujourd'hui de l'affaire Legras ? Qui s'est souvenu, en décembre 1983, de cet arrêt des assises du Var acquittant un représentant de commerce poursuivi pour avoir blessé d'un coup de carabine un jeune Tunisien ? Qui se souvient d'Amor Hachi, dix-sept ans, tué un soir dans une rue de Roubaix par un honnête père de famille qui l'avait vu siphonner de l'essence dans son automobile ? Le meurtrier avait été condamné en mai 1984 à trois ans de prison, dont deux avec sursis.

PLUS près de nous. Le 9 octobre, la cour d'assises du Loiret acquittait un vétérinaire qui avait mortellement blessé un cambrioleur qui tentait de fuir en escaladant un mur. Trois jours après, le 12 octobre, la cour d'assises des Bouches-du-Rhône acquittait, au nom de la légitime défense, le propriétaire d'un bar-restaurant de Carry-le-Rouet. Il avait, par une nuit d'été, tiré un coup de feu sur trois jeunes gens qui cambriolaient sa cave. L'un d'eux était mort. L'avocat général avait requis cinq à six ans d'emprisonnement avec sursis. Le jury populaire ne l'a pas suivi dans cette voie d'une sanction modérée : il a acquitté le prévenu.

Ainsi va le droit. Quand le peuple juge, il est tenté d'absoudre certains meurtriers si l'insécurité explique (légitime ?) leurs réactions, faites à la fois de force et de peur. Voilà donc quelques délinquants — des cambrioleurs — sanctionnés de fait, dans un premier temps, par la peine la plus lourde (leur mort) et, dans un deuxième temps, exécutés symboliquement par le refus de sanctionner ceux qui les ont tués.

On peut s'indigner, condamner la peur des honnêtes gens qui s'arment contre les rôdeurs. Cela est de peu d'effet. Il faut surtout prendre conscience d'une dérive, si limitée soit-elle en nombre, qui permet de « laver » la mort de certains hommes, coupables de délits qui — même en d'autres temps — ne seraient jamais tombés sous la menace d'une peine capitale. Car le plus étrange, dans cette évolution, c'est que les victimes de cette sorte de code pénal spontané n'avaient pas — pas encore ? — à se reprocher ces crimes odieux pour lesquels la peine capitale existait encore dans notre pays jusqu'en 1981. Il y a là un déplacement de sanction et un déplacement de l'exemplarité de la peine.

La masse des Français — elle constitue aussi la majorité des jurys — ne craint pas de pardonner les excès de l'autodéfense parce qu'elle pense ainsi compenser le prétendu « laxisme » de la magistrature professionnelle. Ne vit-on pas dans l'affaire Legras la cour d'assises acquitter celui que le tribunal correctionnel avait, préalablement, condamné ?

En 1979, M. Alain Peyrefitte, alors garde des sceaux et opposé à l'abolition de la peine de mort, déclarait au Monde : « Quel progrès aurions-nous accompli si, pour supprimer une exécution capitale tous les deux ans, nous suscitons des dizaines de meurtres par vengeance chaque année ? » On n'en est pas là, mais on y vient. Insidieusement.

BRUNO FRAPPAT.

Georges Mattéi, écrivain, ex-secrétaire général de la Fédération nationale des anciens d'Algérie, s'étonne de l'émotion que suscite en France la présence de M. Cheysson aux cérémonies du 1^{er} novembre à Alger.

Sur les lieux du crime ou quand les assassins s'indignent

Les Français, ils tremblent, ils bouillonnent, ils écumant, ils tempêtent, ils explosent enfin de colère. J'imagine leurs tronches macabres pleines de nostalgie coloniale. Ils font leurs gros sourcils de gaullistes historiques, surtout l'académicien Peyrefitte, et je ne sais si le citoyen Frêche, le maire socialiste de Montpellier l'entrepreneur, souligne à l'occasion ses sourcils à lui d'un trait de crayon noir pour mieux exhiber ses mégatriques, mais je n'ai pas oublié que sous le fard, avant de servir son cœur ses précieux conseils municipaux ex-OAS, dans les années 1962-1963, il militait du côté de Vole communiste, un des organes du soutien au FLN de l'époque. Encore un maire pris en écharpe. Ah ! rienement, quand tu nous tiens... Frêche gronde. Frêche peste. Frêche raconte l'histoire quel, comme un vulgaire sordide d'opinion, il cause au nom du public. L'important, c'est que son plat de tripes à la mode de l'Hérault mène bien au chaud jusqu'au prochain scrutin et que son fumer charme les narines de l'électeur pied-noir, qui en redemandera.

Voix d'outre-tombe, Robert La-coste, le Néron SFIO de la Casbah, se fâche tout rouge et tient à le faire savoir — il vit donc encore, et moi qui le croyais parti brouter les verts pâturages en compagnie de son ancien patron Guy Mollet, amateur de tomates arrosées de raisiné bougnole.

Si d'aventure passait par Paris un Persen non terroriste, il s'interrogerait : pourquoi tout ce vacarme ? Un ministre français va endosser son costard des dimanches et une jolie cravate pour aller assister aux cérémonies officielles célébrant le trentième anniversaire du soulèvement algérien contre l'occupation française, qui durait depuis près d'un siècle. Les voix officielles de la France, celles qui écumant dans les médias, causent dans les postes, griffonnent dans les journaux, s'auto-interviewent à longueur de semaine à la télé, bavassent sur tout et sur rien, émeuvent de ce costard et de cette cravate de Claude Cheysson.

Voix d'outre-tombe, Robert La-coste, le Néron SFIO de la Casbah, se fâche tout rouge et tient à le faire savoir — il vit donc encore, et moi qui le croyais parti brouter les verts pâturages en compagnie de son ancien patron Guy Mollet, amateur de tomates arrosées de raisiné bougnole.

Si d'aventure passait par Paris un Persen non terroriste, il s'interrogerait : pourquoi tout ce vacarme ?

Un ministre français va endosser son costard des dimanches et une jolie cravate pour aller assister aux cérémonies officielles célébrant le trentième anniversaire du soulèvement algérien contre l'occupation française, qui durait depuis près d'un siècle. Les voix officielles de la France, celles qui écumant dans les médias, causent dans les postes, griffonnent dans les journaux, s'auto-interviewent à longueur de semaine à la télé, bavassent sur tout et sur rien, émeuvent de ce costard et de cette cravate de Claude Cheysson.

On s'indigne, on se fâche, on alligne les phrases toutes faites. « Mais notre honneur ? Mais notre dignité ? Mais la fierté du nom français ? »

Alors je dis : trop, c'est trop. Le droit de s'émouvoir sur l'opportunité de la présence d'un ministre français dans la tribune officielle à Alger le jour du 1^{er} novembre, fête de tous les saints, je ne le reconnais qu'au seul peuple algérien pour les raisons suivantes :

M. Cheysson est le représentant officiel de la République française qui a tenté de bougnoliser tout un peuple un siècle durant. Il est membre d'un gouvernement qui a armé et réarmé dans la totalité de leurs droits des tueurs de femmes et d'enfants algériens, des assassins de soldats français. Mais oui, comme c'est bizarre, ces morts-là on n'en parle jamais, les « petits gens » tombés sous les balles françaises, flingués par les hommes de Salan et de Jouhaux. Il est le ministre des affaires extérieures d'un président qui fut lui-même ministre de l'intérieur, puis ministre de la justice pendant les premières années de la guerre d'Algérie.

M. Cheysson, ministre français qu'on accuse de manquer de dignité, représente une nation qui, le 8 mai 1945, le jour même où l'Occident tout entier célébrait la victoire des démocrates sur le nazisme, a fait donner son aviation et tonner ses canons de marine pour massacrer plus de dix mille hommes, femmes, enfants et vieillards, dont le crime était d'avoir osé brandir des bannières vert et blanc frappées d'un croissant rouge en criant « Liberté ! El Djazair ! » Naïfs bougnoles qui, ayant combattu dans les rangs de l'armée française contre l'Allemagne nazie, avaient cru que la victoire des « démocrates », cela se partageait.

Mais assez de ces renvois patriotiques, assez de ces vertus démocratiques qui s'alignent en hoquets politiques. Ne parlons plus de l'armée qui se venge, de la police qui se rebiffe, des pieds-noirs qui n'oublient pas à quel point l'on souffrait de la chaleur en Algérie, de ces anciens d'Algérie qui, préférant le Mascara au pinard du Gard et de

l'Hérault, portant un rude coup à l'économie de leur pays. Pour oublier sept années de campagne électorale permanente, je vous propose un petit jeu, oui, comme à la radio, l'énigme est simple. Il s'agit de découvrir le nom d'un pays et le nom du système politique dont il s'est doté grâce à certains indices historiques et autres faits de société. Le jeu commence.

Pendant huit ans, l'armée et la police de ce pays ont pratiqué la torture, dans les commissariats, dans les caves de certains quartiers de la capitale et dans les montagnes d'un lointain département.

Vous ne voyez pas ? Je vous donne d'autres indices.

Ce pays a institutionnalisé la torture en 1957 en créant les DOP (dispositifs opérationnels de protection), formant ainsi des milliers de soldats, de sous-officiers et d'officiers à l'ingrat et patriotique métier de tortionnaire. Ces hommes portaient un écusson frappé d'une étoile surmontant un flambeau desiné dans un croissant, leur spécialité était le téléphone de campagne, plus connu sous le nom de géophone. Rappelons brièvement le principe. La victime est arrosée d'eau. Ses poignets enchaînés sont entourés de chiffons mouillés auxquels on fixe des électrodes. Les deux fils sont reliés à la dynamo d'un téléphone de campagne. Assis à califourchon, un soldat ou un fils tourne la manivelle en changeant fréquemment de rythme. On peut fixer les électrodes aux tempes, sous la langue, sur le gland, dans le mètre, sur les testicules. Pour les femmes, on choisit les seins, l'intérieur du vagin, etc. Passons sur diverses autres spécialités empruntées aux méthodes de la Gestapo.

Vous ne trouvez toujours pas ? Alors voici quelques éléments complémentaires. Cela devint vraiment trop facile.

L'armée de ce pays bombarde les populations civiles, brûle les villages, déporte leurs habitants pour les enfermer dans des camps d'internement après en avoir fouillé un certain nombre sans jugement. Alors, le nom du pays, son système politique ?

C'est l'Espagne fasciste de Franco. Le Salvador du colonel

d'Aubuisson. La Hongrie de Khrushchev. Le Chili de Pinochet. Le Vietnam de Nixon. Le Cambodge de Pol Pot. L'Erythrée de Mengistu. L'Argentine des généraux. L'Afghanistan de Tchermenko.

Mais non, voyons, vous avez perdu ! Je complète le tableau : c'est un beau pays. Le champion des rapports Nord-Sud qui licencie ses coopérants professeurs et techniciens pour les remplacer par des alphabétiseurs en uniforme, un pays grand donneur de leçons en démocratie, qui verse des larmes sur ses pauvres et en profite pour virer ses immigrés après qu'ils ont vendu à bas prix et jusqu'à épuisement leur force de travail. C'est le pays des droits de l'homme et du droit d'asile dont viennent d'être extradés des militants basques. Enfin, quel, le pays rayonnant d'une culture en charentaises — la chanson la plus intelligente du monde ! Vraiment, vous ne trouvez toujours pas ?

Cherchez encore ensemble, vieillards sans mémoire, jeunes gens infectes, où l'on est obligé de se mutiler ou de recourir à la grève de la faim pour avoir une chance de se faire entendre. Deux millions et demi de chômeurs. Des centaines de milliers de pauvres que l'on n'a pas enrichis en les baptisant « nouveaux ». 11 % de racistes et de xénophobes organisés.

Allez, je vous aide, son système politique est un mot de dix lettres.

DE-MO-CRA-TIE, mais oui, bravo ! Et le nom du pays à présent, en six lettres, si vous le faites précéder de merci, si vous avez le titre d'un chanson de Jacques Duranc.

Bon sang, mais c'est bien sûr... FRANCE.

Et maintenant, tous ensemble : Alors enfants de la patrie, et à demain, si vous le voulez bien.

GEORGES MATTEI.

Le Monde a, pour sa part, fait connaître sa position dans son bulletin de « nos » du 23 octobre et dans sa page Commentaires du 27 octobre, mais il juge conforme à sa vocation pluraliste de faire entendre les voix les plus diverses, même lorsque celles-ci s'expriment avec quelque virulence.

COURRIER

Vexant pour les Allemands

Le gouvernement algérien a donné sans doute une leçon de magnanimité au gouvernement français en l'invitant à la commémoration du soulèvement de 1954, alors que le chancelier Kohl s'est trouvé proprement refoulé, est été, des cérémonies du débarquement de 1944 à Omaha-Beach.

Accepter d'aller à Alger, c'est risquer de défaire tout le sens de la rencontre de Verdun du 22 septembre 1984, où le chancelier Kohl et le président Mitterrand effaçaient le mauvais effet de la non-invitation d'Omaha-Beach. Les raisons qui ont été données pour ne pas inviter d'Allemands en Normandie sont exactement les mêmes qui justifient qu'il n'y ait pas de Français à la cérémonie d'Alger le 1^{er} novembre.

En acceptant cette invitation, le gouvernement français entend affirmer qu'il se distancie de la politique algérienne de la France entre 1954 et 1962. Outre que c'est faire bon marché du principe de la continuité de l'État, et de la simple vérité historique (Guy Mollet n'a toujours pas, à notre connaissance, été exclu du Parti socialiste à titre posthume pour cause de politique algérienne), cela revient à prétendre clairement qu'il y a plus de distance entre la France d'aujourd'hui et la France d'alors qu'entre l'Allemagne de l'Ouest d'aujourd'hui et le Reich d'alors : Kohl peut porter le chapeau pour Hitler, mais pas Cheysson pour Guy Mollet.

Un peu de pudeur

Je suis profondément indigné par l'exploitation qui est faite de la présence du ministre Claude Cheysson à Alger pour le 1^{er} novembre. Je suis pied-noir, « fier de l'être », et je suis profondément attaché tant à ma communauté qu'à mon pays natal. Le 1^{er} novembre 1954 représente pour nous, c'est l'évidence, une date sombre : c'est le début d'un drame qui a atteint l'Algérie et la France au plus profond d'elles-mêmes et qui s'est soldé par un bilan tragique : un million de morts, Français et Algériens, un million d'exilés pieds-noirs chrétiens, juifs séparés et français musulmans. Comment pourrait-on nous demander de considérer ce jour anniversaire comme un jour fêste ?

Mais pourquoi ne nous laisse-t-on pas tranquilles ? Au nom de quoi des hommes politiques français, uniquement soucieux de flatter un électeur potentiel, s'arrogent-ils le droit de gratter des plaies toujours mal cicatrisées ? Où étaient-ils quand nous vivions ces longues années dramatiques ? Ils nous ont longtemps méprisés, nous qui n'étions que des « méteques ». Juifs et Arabes, ils se sont servis de notre désarroi pour reprendre le pouvoir en France ou pour tenter de l'arracher à de Gaulle, puis

Humiliation

Nous n'hésitons pas à qualifier d'indécence la présence de M. Cheysson à Alger, le 1^{er} novembre, dans la mesure même où nous avons toujours été très compréhensifs quant aux gestes d'une saine réconciliation. Or cette qualité de geste n'est plus respectée et l'aspect malsain de la participation de notre pays aux festivités du trentième anniversaire de la Toussaint rouge déséquilibre les rapports entre nos deux pays, puisque le comportement de la France se fait aux dépens de la fraction de la communauté nationale la plus directement concernée au plan sentimental et la plus profondément meurtrie : les rapatriés de toutes confessions.

Nous n'aurions jamais en l'idée, ni la prétention, d'inviter des représentants algériens à des cérémonies commémorant l'Algérie française. Comment imaginer que ce « page » offert à l'Algérie-FLN pouvait être considéré comme indispensable aux yeux des Algériens pour effacer l'effet Hassani à France ? A moins que l'Algérie n'ait décidé de profiter de cet épisode diplomatique pour mieux humilier la France ?

Avant de commettre un tel acte, nous conseillons à M. Cheysson de bien réfléchir à toutes les conséquences qu'il n'en manquera pas de produire. Et que M. Cheysson ait bien en mémoire, ce jour-là, tous nos malheureux martyrs, tous nos suppliciés, depuis Guy Monnerot et Hadj Sadoh, jusqu'aux derniers morts du 5 juillet 1962, à Oran. Car ce sont bien ces actes héroïques que M. Cheysson célébrera ce jour de bonhe, 1^{er} novembre 1984, à Alger !

JACQUES ROSSAU, porte-parole du RECOURS.

Tendre la main

J'ai combattu dans la Résistance ; nous avons commis nous aussi des atrocités en réponse aux atrocités des Allemands, comme le FLN en a commis en réponse aux atrocités des troupes françaises et de l'OAS. Toute lutte révolutionnaire, tout combat de libération nationale, comporte une violence souvent barbare, car la sauvagerie des uns suscite la sauvagerie des autres. Nous pouvons le déplorer, et je le déplore autant que d'autres, comme je suis heureux d'avoir pu échapper personnellement à ce cycle infernal de la violence et de la répression. Mais quoi que nous ayons fait au cours de la lutte, il est temps de tendre la main à nos ex-enemis (ils ne furent pas des ennemis pour tous les Français).

A. CHARCONNET, (Paris.)

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75437 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Tél. MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER	ABONNEMENTS
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 5 \$; G.-B., 55 p. ; Grèce, 85 dr. ; Hongrie, 85 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 375 P. ; Ljube, 0,250 dr. ; Luxembourg, 25 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Yougoslavie, 110 ml.	3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
Édité par la S.A.R.L. Le Monde	
Gérant : André Laurens, directeur de la publication	
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1982) Jacques Fauvet (1983-1982)	
Impression : de « Monde » S.A. des Indes 1982-1983	
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration	
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37-437 ISSN : 0395-1037	

مكتبة الشعب

étranger

L'ASSASSINAT DE M^{me} GANDHI

Les circonstances de l'attentat

DEUX SIKHS DE SA GARDE PERSONNELLE...

Indira Gandhi a été assassinée, mercredi matin, alors qu'elle quittait à pied son domicile pour se rendre à son bureau, située non loin de là, par deux membres sikhs de sa garde personnelle. L'un des hommes était armé d'un pistolet, et l'autre d'un pistolet mitrailleur. Indira Gandhi a été touchée par au moins huit balles, dont l'une lui a perforé le cœur, a déclaré, par la suite, l'un des médecins de l'hôpital pénitentiaire des sciences médicales, où elle a été transportée pour être immédiatement conduite au bloc opératoire. En arrivant à l'hôpital, elle perdait abondamment son sang, et, alors que l'opération se poursuivait, un médecin a fait savoir que les chirurgiens « ne parvenaient pas à la réanimer ».

La nouvelle de son décès a été diffusée, mercredi à 7 h 45 GMT, par l'agence PTI (Press Trust of India). La nouvelle de l'attentat était connue depuis deux heures, et les médecins avaient laissé peu d'espoir de la sauver en annonçant, au bout d'une heure trente d'opération, que son état était « très, très critique ». La douzaine de chirurgiens réunis à son chevet auraient réussi à retirer de son corps huit projectiles, dont plusieurs logés dans l'abdomen, et constaté deux impacts.

Après avoir commis leur forfait, les deux assassins ont jeté leurs armes et levé les bras en l'air. Arrêtés par les autres membres du service de sécurité, ils ont aussitôt été emmenés pour interrogatoire. L'agence United News of India affirme, pour sa part, que les deux hommes ont été abattus, ce qui n'a pas été confirmé officiellement.

Les mesures de sécurité avaient été considérablement renforcées autour d'Indira Gandhi ces dernières semaines, à la suite de menaces d'assassinat émanant d'extrémistes sikhs. Le premier ministre venait de regagner New-Delhi, au terme d'une tournée de quarante-huit heures dans l'Orissa. Selon PTI, les membres de la famille de l'ancien ministre se trouvaient à son chevet au moment de sa mort, à l'exception de son fils Rajiv, en train de regagner la capitale.

Quelques heures après l'attentat, l'agence Associated Press a annoncé que son bureau à New-Delhi avait reçu un coup de téléphone anonyme revendiquant l'attentat au nom de « la secte sikhs tout entière ».

Le Monde
RÉALISÉ CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE
spécialement destinée à nos lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaires supplémentaires sur demande

Un vide incommensurable

(Suite de la première page.)

Rajiv a évidemment pour lui son nom, mais, tout le monde en est d'accord, il ne possède ni le charisme de sa mère ni l'habileté dénuée de scrupules dont son frère, disparu dans un accident d'avion en 1980, savait faire preuve en certaines circonstances.

Rajiv, dit la voix populiste, « est un gentil jeune homme qui a appris la politique par nécessité. Il n'est pas né avec le virus comme sa mère ou son frère ». L'ancien pilote se révélera-t-il à la hauteur des circonstances ? C'est évidemment ce qu'on espère au Congrès Indira, où les hommes de la trempe de M^{me} Gandhi sont, pour des raisons liées à la personnalité même de la fille de Nehru, très loins de foisonner.

Les élections générales étaient prévues pour se dérouler dans les trois mois. Il est probable que la consultation sera désormais reportée, ce qui devrait permettre au Congrès, actuellement désorganisé, de resserrer les rangs et de se trouver un chef.

Mais il faudra faire vite. La veille encore de l'attentat, les pronostiqueurs lui accordaient entre 225 et 260 sièges aux prochaines élections, alors qu'il contrôle les deux tiers des 546 mandats de l'Assemblée. Il est sans doute trop tôt pour prédire

toutes les conséquences qu'aura la disparition de celle que le petit peuple appelait « mother Indira ».

En Inde, où les populations sont sans doute plus émotives et volatiles qu'ailleurs, tout est toujours possible. Qu'ils l'aient ou la détestent, les Indiens étaient, dans leur immense majorité, très fiers, à l'égard de l'étranger surtout, d'avoir à leur tête une dame de cette envergure, et

l'Inde se sent sans doute aujourd'hui tragiquement orpheline.

Saura-t-elle résister à ses vieux démons et faire l'union sacrée autour du gouvernement de l'heure ? Une seule chose est absolument certaine : le pays des Gandhi est entré dans l'une des plus dangereuses phases de son histoire depuis l'indépendance en 1947.

PATRICE CLAUDE.

« Si je dois mourir... »

M^{me} Indira Gandhi, qui a succombé, mercredi 31 octobre, aux blessures consécutives à l'attentat dont elle avait été victime quelques heures plus tôt, avait évoqué sa mort, la veille, dans un discours prononcé dans l'État d'Orissa.

« Si je dois mourir au service de la nation, je la ferai avec fierté », avait-elle déclaré. « Chaque goutte de mon sang, j'en ai la certitude, contribuera au développement de ce pays, à son renforcement et à son dynamisme. »

Il y a quelques années, avec une prémonition troublante et dans un esprit qui témoignait de la haute conscience qu'elle avait de sa place dans l'histoire de son pays, la fille de Nehru avait déjà parlé publiquement de l'éventualité de sa disparition brutale de la scène politique sous les balles

d'assassins. En janvier 1975, après l'attentat qui avait coûté la vie à un de ses ministres, elle avait dit : « C'était la répétition d'un événement plus important, et tout le monde sait qu'il était réellement violent. Mais je n'ai pas peur pour ma vie. Si l'on tue Indira Gandhi, ce ne sera rien : je ne suis qu'une humble personne. Mais ce qui est important, c'est que le pays perde les principes pour lesquels le Parti du Congrès a lutté : les principes de la démocratie et de la non-violence. »

Menacée physiquement par des irréductibles que sa politique autoritaire ne faisait qu'exalter davantage, M^{me} Gandhi est morte avec le sentiment qu'elle avait plus que jamais une mission historique à remplir et que son destin était de toute façon hors du commun.

Une fédération de vingt-deux Etats et neuf territoires

Les sikhs représentent un peu plus de 50 % de la population du Pendjab indien, où les hindous constituent une forte minorité. Il existe, en outre, une importante diaspora sikhs dans le reste de l'Inde, en particulier à New-Delhi (où ils sont 800 000), ainsi que dans les États hindouistes du Pendjab. L'ethnie pendjabie, dont sont originaires les sikhs, est divisée en deux par la frontière indo-pakistanaise. Au nombre d'une douzaine de millions, les sikhs représentent l'une des principales minorités en Inde, mais après les musulmans (plus de 60 millions) et les chrétiens (une quinzaine de millions).



Tracé de la frontière selon l'administration indienne
Tracé de la frontière selon l'administration chinoise ou pakistanaise
Territoires contestés entre la Chine et l'Inde
Cachemire sous administration pakistanaise depuis le « cessez-le-feu » (janv. 1949)

Plus d'un million d'hommes sous les drapeaux

Les forces armées indiennes, qui ont été mises en état d'alerte, rassemblent environ 1 120 000 hommes, si l'on exclut des unités paramilitaires (forces de sécurité aux frontières et garde-côtes) qui mobilisent environ 260 000 hommes.

Pour l'essentiel de ces forces, c'est l'armée de terre indienne, dont les effectifs sont les plus nombreux, avec 960 000 hommes recrutés par volontariat pour l'armée d'active et environ 250 000 hommes constituant des réserves territoriales non comprises dans le décompte des forces armées régulières. Cette armée de terre indienne réunit essentiellement des unités blindées (dotées de chars soviétiques T-54, T-55 ou T-72), des unités d'infanterie (utilisant notamment des missiles antichars français SS-11 et Milan) et des unités de montagne (l'équivalent de dix divisions, au total).

Avec 47 000 hommes, la marine indienne dispose surtout de navires de surface (parmi lesquels un porte-avions d'origine britannique) et de sous-marins de construction soviétique. Certains de ces bâtiments sont dotés de missiles Exocet.

Quant à l'armée de l'air indienne, elle totalise environ 113 000 hommes qui mettent en œuvre plus de neuf cents avions de combat et des hélicoptères armés. Il s'agit d'une flotte aérienne assez dépeçée, avec des avions soviétiques (des modèles Mig-23, Sukhoi-7 et Mig-21), des avions britanniques (comme des avions d'attaque Jaguar qui sont construits sous licence, des Hunter et des Canberra pour la reconnaissance) ou des avions français (comme des Mirage 2000). La France a également fourni à l'Inde des hélicoptères Alouette III et Lama.

A TRAVERS LE MONDE

Burkina

LIBÉRATION DE PLUSIEURS MEMBRES DE LA LIPAD. - Huit des onze personnalités de la LIPAD (Ligue patriotique pour le développement) « interpellées pour espionnage » dans la nuit de vendredi 25 à samedi 27 octobre (le Monde du 30 octobre) ont été relâchées, a-t-on appris mardi de source proche du Conseil national de la révolution (CNR). Parmi les trois personnes qui sont toujours détenues, figurent MM. Arba Diallo et Adama Touré, respectivement anciens ministres des affaires étrangères et de l'information. - (AFP.)

États-Unis

RECTIFICATIF. - Nous avons indiqué, par erreur, dans le Monde du 24 octobre, sur la foi d'un document officiel, que la désignation du président des États-Unis par les grands électeurs avait lieu le premier mercredi de décembre, qui tombe cette année le 3. Ce vote se tiendra, en réalité, le premier lundi après le deuxième mercredi de décembre, c'est-à-dire le 17 décembre.

Guinée

RECTIFICATIF. - Une erreur s'est introduite dans l'article de L.-C. Ponsant. Pour les militaires, l'heure des choix... »

(Monde du 30 octobre). A propos d'un projet américain d'extraction de diamants, il fallait lire, bien entendu, 500 000 carats (et non 500 000 tonnes).

Iran

EXÉCUTION DE TRAFIQUANTS. - Trente-trois trafiquants de drogue, jugés coupables d'avoir vendu 72 tonnes de narcotiques, ont été pendus le dimanche 28 octobre à Zahedan, dans l'est de l'Iran. Dix-sept Afghans et un Pakistanais étaient au nombre des suppliciés. - (Reuters.)

Mozambique

RÉSCHÉLONNEMENT DE LA DETTE EXTERIEURE. - Les créanciers occidentaux du Mozambique ont accepté, à l'issue d'une réunion, vendredi, du Club de Paris, de rééchelonner la dette extérieure pour 1983, 1984 et le premier semestre de 1985, a annoncé, lundi 29 octobre, le gouverneur de la banque centrale, M. Prakash Ratilal. Le remboursement des 300 millions de dollars sera étalé sur une période de six ans à compter de 1990, et des pourparlers vont continuer avec les banques occidentales pour le réaménagement d'autres créances s'élevant à 1 milliard de dollars. - (Reuters.)

République sud-africaine

UN JEUNE MANIFESTANT TUÉ. - Un adolescent de quatorze ans a été tué et deux autres jeunes Noirs ont été blessés, mardi 30 octobre, dans la région de Port-Elizabeth (sud-est du pays), lorsque la police a fait usage de balles en caoutchouc contre des manifestants. Un porte-parole de la police de Pretoria a précisé que l'adolescent, qui a été mortellement blessé, faisait partie d'un groupe de cent cinquante écoliers du ghetto noir de Kwa-Zulu qui, devant leur lycée, avaient entrepris de lancer des pierres sur des véhicules des forces de l'ordre en patrouille. - (AFP, AP, Reuters.)

Vietnam

APPEL DU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS. - Le Secours populaire français a lancé un appel à la solidarité en faveur des victimes du typhon Susan qui a ravagé deux provinces au Vietnam. Selon l'organisation humanitaire, les victimes se comptent par dizaines de milliers. Les dons devront être adressés au Secours populaire français, 9, rue Froisart, 75003 Paris - CCP 654-37 H Paris avec mention « sinistrés Vietnam ». - (Reuters.)

JACQUES CHIRAC

DIMANCHE
4 NOVEMBRE
à 19H15

animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel

EUROPE 1

CLUB DE LA PRESSE

Attention ! Cette émission
est retransmise en direct
sur Canal+ sans décodeur.
Vous pouvez la regarder
sans être abonné !

CANAL+

L'ASSASSINAT DE M^{me} GANDHI

Seize ans au pouvoir

1966

19 JANVIER. - M^{me} Gandhi devient premier ministre à la suite de la mort de Shastri. Plus de cent millions d'Indiens sont alors menacés par la disette.

MARS. - Les sikhs du Pendjab se voient accorder l'autonomie, ce qui provoque des troubles; émeutes de la faim au Bengale.

1967

JANVIER. - Cédant aux pressions extérieures, M^{me} Gandhi accorde des droits politiques aux États et territoires du Nord-Est.

15 FÉVRIER. - Élections générales; net recul du Congrès; M^{me} Gandhi demeure au pouvoir.

JUIN. - Tension sino-indienne; soulèvement naxalite (mouvement) dans le Nord-Est.

11 SEPTEMBRE. - Incident sino-indien à la frontière du Sikkim.

1968

FÉVRIER. - New-Delhi prend le contrôle des États du Bengale et d'Uttar-Pradesh.

1969

JUIN. - Crise dans le gouvernement et tensions dans le Parti du Congrès.

12 NOVEMBRE. - M^{me} Gandhi est expulsée du Parti du Congrès, ce qui provoque une scission.

1970

AOÛT. - Arrestation de vingt mille personnes après l'occupation de terres par des paysans.

SEPTEMBRE. - M^{me} Gandhi supprime les États civils des anciens princes; la Cour suprême déclare inconstitutionnelle la mesure.

DÉCEMBRE. - La Chambre haute est dissoute à la suite de revirements de M^{me} Gandhi.

LA CRISE DU BANGLADESH

1971

MARS. - Élections générales; victoire de M^{me} Gandhi. Début de la crise au Pakistan-Orient.

AVRIL. - L'Inde soutient les nationalistes bengalis.

9 AOÛT. - Signature du traité d'amitié et de coopération entre l'Inde et l'URSS.

OCTOBRE. - Tensions entre l'Inde et le Pakistan; qui accèdent à la répression sur les Bengalis. New-Delhi mobilise ses réserves.

3 AU 17 DÉCEMBRE. - Guerre indo-pakistanaise, qui se termine par la création du Bangladesh.

1972

19 MARS. - Traité signé entre l'Inde et le Bangladesh sur la base de cessez-le-feu.

11 DÉCEMBRE. - « Compromis » indo-pakistanaise sur le traité de la ligne de cessez-le-feu au Cachemire.

1974

JANVIER. - Émeutes provoquées par l'Inde.

MAL. - M^{me} Gandhi fait arrêter des milliers de communistes en grève.

SEPTEMBRE. - Le Sikkim annulé de facto par l'Inde.

1975

10 AVRIL. - Le Sikkim officiellement rattaché à l'Inde.

12 JUIN. - Le tribunal d'Allahabad annule pour « irrégularité » l'élection.

En Afghanistan

240 SOLDATS SOVIÉTIQUES AURAIENT TROUVÉ LA MORT DANS UN ACCIDENT D'AVION

240 soldats soviétiques ont péri dans un accident d'avion, dimanche 29 octobre, tandis que la résistance afghane a abattu la semaine dernière, à l'aide de missiles SAM 7, quatre hélicoptères soviétiques, rapportent des sources diplomatiques occidentales à Islamabad. L'avion, qui ramenait des soldats en Union soviétique, s'est écrasé à 10 kilomètres de Kaboul. Selon certains témoignages, l'avion est entré en collision avec un autre appareil transportant de jeunes Afghans en URSS selon d'autres sources, l'avion aurait été abattu par des moudjahidines. (AFP.)

tion, en 1971, de M^{me} Gandhi; grave revers électoral du Congrès dans le Congrès.

24 JUIN. - La Cour suprême permet à M^{me} Gandhi de demeurer premier ministre.

26 JUIN. - M^{me} Gandhi fait arrêter tous les dirigeants de l'opposition (communistes, prosoviétiques, etc.) et décrète l'état d'urgence.

1976

JANVIER. - Suspension de l'article 19 de la Constitution sur les droits de la presse.

JUIN. - Accusation de la législation répressive.

29 OCTOBRE. - Le Parlement adopte un amendement réduisant le rôle du président de l'Union au profit de celui de premier ministre.

1977

16-20 MARS. - Élections générales anticipées. M^{me} Gandhi est battue.

21 MARS. - L'avis de l'état d'urgence.

24 MARS. - Morarji Desai du Janat (Parti du peuple) forme le gouvernement.

1978

JANVIER. - Scission au Congrès; naissance du Congrès Indira (ou Congrès I).

JULIET. - M^{me} Gandhi incrimine dans une lettre au Congrès I « violations de la législation électorale ».

RETOUR AU POUVOIR

1979

FÉVRIER. - Première visite en Chine d'un ministre indien des affaires étrangères depuis 1962.

JUIN. - Le premier ministre, M. Desai, se rend en Union soviétique.

JULIET. - Démission de M. Desai; le vice-premier ministre et ministre des finances, M. Charan Singh devient premier ministre.

AOÛT. - Dissolution de l'Assemblée nationale.

1980

JANVIER. - Inquiétude à New-Delhi après l'intervention soviétique en Afghanistan.

JANVIER. - Victoire du parti de M^{me} Gandhi, qui revient au pouvoir.

24 JUIN. - Sanjay Gandhi, le fils cadet du premier ministre, se tue dans un accident d'avion.

JULIET. - New-Delhi reconnaît le gouvernement prosoviétique du Cambodge.

1981

NOVEMBRE. - Voyage officiel en France de M^{me} Indira Gandhi.

LES VIOLENCES SIKHS

1983

JANVIER. - Revers électoral en Andhra-Pradesh et au Tripura.

FÉVRIER. - Massacre en Assam. Plus de trois mille morts.

MARS. - Soumet des non-alignés à New-Delhi.

AVRIL. - Agitation des sikhs au Pendjab.

1984

FÉVRIER. - Graves incidents dans la ville sikhe sikh d'Amritsar au Pendjab. Affrontements entre sikhs et hindous dans l'ensemble de cet État.

MARS. - Quatre personnalités sikhs soupçonnées de complicité au Pendjab.

AVRIL. - M^{me} Gandhi accepte d'annuler la Constitution en faveur des sikhs.

MAL. - Émeutes religieuses à Bombay entre hindous et musulmans.

JUIN. - L'armée donne l'assaut au Temple d'or d'Amritsar, haut lieu du mouvement sikh. Le bilan de cette intervention s'élève à huit cents morts. Des milliers de sikhs fuient vers l'étranger.

JULIET. - Crise politique au Jammu-et-Cachemire.

AOÛT. - Grève générale en Andhra-Pradesh; le chef du gouvernement, l'ancien ministre M. N.T. Rama Rao, est destitué, puis reconstruit dans son fonction; détournement d'un avion vers le Pakistan par des militants sikhs.

31 OCTOBRE. - M^{me} Indira Gandhi est assassinée par des sikhs, membres de sa sécurité.

Une vie tout entière « en politique »



Portrait de Indira Gandhi.

Plus sans doute qu'aucun autre de ses contemporains parmi les dirigeants des grands pays, Indira Gandhi était littéralement « née en politique ». Et c'est « en politique » que s'est déroulée de bout en bout son existence, au détriment de toute autre préoccupation et au point de transformer sa vie familiale elle-même en affaire politique.

La petite fille née le 19 novembre 1917 à Allahabad se souviendra toujours des descentes de police qu'attiraient au domicile de Nehru les activités politiques de son père Jawaharlal, jeune avocat déjà fort connu. Elle est tout naturellement entraînée dans le sillage de ce dernier qui, très tôt, l'associe à ses engagements. De prison, il lui adresse toute une correspondance qui joue un rôle déterminant dans son éducation. Elle sera plus tard publiée sous le titre éloquent : *Après sur l'histoire du monde*.

Toujours sous l'inspiration de Nehru, qui, en dépit de son nationalisme, garde ses distances à l'égard du traditionalisme hindou, c'est en Grande-Bretagne, à Oxford, qu'elle achève ses études universitaires. C'est là aussi qu'elle précise son engagement politique en adhérant au Parti travailliste.

Ce séjour britannique est également marqué par une rencontre sentimentale avec un jeune étudiant indien, Feroze Gandhi (aucun parenté avec le Mahatma), qu'elle épouse en 1941. La lune de miel est brève, car Indira Gandhi, de retour en Inde, fait son premier séjour en prison — treize mois — en raison de ses activités politiques.

C'est de ce mariage que naissent deux fils, Rajiv et Sanjay, que leur mère associera tous à tour de rôle — mais en commençant par le cadet dont l'âge ne sera plus tard que prendre la succession — à ses activités de militant puis de chef de gouvernement.

Indira Gandhi a été et est encore beaucoup plus mère qu'épouse. Quand son mari disparaît, victime en 1960 d'une crise cardiaque, elle est déjà séparée de lui depuis plusieurs années car elle vit désormais non plus au domicile familial mais à la résidence du premier ministre, son père — qui a fait d'elle sa plus proche collaboratrice. Apprentissage tout assumé : la jeune femme est, de fait, associée à toutes les activités d'un chef de gouvernement, intérieures comme extérieures. Elle est aux côtés de Nehru en 1955 à la conférence de Bandung.

Quand Nehru meurt en 1964, Indira est déjà présidente du parti du Congrès, présidence à laquelle elle a été élue en 1959. Mais commence pour elle une longue lutte, qui l'oppose aux hommes qui tiennent malgré tout en main l'appareil de la formation majoritaire et sont peu disposés à se laisser diriger par cette jeune femme encore dans la quarantaine.

Une redoutable tacticienne

C'est dans ce contexte qu'elle se révèle une redoutable tacticienne, ne reculant devant aucun risque pour l'emporter sur ses adversaires. Quand Shastri, qui avait pris la succession de Nehru, meurt à son tour en 1966, elle pose d'emblée sa candidature à la présidence du groupe parlementaire du Congrès, c'est-à-dire en fait au poste de premier ministre. Elle argue de la « légitimité » que lui confère une vie passée aux côtés des fondateurs de l'Inde indépendante, de Gandhi à Nehru, et qui la désigne pour devenir, à l'instar de son père, le « premier serviteur de l'État ». Elle l'emporte par 355 voix contre 169 à Morarji Desai, à qui cependant sera réservé un peu plus tard — par souci de compromis — un titre de vice-premier ministre.

L'épreuve de force est cependant inévitable et elle s'engage en 1968 lorsque l'appareil du Congrès dénonce sa « dictature » et l'« exploitation » du parti. Indira Gandhi sort victorieuse de la bataille, crée sa propre formation, le Congrès (I), devant laquelle l'ancien Congrès dirigé par Morarji Desai n'est que minoritaire.

1971 : Indira Gandhi — qui a passé outre à des jugements de la Cour suprême invalidant ses déci-

sions portant sur la nationalisation des banques ou la suppression des listes civiles des anciens princes — mène campagne sur le thème « Halte à la pauvreté ». C'est à partir de cette époque que la vie politique indienne commence véritablement à être centrée sur sa personne et la victoire qu'emporte le Congrès est d'abord la sienne. Les grands milieux d'affaires progressistes pourraient inquiéter, jugent prudent de lui accorder leur soutien. La même année, la guerre civile au Pakistan oriental la détourne des projets intérieurs pour « porter assistance, dit-elle, au vaillant peuple du Bangladesh ».

Très vite, cependant, le front intérieur reprend la priorité. Les troubles endémiques de l'Inde agitent différents États. Certes le régime enrégimente des succès — à commencer par l'accès à l'arme nucléaire, — mais la position électorale du Congrès se détériore. Indira Gandhi traverse l'une de ses épreuves les plus difficiles avec l'accumulation de sa propre élection en 1975 dans l'État d'Uttar-Pradesh. On parle d'un « Watergate indien ».

Mais jamais plus que lorsqu'elle se trouve confrontée à la pire adversité Indira Gandhi n'est convaincue de la justice et de la légitimité de sa mission. Elle n'hésite pas devant ce que ses ennemis considéraient comme un coup de force. La loi électorale est rétroactivement modifiée. A ceux qui exigent sa démission, elle réplique en décrétant, le 26 juin 1975, l'état d'urgence.

L'échec de 1977...

Le régime de l'état d'urgence (fin juin 1975-mars 1977) est considéré par de nombreux Indiens comme la « période sombre » de leur histoire contemporaine. Mme Gandhi ne parviendra, en effet, jamais à convaincre tout à fait l'opinion du bien-fondé des mesures d'exception prises alors (censure de la presse, arrestations de milliers d'opposants, dont les principaux dirigeants de mouvements politiques, interdiction de groupes politico-religieux d'extrême gauche et d'extrême droite, mise au pas de la justice, etc.) et de la thèse du « complot contre la nation ». Invoquée pour justifier le coup de force, elle dément cependant vouloir instaurer un régime de parti unique ou personnel, entreprendre une « remise en ordre » du pays et annonce simultanément un programme en faveur des défavorisés.

La loyauté de l'armée sera alors essentielle pour le pouvoir politique. « La plus grande démocratie du monde » n'en est pas moins suspendue et le régime va continuer — par des mesures autoritaires suspendant les libertés fondamentales — à se durcir. Mais Mme Gandhi se défendra à de nombreuses reprises de chercher à devenir — et encore moins d'être — un « dictateur ». Mais il lui est rapidement prêté l'intention (dès décembre 1975) de casser le désir de préparer son fils cadet, Sanjay, à assumer, le moment

venu, la relève du pouvoir et de poursuivre la « dynastie » des Nehru. Sanjay Gandhi débute effectivement une carrière politique en entrant au Parti du Congrès et son ascension commence dans l'antichambre du pouvoir.

Mme Gandhi va, d'autre part, se tailler une Constitution sur mesure, en amendement à la constitution de la Loi fondamentale nationale, qui implique un renforcement des prérogatives du premier ministre et limite les pouvoirs du président de la République, pour ainsi dire désigné parmi les fidèles du chef de gouvernement. La réforme est adoptée par un Parlement où le Congrès dispose de la majorité requise des deux tiers. Les protestations des formations de gauche et des intellectuels n'y font rien. Mais amorcer des réformes, en appuyant sur la même base politique que par le passé, libérer les paysans du servage et distribuer des terres aux paysans, se révèle une tâche beaucoup plus ingrate que retoucher la Constitution. En outre, et surtout, des « excès » vont être commis sous l'état d'urgence, la stérilisation des pauvres, par exemple, pour enrayer la poussée démographique, qui portait gravement préjudice à certains dirigeants — comme Sanjay — et contribueront à la défaite de M^{me} Gandhi aux élections générales de mars 1977.

Le premier ministre avait pensé qu'une telle consultation serait sans risque et qu'elle lui permettrait au contraire de consolider son pouvoir. Elle avait levé, en conséquence, l'état d'urgence, libéré les dirigeants de l'opposition emprisonnés. Mais c'est un véritable raz de marée qui va porter au pouvoir une coalition hétéroclite de formations d'opposition — des socialistes à l'extrême droite hindouiste. M^{me} Gandhi, pourtant dotée d'un incomparable « flair » politique, avait sous-estimé le mécontentement populaire provoqué par les mesures d'exception, au point qu'elle fut elle-même battue dans sa propre circonscription. Cette défaite représente bien sûr un échec personnel cuisant pour M^{me} Gandhi, âgée de quatre-vingts ans. Pour la première fois la droite arrive en force au pouvoir, et cette situation semble embourber Moscou, Pékin se félicitant, en revanche, du rapprochement amorcé un peu plus tard par New-Delhi avec Washington.

...et la revanche

M^{me} Gandhi cependant n'abandonnera pas la partie et manifestera rapidement sa volonté de revanche. Son retour sur la scène politique ne se fera toutefois pas sans heurts avec le responsable du Congrès qui ne lui pardonnait pas le dérapage de l'état d'urgence. Elle aura sérieusement malille à partir avec ceux-ci avant de prendre finalement le dessus en janvier 1978, en s'imposant, *manu militari*, à la tête de la grande formation nationale.

Assez maladroitement, les nouveaux dirigeants de l'Inde vont, en octobre 1977, arrêter celle qui a gouverné le pays pendant onze ans pour la traduire devant la justice. Mais ils s'apercevront rapidement que ceci ne peut que favoriser la rentrée politique de M^{me} Gandhi et ils la font relâcher, estimant sans doute qu'elle est moins encombrante en liberté qu'en prison. Elle n'aura aucun mal à se poser en chef de l'opposition parlementaire une fois élue, en novembre 1978 — dans une consultation partielle — dans l'État du Karnataka.

Et ceci apparaîtra comme la première étape d'une longue marche vers un retour aux « affaires ». Quelques jours plus tard, elle est rejetée par ses pairs parlementaires et jugée coupable — d'abus de privilèges et d'outrage à la Chambre — et expulsée du Parlement. Est-ce un « combat d'arrière-garde désespéré » mené par une femme qui fait preuve d'une « véritable paranoïa », comme l'écrivent certains journaux indiens.

On verra, lorsque, en juin 1979, la nouvelle coalition au pouvoir traversera une crise, que M^{me} Gandhi est à nouveau sur l'échiquier politique une force avec laquelle il faut compter. M. Charan Singh, représentant principalement les intérêts des agriculteurs du nord-ouest de l'Inde, formera un éphémère gouvernement, qui dépendra en fait de l'appui du Congrès de M^{me} Gandhi.

Début janvier 1980, le Congrès Indira remporte une victoire éclatante aux élections législatives et chasse du pouvoir la coalition du Janata, effaçant ainsi le débâcleur causé par sa défaite de 1977. Cette victoire est celle d'une tacticienne éprouvée et tenace, qui a su gagner l'appui des diverses composantes de la nation indienne et s'attirer de subtils appuis politiques. C'est la victoire d'une personnalité charismatique, qui a parcouru le pays en dénonçant l'insécurité de ses adversaires, et celle aussi de la machine électorale qu'elle a mise en place. Elle dispose d'une puissante majorité à la Chambre du peuple, et ses adversaires s'inquiètent des risques de restauration d'un régime musclé par celle que certains observateurs n'hésitent pas à appeler, comme *The Economist* à Londres, « l'Impératrice de l'Inde ».

Après avoir tiré les leçons de l'expérience malencontreuse de l'état d'urgence, M^{me} Gandhi va cette fois garder la mesure et ne pas trop malmenager les libertés démocratiques. Mais, à la faveur des crises multiples que connaît l'Inde au cours des quatre dernières années (Assam, Pendjab, Cachemire, Andhra-Pradesh, notamment), le pouvoir va à nouveau se raffermir et user de méthodes extrêmes (intervention de l'armée au Pendjab pour écraser la rébellion des extrémistes religieux sikhs, limogeage de chefs de gouvernement au Sikkim, au Cachemire et en Andhra-Pradesh).

Le sacrilège constitué par l'intervention de l'armée dans le Temple d'or d'Amritsar aura été fatal à la fille de Nehru. Elle s'apprête à redemander une fois encore au peuple indien le renouvellement de son mandat. Pour suivre une œuvre inachevée ?

L'Inde, sous ses gouvernements, était restée attachée à la politique de non-alignement et elle présidé, de fait, le mouvement des pays non alignés jusqu'en 1966. Mais cette politique n'empêchait pas une certaine complaisance à l'égard de l'URSS, et notamment de son intervention en Afghanistan.

La mort accidentelle de son fils cadet Sanjay, en juin 1980, avait été une terrible épreuve pour le premier ministre. Il ne devait pas pour autant être mis en terme aux rumeurs sur la « succession », puisque l'autre fils de M^{me} Gandhi, Rajiv, un pilote fut à son tour appelé dans le sillage à faire ses premières armes politiques. S'il a évité les erreurs politiques de son frère, et s'il a gardé un profil bas, il n'a pas cependant d'ascendant sur le parti du Congrès ni l'autorité nécessaire à un premier ministre. Mais on ne peut exclure que les cagiques du Congrès décident qu'il est tout de même le plus digne d'assurer la continuité du régime après la tragédie.

GUY MARCHAND

LA TÊTE DANS LE SAC

LE 31 OCTOBRE PARIS C'EST LA JUNGLE !

Les vieux singes glissent parfois sur une peau de banane.

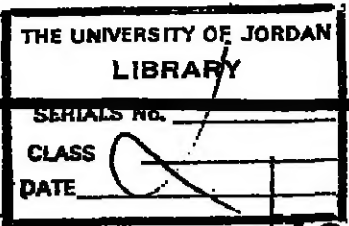
PATRICK BRUEL

LA TÊTE DANS LE SAC

LE 31 OCTOBRE PARIS C'EST LA JUNGLE !

Dans tout collègue de bureau il y a un croco qui sommeille.

مكتبة النخيل



EUROPE

Pologne

LA DÉCOUVERTE DU CORPS DU PÈRE POPIELUSZKO

Le gouvernement estime que les assassins bénéficiaient de protecteurs haut placés

Les Polonais qui espéraient encore, contre tout espoir, que le Père Jerzy Popieluszko pouvait être retrouvé vivant, ont appris, mardi 30 octobre, à 20 heures, par le bulletin d'informations de la télévision, que l'assassin des frères de Varsovie était mort et que son corps avait été retrouvé quelques heures auparavant dans une retenue d'eau de la Vistule, au nord de la capitale. Le Père Popieluszko avait été enlevé, le 19 octobre, sur une route proche de la ville de Torun, à 200 kilomètres au nord de Varsovie et à 50 kilomètres de l'endroit où son cadavre a été découvert. Une autopsie a été ordonnée par les autorités, et la date des obsèques, qui vont sans doute rassembler des centaines de milliers de Polonais, n'avait pas encore été fixée, mercredi en fin de matinée. Dès l'annonce de la découverte du corps, M. Lech Walesa a renouvelé ses appels au calme et à l'ouverture du dialogue : « Le pire est arrivé. On a voulu tuer, et on a tué, non seulement un homme, un Polonais, un prêtre, on a aussi voulu tuer l'espoir, l'espoir qu'il est possible d'éviter en Pologne la violence dans la vie politique », a-t-il déclaré. « A d'abord estimé le prix Nobel de la paix dans une déclaration faite à Gdansk. Pour lui, la mort de l'abbé Popieluszko est d'abord un « sacrifice ». Il serait peut-être mieux que nous ignorions les véritables meurtriers

nelles, y compris les miennes », a conclu le président de Solidarité. Etait-ce une allusion à la thèse du complot que reprennent à leur compte les proches du général Jaruzelski ou aux diatribes publiées par ces mêmes personnages, ces derniers fois, contre un ecclésiastique qui ne cachait pas sa sympathie active pour Solidarité ?

« Un silence plein d'espérance »

Cet appel au dialogue n'a, pour l'instant, rencontré aucun écho du côté du général Jaruzelski, qui se trouve confronté à deux problèmes. Il lui faut d'abord maintenir l'ordre. Depuis l'enlèvement du Père Popieluszko, la Pologne a été étrangement calme, comme frappée par le réarmement. Les exhortations des dirigeants de Solidarité y ont été sans doute pour quelque chose, mais il n'est pas sûr que, une fois la stupeur passée, certains militants de l'opposition ne soient tentés de manifester dans la rue leur colère et leur désespoir.

Pour passer à toute éventualité, les mesures de sécurité viennent d'être renforcées. Les procédures de renvoi devant les tribunaux ont été accélérées dans neuf provinces, dont celles de Varsovie et de Gdansk. A Wrocław, un autre fief du syndicat dissident, les procédures accélérées introduites au mois d'août dernier ont été prolongées jusqu'à la fin de l'année. L'armée et la police ont été mises en état d'alerte.

D'autre part, le général Jaruzelski se doit de découvrir si une partie de l'appareil du POUF, allié à des élé-

ments de la police politique, n'a pas cherché à le déstabiliser en organisant l'enlèvement, puis l'assassinat du Père Popieluszko, que le porte-parole du gouvernement, M. Urban, a décrit comme une « provocation ».

Le gouvernement soupçonne les trois officiers du ministère de l'Intérieur qui ont été arrêtés d'être engagés dans un complot plus vaste, et de bénéficier de protections au sommet de l'appareil. Ils font l'objet d'une surveillance renforcée afin qu'ils ne soient pas éliminés dans leur prison. Le ministre de l'Intérieur, le général Kiszczak - un proche du général Jaruzelski - estime maintenant que « quelqu'un se tient derrière les comploteurs », a déclaré M. Urban. Selon le porte-parole officiel, les trois auteurs présumés du meurtre « semblent attendre de l'aide ». Ils avaient préparé leur crime depuis longtemps, se forçant des alibis, brouillant les pistes, etc. M. Urban estime que les déclarations contradictoires faites après leur arrestation peuvent étayer la thèse selon laquelle ils comptent sur « quelqu'un de puissant », lié à l'enlèvement, « pour les protéger ».

Les recherches pour retrouver les éventuels instigateurs du crime sont menées activement « par seulement dans le strict cadre de l'enquête », a déclaré M. Urban, ce qui suppose que les investigations s'étendent au domaine politique. Le plénum du comité central, la semaine dernière, avait laissé prévoir une purge au sein de l'appareil d'oppression, voire au secrétariat et au bureau politique.

D. V.

Belgique

L'ancien premier ministre, M. Vanden Boynants est déferé en correctionnelle pour fraude fiscale

De notre correspondant

Bruxelles. - La chambre du conseil du tribunal de première instance de Bruxelles a décidé, le mardi 30 octobre, de renvoyer en correctionnelle, pour fraude fiscale, M. Paul Vanden Boynants, qui fut premier ministre chrétien-démocrate durant les années 60, et qui a occupé de nombreux autres postes gouvernementaux jusqu'à l'ouverture de l'affaire VDB. Il y a trois ans.

M. Vanden Boynants a été, dans la politique belge en général, et bruxelloise en particulier, l'un des hommes les plus dynamiques et les plus populaires avant de devenir l'un des plus discutés. C'est sous son égide que la capitale a été transformée après la guerre, les vieux quartiers faisant place à des tours gigantesques.

Grand brasseur d'affaires, « VDB » est apparemment impliqué dans d'importantes fraudes fiscales. Son immunité parlementaire a été levée par la Chambre des représentants en juin 1982. Depuis lors, l'enquête, très complexe, a donné lieu à quelque deux cents perquisitions et à l'interrogatoire de centaines de témoins. L'ancien premier ministre se voit accusé de faux et usage de faux. Il proteste de son innocence, mais il a dû, néanmoins, s'acquitter d'un redressement fiscal de 24 millions de francs belges. Pour cela, il lui a fallu vendre la propriété qu'il possédait en France, à Mougins, ainsi que sa luxueuse résidence bruxelloise.

Autre conséquence de l'affaire : après les élections municipales de l'automne 1982, M. Vanden Boynants avait dû renoncer - provisoirement, croyait-il - à devenir bourgmestre de Bruxelles, poste qui devait lui être attribué après la constitution d'un nouvel cartel évitant, pour la première fois, les libéraux de l'hôtel de ville. En attendant que la situation juridique de « VDB » soit clarifiée, l'échec de bourgmestre a été confié alors à un socialiste, M. Hervé Brouhon, qui a promis de se désister si l'innocence de son collègue était prouvée.

Une telle éventualité, toutefois, est de moins en moins probable. M. Vanden Boynants a immédiatement fait appel de la décision le ren-

voyant devant le tribunal correctionnel, dont il conteste la compétence et il pourrait demander à comparaître devant la Chambre de cassation. Certaines rumeurs laissent même entendre que, s'il n'obtient pas satisfaction, il envisagerait de présenter son cas devant la Cour européenne de justice. L'affaire ne trouvera donc pas de conclusion avant bien des mois encore.

JEAN WETZ.

Espagne

Cent mille ouvriers en grève contre la restructuration des chantiers navals

De notre correspondant

Madrid. - Les manifestations de protestation contre la reconversion industrielle prennent un plus grand ampleur en Espagne. Quelques cent mille travailleurs ont participé, le mardi 30 octobre, à un arrêt de travail de vingt-quatre heures pour protester contre le plan gouvernemental de restructuration des chantiers navals, qui devrait se traduire par la perte de dix-sept mille emplois (sur un total de quarante mille). La grève avait été lancée par les Commissions ouvrières (pro-communistes), ainsi que par les syndicats nationaliste basque ELA et galicien nationaliste Galego. Seul le syndicat socialiste UGT a refusé de s'associer.

Le mouvement a été particulièrement suivi au Pays basque, en Galice et à Gijón, ainsi que - dans une moindre mesure - à Cadix et à Valence. Aux travailleurs des chantiers navals se sont joints, en signe de solidarité, ceux d'autres secteurs, comme les métallurgistes, en Biscaye. La grande « ceinture » industrielle de Bilbao a été en grande partie paralysée et, dans l'après-midi, la plupart des magasins du centre de la ville ont fermé leurs portes.

A El Ferrol, en Galice, l'arrêt de travail a été total, affectant à la fois les usines et les commerces. Plusieurs centaines de travailleurs des chantiers ont occupé la gare et paralysé pendant plusieurs heures la circulation des trains. Aucun incident

sérieux n'a toutefois été enregistré. Dans plusieurs villes ont eu lieu des manifestations réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Le ministre de l'Industrie, M. Carlos Solchaga, n'en a pas moins réaffirmé le même jour, devant les députés, que le gouvernement était décidé à aller de l'avant dans son projet de reconversion. Les pertes du secteur naval, il est vrai, ne cessent d'augmenter : elles atteignent 38 milliards de pesetas (2,1 milliards de francs) en 1983. Les grands chantiers, les plus affectés par la crise, travaillent actuellement à 23 % de leur capacité, les petits et les moyens à 40 %.

Les négociations entre gouvernement et syndicats sur ce sujet sont cependant au point mort. Seul le syndicat socialiste UGT participe encore aux réunions de la commission de reconversion du secteur naval ; les trois autres syndicats l'ont successivement abandonnée. Malgré son désir de prêter main-forte au gouvernement en ce moment difficile, l'UGT, qui craint de se retrouver isolée, a exigé que la réduction de main-d'œuvre s'opère par le biais de la simple suspension des contrats de travail et non de leur résiliation. Le ministère de l'Industrie s'est, jusqu'ici, refusé à accepter cette solution.

THIERRY MALINIAK.

Italie

Le Sénat a rejeté trois motions demandant la démission de M. Andreotti

Sauvé mais non absous

De notre correspondant

Rome. - Appelés à se prononcer sur ce qui était devenu « le cas Andreotti » - en particulier sur les liens entre le ministre des affaires étrangères italien et le banquier de la Mafia Michele Sindona - les sénateurs ont repoussé par un vote à main levée, mardi 30 octobre, les motions présentées contre le ministre par les communistes, les néofascistes, les radicaux et les indépendants de gauche. Ils ont approuvé en revanche un document de la majorité (DC, PSI, PSDI, PRI et PLI) enjoignant au gouvernement de compléter les enquêtes sur les responsabilités dans cette affaire.

Un vote sans surprise mais qui n'est pas pour autant pleinement absolu. Dans la défense de son ministre, le président du Conseil, M. Ciriaco De Mita, s'en tenait aux faits. Il n'en ressort aucun indice permettant d'affirmer notamment que M. Andreotti aurait tenté de couvrir l'escroq au début des années 70, lorsqu'il était président du Conseil.

Mais la manière dont a eu lieu le débat au Sénat peut avoir laissé quelque amertume au ministre des affaires étrangères. Assurément, ses quarante années de vie politique l'ont habitué à être cloué au pilori par ses adversaires comme par ses alliés (son nom apparaît périodiquement à propos des affaires les plus louches que l'Italie a connues depuis la guerre : pour ne prendre que les plus récentes, l'affaire Lockheed, le scandale des pétroliers, la P2 et pour finir l'assassinat du général Dalla Chiesa). Des rumeurs, des soupçons, mais jamais de preuve. M. Andreotti, cet homme singulier à la silhouette voûtée, au fait des arcanes du Vatican comme des intrigues du « palazzo » (le Monde politique), est « l'insubmersible de la vie politique italienne ».

La majorité a serré les rangs, en particulier pour repousser la motion communiste. Elle avait beau jeu de s'étonner de la présentation tardive de cette motion au Sénat alors que le Parlement s'était déjà prononcé sur cette affaire, et de demander au PCI pourquoi il n'avait pas mis en cause M. Andreotti lorsque furent rendus pu-

blics les résultats de la commission d'enquête sur le cas Sindona.

Mais c'est en fait des rangs de la majorité qu'est partie la flèche qui a sans doute le plus profondément touché M. Andreotti, lorsque M. Ferrara, sénateur républicain, a posé la question de fond : « Il faut servir les rangs. Mais autour de quoi ? Autour de l'homme tombé de cheval ? C'est autour des voleurs, non des hommes, qu'on doit faire le carré. Les faits sont les faits, et M. Andreotti doit les évaluer lui-même (...). Il s'agit d'un cas de conscience, non d'un cas politique ».

Le PCI, quant à lui, a fait de la question morale une tactique politique. En s'attaquant à M. Andreotti, l'homme le plus représentatif de la Démocratie chrétienne, les communistes cherchaient à provoquer une crise au sein de ce parti et, donc, de la majorité. Mais la question morale peut-elle être à elle seule l'élément porteur d'une politique ? Certains membres du parti estiment qu'il faut faire table rase pour pouvoir reconstruire : de manière symptomatique, dans son intervention au Sénat, M. Macaluso, le directeur du quotidien du PCI l'Unità, ne s'en est pas pris uniquement à M. Andreotti, mais aussi à d'autres dirigeants de la DC, mettant en cause l'ensemble de son « système de pouvoir ».

Prendre pour cible M. Andreotti signifie pour le PCI un changement de cap : depuis dix ans, l'ancien ministre des affaires étrangères était en effet l'un des interlocuteurs privilégiés des communistes. Sa politique étrangère - proche du monde arabe, non systématiquement hostile à l'Union soviétique, évitant un alignement inconditionnel sur Washington - ne leur déplait pas. Sans doute le PCI par son attaque a-t-il coupé l'herbe sous le pied à M. Andreotti si celui-ci avait l'intention de présenter sa candidature à la présidence de la République à l'expiration, en juin, du mandat de M. Pertini. Sans doute peut-il faire valoir qu'on ne peut subordonner la question morale au pragmatisme politique. Il reste que, pour l'instant, le PCI paraît plus isolé que jamais.

PHILIPPE PONS.

Turquie

LE PORT DU VOILE RÉPRIMÉ. - Dix-huit femmes qui portaient le tchador iranien, ont été arrêtées par la police, à Golcuk, à l'est d'Istanbul, le lundi 29 octobre, jour anniversaire de la fondation de la République laïque par Atatürk. Elles ont été entendues par un juge puis relâchées après inculpation pour violation d'une loi de 1934 réglementant les tenues vestimentaires et bannissant celles qui se correspondent pas « au niveau de civilisation du pays ». (AFP.)

URSS

PROCÈS D'UN POÈTE UKRAÏNIEN. - Le poète ukrainien dissident Mykola Horbal, 43 ans, membre du groupe de surveillance des accords d'Helsinki, n'a pas été libéré la semaine dernière au terme de sa peine de 5 ans de camp de travail, a annoncé mardi 30 octobre à Bonn l'association ouest-allemande Continent, qui soutient les dissidents d'Europe de l'Est. L'épouse de M. Horbal, venue chercher son mari le 24 octobre dernier à la sortie du camp numéro 320913 dans la région de Nikolajev (Ukraine), a été informée par la direction du camp que « le détenu a été transféré à la prison de Nikolajev où l'attend un nouveau procès pour diffamation envers l'URSS ». Le poète a déjà passé douze années dans des camps et des prisons soviétiques. (AFP.)

A LA PAROISSE SAINT-STANISLAS « Un martyr de la vérité »

Varsovie (AFP). - « Le corps du Père Jerzy Popieluszko a été repêché dans la Vistule ». Cette phrase prononcée, mardi 30 octobre au soir, à l'église Saint-Stanislas de Varsovie, a plongé dans un profond désarroi les cinq mille fidèles qui suivaient un office religieux à l'intention du prêtre enlevé. Dans la nuit froide, la messe touchait à sa fin, peu de temps après l'annonce par la télévision polonaise de la nouvelle que tout le monde attendait, mais à laquelle personne ne voulait croire. Certains fidèles s'apprêtaient à quitter les lieux lorsque les haut-parleurs - installés sur la façade de l'église - commencèrent à grésiller.

La foule transie dressa l'oreille. D'une voix brisée par l'émotion, le prêtre qui avait célébré la messe déclara que le Père Jerzy n'était plus là. Des sanglots éclatèrent de toutes parts. Les fidèles tombèrent à genoux, les joues mouillées de larmes. Le désespoir apparut sur tous les visages.

Le prêtre qui avait annoncé la mort du Père Popieluszko renonça, la gorge serrée, à s'adresser à la foule. Il fallut faire appel à un autre ecclésiastique, le Père Feliks Folejewski, d'une paroisse ouvrière de la capitale, pour faire l'éloge du Père Popieluszko, qu'il qualifia de « martyr de la cause de la vérité et de l'amour du prochain ». Dans un silence poignant, il ajouta : « Je ne peux trouver mes mots, car le fait d'apprendre que le Père Jerzy ne se trouve plus parmi nous nous plonge dans un désespoir total. Mais nous rappelons que Jésus-Christ pleura quand il a appris la mort de Lazare. » Il appela la foule à faire « preuve de courage dans la douleur ».

Dans la sacristie, le frère aîné du Père Popieluszko, Josef, s'effondra, soutenu par deux membres du service d'ordre mis en place par des ouvriers des aciéries de Varsovie, Huta Warszawa. Le chauffeur du Père Jerzy, M. Waldemar Chroscowski, qui avait pu échapper aux ravisseurs en sautant de la voiture en marche, fut également reconduit au presbytère à demi inconscient.

Au pied de l'autel, M. Seweryn Jaworski, figure de proue de Solidarité et animateur du comité en faveur du Père Popieluszko, déclara, le visage en larmes, qu'il « ne voulait pas quitter l'église, où il allait prier toute la nuit ».

Partout, des gens de tous âges se jetaient dans les bras les uns des autres en pleurant. Les jeunes militaires du service d'ordre, les yeux rougis et la voix coupée, serraient les poings en déclarant à l'adresse des autorités qu'un « tel crime ne peut être pardonné ». D'ailleurs, affirmaient-ils, « nous ne quitterons pas l'église avant que le corps du Père Jerzy nous soit rendu ».

Dans cette atmosphère de douleur, des fidèles avaient allumé, selon la tradition polonaise, des centaines de cierges et de luminaires tout autour du parvis de l'église, devant les photographies, les calices et les chapelets ardents installés depuis plusieurs jours autour des grilles de l'église et dédiés au Père Popieluszko.

Longtemps après la fin de la messe, la foule était encore dense. Elle priait avec ferveur, alors que d'autres habitants de la capitale, des fleurs ou des cierges à la main, se dirigeaient vers Saint-Stanislas.

Roumanie

Pour la première fois depuis trente ans le pape nomme un évêque à Bucarest

Cité du Vatican (AFP). - Jean-Paul II a nommé, mardi 30 octobre, Mgr Joan Robu administrateur apostolique de Bucarest dont l'archevêché était vacant depuis trente ans, à la suite de la rupture des relations entre le Saint-Siège et Bucarest après la fin de la deuxième guerre mondiale. Mgr Robu, qui prend la dignité d'évêque, est âgé de quarante ans. Il est professeur de théologie morale et recteur du grand séminaire de Iasi.

La nomination d'un évêque catholique dans la capitale roumaine est le résultat d'un accord entre le Saint-Siège et les dirigeants roumains. Des onze diocèses de rite latin et oriental de Roumanie, seuls Alba-Iulia et Bucarest ont à présent un évêque à leur tête. Trois autres sont confiés à des prélats non évêques et six sont toujours vacants. Selon les estimations du Saint-Siège, la Roumanie compte un million et demi de catholiques.

MARISA BERENSON

"LE 31 OCTOBRE PARIS C'EST LA JUNGLE !"

LA TÊTE DANS LE SAC

Les salons parisiens sont peuplés de tigresses.

FANNY BASTIEN

"LE 31 OCTOBRE PARIS C'EST LA JUNGLE !"

LA TÊTE DANS LE SAC

Elle sort la nuit et distille son venin.

هكذا من الأصل

AFRIQUE

La commémoration à Alger du 1^{er} novembre 1954

Réuni à Pantin quelques jours avant la Toussaint, qui, en 1954, marqua l'insurrection algérienne, le conseil national de l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC) s'est réuni devant toutes les victimes de cette guerre qui devait durer huit ans. Il rappelle que, dès le début, l'ARAC - fidèle à ses orientations considérant que l'insurrection de la France n'était pas de s'engager dans un nouveau conflit - demandait la cessation des hostilités, le règlement des problèmes soulevés par voie de négociations avec les représentants qualifiés des combattants algériens - c'est d'ailleurs cette solution qui s'est imposée aux belligérants pour mettre fin à la guerre.

Aujourd'hui, il importe de tourner les yeux résolument vers l'avenir. Dans cet esprit, l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre a établi des rapports fraternels avec l'Association des anciens moudjahidines. Le conseil national souhaite que, entre la France et l'Algérie, se développent des relations droites dans tous les domaines (économique, scientifique, culturel, touristique, etc.) et ce d'autant plus que, en dépit des épreuves et du sang versé, subsistent les liens tissés entre nos deux pays par-delà les vicissitudes de l'histoire.

Lors du congrès de Biarritz, du 19 au 21 octobre, les délégués de la

FNACA (Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie) ont réaffirmé leur indéfectible attachement à la date historique du 1^{er} mars 1962. Après avoir pris acte que la France sera officiellement représentée à Alger aux cérémonies marquant le trentième anniversaire du déclenchement de la guerre d'Algérie, ils rappellent que la FNACA n'a pas vocation pour juger un acte gouvernemental - de quelque gouvernement qu'il s'agisse - et qu'elle a toujours laissé à ses adhérents l'entière liberté de jugement sur le caractère et le dénouement de la guerre d'Algérie.

Alors qu'un hommage va être rendu aux combattants algériens, les délégués déplorent qu'à ce jour aucun gouvernement français n'ait officiellement l'hommage rendu aux trente mille soldats français tombés en Afrique du Nord le 19 mars (date anniversaire de la proclamation de cessez-le-feu ayant mis fin officiellement à la guerre d'Algérie).

Les anciens combattants en Algérie, dont le loyalisme a permis de sauvegarder les institutions républicaines, comprennent mal que le président de la République française n'honore pas, à l'Arc de Triomphe, dès le 19 mars 1983, la mémoire des victimes civiles et militaires des combats du Maroc et de la Tunisie et de la guerre d'Algérie.

LES RÉACTIONS

● **LE FRONT NATIONAL** (extrême droite) a organisé, mardi 30 octobre, en fin d'après-midi, dans le quartier des Champs-Élysées, à Paris, une manifestation de protestation contre le voyage à Alger de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. Deux mille personnes environ ont défilé jusqu'à la place de l'Alma en réclamant la démission du ministre.

● **LA CONFÉDÉRATION DU RECOURS** (Rassemblement et coordination unitaire des réparateurs et spoliateurs d'œuvre-mer), qui demande la démission de M. Cheysson, a appelé les réparateurs d'Algérie à déposer des fleurs crânes de noir devant les monuments érigés à la mémoire de toutes les victimes françaises de la guerre d'Algérie.

● **LES PRINCIPAUX PARTIS DE GAUCHE** seront représentés aux cérémonies d'Alger. Le PCF déléguera M. Gaston Flissomier, le PS M. Lionel Jospin et le PSU M. Serge Depaquit.

● **LA CONVENTION NATIONALE DES FRANÇAIS MUSULMANS**, qui représente soixante-sept associations, a respecté la décision de M. Cheysson de se rendre en Algérie et souligne que cette visite s'inscrit dans le cadre des relations franco-algériennes. L'Union française des femmes musulmanes a approuvé, pour sa part, le voyage du ministre.

● **M. Bourguiba à Alger**. - Le président tunisien Habib Bourguiba participera, le 1^{er} novembre, à la célébration à Alger du trentième anniversaire du déclenchement de la révolution algérienne, a-t-on annoncé officiellement, mardi 30 octobre, à Tunis. - (AFP.)

PIANOS DAUDE

LOCATION 280 f/mois
VENTE 252 f/mois

CRÉDIT GREG
jusqu'à 60 mois
DIVISION GARANTIE
75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763 34 17 - 227 88 54

OUVERT JEUDI 1^{er} NOV.

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DURÉE
à base par semaine
pendant 4 ou 5 mois
STAGES INTENSIFS
de mai à septembre,
Noël, Pâques.

tennis-action
734.36.36
équipé par ANNECY

FITGYM

- Gymnastique tous niveaux.
- Aérobic.
- Dance moderne.
- Dance rythmique enfants.
- Yoga, stretching.
- Boxe française.
- Sauna.
- Solarium, UVA.

40, avenue de la Mavéria
(angle rue des Pommerais)
ANNECY-LE-VIEUX
Tél.: (05) 23-43-88.

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
SERIALS No. 51019
CLASS
DATE 29 APR 1985

Chili

AMÉRIQUES

L'ampleur du succès de la grève générale a étonné ses organisateurs

De notre correspondant

Sept personnes ont trouvé la mort, le mardi 30 octobre, au cours de la première journée de grève générale qu'a connue le Chili depuis le coup d'État militaire du 11 septembre 1973. Le mouvement a été un succès.

Santiago. - Un climat d'euphorie régnait mardi soir au siège du Commandement national des travailleurs. « La grève a dépassé toutes nos espérances. Le Chili a été paralysé », déclarait le président du CNT, M. Rodolfo Seguel. Et d'ajouter sur un ton ferme : « En faisant grève le 30 octobre, le peuple chilien a dit « basta » à ceux qui d'abus et à une politique économique qui a plongé le pays dans la plus grave crise de son histoire. Le Chili a démontré aujourd'hui qu'il n'était plus disposé à être gouverné par la menace et la force. Le peuple chilien veut la fin de la dictature dans l'ordre et la paix ; ne pas le comprendre, c'est s'exposer à une rébellion généralisée ».

L'enthousiasme de M. Rodolfo Seguel et de ceux qui l'ont accompagné dans cette première « grève nationale et populaire » depuis le coup d'État du 11 septembre 1973 s'explique. Voilà dix mois qu'ils en par-

laient. Prévue d'abord pour avril puis pour juillet, la grève générale paraissait mise aux oubliettes. « La situation n'est pas mûre », répétait-on dans l'opposition - à l'exception des communistes. Les arguments en faveur de cette thèse ne manquaient pas. Personne n'a oublié l'échec du mouvement de force déclenché en juin 1983 par les travailleurs du cuivre : quatre cent soixante-cinq mineurs perdirent leur emploi, et six d'entre eux, qui font la grève de la faim depuis près d'un mois, ont été conduits à l'hôpital dans un état très grave. Or les conditions sont pires qu'il y a un an et demi. Le régime s'est durci après une éphémère « ouverture ». Près de deux millions de Chiliens sont au chômage, réel ou déguisé, et les divisions de l'opposition se sont approfondies. Pourtant, à la fin du mois de septembre, le Commandement national des travailleurs appelait les Chiliens à cesser le travail à la fin d'octobre.

Déjà, lors de la première journée de protestation en mai 1983, c'était la nécessité de « faire quelque chose », de vaincre un sentiment d'impuissance, qui avait convaincu les hésitants. Mais les protestations se

sont essouffées. Les journées des 4 et 5 septembre avaient été particulièrement violentes, mais n'avaient mobilisé que peu de Chiliens. En fait, les protestations étaient de plus en plus limitées aux quartiers pauvres de la capitale, et ceux qui dressaient des barricades étaient le plus souvent des marginaux échappant au contrôle des organisateurs.

Il fallait donc employer d'autres formes de lutte, massives mais n'exposant pas la population à une répression sanglante. Les dirigeants du CNT ne se faisaient pas trop d'illusions quant au résultat. Ils avaient sous-estimé la combativité des travailleurs chiliens.

Pourtant pour autant considérer la grève de mardi comme un « succès total » ? La réponse est nuancée. Santiago, Concepcion, et dans une moindre mesure, Valparaiso se sont vidés de leurs habitants au fil de la matinée pour se transformer en un véritable désert en milieu d'après-midi. La raison est simple : les transports en commun ont été pratiquement paralysés. À l'exception du métro, qui ne dessert qu'une zone limitée de la capitale, et des chemins de fer, peu développés au Chili. Le gouvernement affirme que les chauffeurs d'autobus ont fait l'objet de menaces et que les entreprises de transport ont préféré ne pas courir de risques. « C'est faux, rétorque le vice-président du CNT, M. Manuel Bustos, la liberté du travail a été respectée ».

Sept morts

En réalité, dès les premières heures de la manifestation, des groupes de *polvoseros* (habitants des quartiers pauvres) se sont chargés de dissuader les conducteurs de prendre le volant. Beaucoup plus significative a été la réaction des chauffeurs de poids lourds. Ils ont en effet adhéré dans leur grande majorité au mouvement, bien que le président de la confédération des propriétaires de

camions, M. Adolfo Quinteros, eût annoncé la veille que son syndicat ne se mettrait pas en grève. La paralysie des transports explique dans une large mesure l'absentéisme dans de nombreuses usines textiles, métallurgiques et dans la construction.

Il est cependant difficile de suivre M. Bustos lorsqu'il affirme : « Nous avons démontré que des débrayages pouvaient avoir lieu dans l'industrie ». L'activité a été en effet tout à fait normale dans les mines de cuivre et dans les raffineries de pétrole.

Le mouvement a été très largement suivi dans les universités et dans les établissements secondaires. Dès le début de l'agitation sociale les étudiants ont été à la pointe du combat contre le régime du général Pinochet. L'absentéisme a été également très élevé dans les écoles, beaucoup de parents préférant garder leurs enfants chez eux pour des raisons de sécurité. Enfin, les magasins qui avaient ouvert en début de matinée ont rapidement baissé leur rideau faute de personnel et de clients.

De violentes manifestations ont ponctué cette journée que les organisateurs avaient voulu pacifique. Comme de coutume, elles se sont produites en fin de soirée - malgré le couvre-feu à partir de 22 heures - et se sont concentrées dans les quartiers périphériques de la capitale. On déplorait, ce mercredi 31, sept morts (deux personnes électrocutées par un câble posé en travers d'une route, et cinq autres tuées par balles), plusieurs dizaines de blessés graves et près de deux cents arrestations. Par ailleurs, quarante « délinquants » ont été transférés au camp de prisonniers de Pisagua - ce qui porte officiellement à cent soixante-quatre le nombre de personnes reléguées. Le 30 octobre n'est donc pas passé inaperçu. S'il ne s'agit pas encore d'un « événement historique », comme l'a affirmé M. Manuel Bustos, les dirigeants du CNT ont cependant démontré que la grève était possible.

JACQUES DESPRÉS.

Bolivie

Le président Siles Zuazo est totalement isolé

Après l'échec de sa grève de la faim, le président de la République bolivienne est désormais totalement isolé, nous indique notre correspondant à Péro, Nicole Bonnet.

De notre correspondante

Lima. - Le président Hernán Siles Zuazo avait commencé son jeûne pour défendre son honneur face à une censure du Congrès. Après trois semaines de travail épuisant, l'opposition parlementaire conservatrice avait approuvé, par 71 voix contre 61, la création d'une commission d'enquête pour étudier une éventuelle « complicité de l'exécutif avec les trafiquants de drogue ». (Le président avait annoncé, l'année dernière, un entretien entre M. Rafael Otazo, principal responsable de la lutte contre les simpatizantes, et M. Roberto Suarez, connu sous le nom de « roi de la coca »).

Ce geste extrême, auquel M. Siles Zuazo a eu recours à trois reprises en près d'un demi-siècle d'activité politique, ne semble avoir ému que quelques chefs d'Etat voisins et amis, ainsi que l'Organisation des Etats américains. Dans le pays, la puissance centrale des travailleurs, la COB, a fait remarquer que cette démarche symbolique n'allait pas résoudre les problèmes. L'Eglise, qui venait de publier un document critiquant l'infiltration communiste dans les hautes sphères du gouvernement et le manque d'ouverture des dirigeants au pouvoir, a formulé un commentaire analogue.

Les deux grandes forces politiques de l'opposition, loin de baisser le ton, ont renchéri. M. Paz Estenssoro, ancien président, dirigeant du Mouvement nationaliste révolutionnaire historique (MNR-H), frère ennemi du président Siles Zuazo, a déclaré que « ce geste théâtral, qui fomentait le chaos et l'anarchie, ne visait qu'à distraire l'opinion publique et à paralyser l'enquête du Congrès ».

Pour sa part, le général Hugo Banzer, chef de la très conservatrice Action démocratique nationaliste (ADN), a assuré que son parti ne se laisserait pas intimider par le chantage et le comportement « démagogique et irresponsable » du chef de l'Etat. L'ADN a même été plus loin

en décidant de lancer, le 5 novembre devant le siège du Congrès, un « procès » contre le chef de l'Etat pour détournement de fonds publics, usurpation de fonctions, abus d'autorité, atteintes aux garanties constitutionnelles, et à la sécurité nationale. La vérité, c'est que les conservateurs veulent renverser le chef de l'Etat depuis plus d'un an, et que l'heure leur paraît propice.

Les dirigeants de la coalition au pouvoir (l'Union démocratique et populaire (UDP), s'attendaient en revanche à une démonstration de solidarité de la population envers le chef de l'Etat, pour lequel elle a voté de façon majoritaire en 1978, 1979 et 1980. Mais les mineurs et les paysans sont restés indifférents.

La COB, quant à elle, avait, par la voix de son secrétaire général, M. Walter Delgadillo annoncé le 12 octobre que « si les parlementaires continuent à conspirer, nous, travailleurs, les chasserons à coups de pied ». Or, la COB ne s'est pas déclarée solidaire de M. Zuazo. Elle vient au contraire d'annoncer la radicalisation de la lutte syndicale afin d'obtenir du gouvernement une augmentation générale des salaires, un contrôle des prix et le retour à un provisionnement des marchés.

La grève de la faim, il est vrai, est une arme un peu éculée en Bolivie. En deux ans de régime de l'UDP, plus d'une centaine de démonstrations de cette nature ont eu lieu. Au moment même où le chef de l'Etat mettait fin à la sieste, on apprenait que cinq mille planteurs de coca de la région de Chaparé, dans le centre du pays, avaient commencé à jeûner pour obtenir des autorités la liberté de production et de commercialisation de cette drogue.

Devant l'échec de sa grève de la faim, le président Siles Zuazo va-t-il avoir recours à un dernier acte pour débloquer la situation ? Il avait déjà récemment envisagé devant ses proches l'hypothèse d'une démission.

NICOLE BONNET.

La Grenade

L'inauguration d'un aéroport très controversé

La président Reagan ayant finalement renoncé à se rendre à la Grenade, à l'occasion du premier anniversaire du débarquement du 25 octobre 1983, c'est avec quelques jours de retard et avec un héraut réduit qu'il a lieu, le lundi 29 octobre, l'inauguration de l'aéroport international de Point-Saline, près de Saint-George's. La cérémonie a été présidée par le gouverneur général, Sir Paul Scoon, et a eu lieu en présence de cinq mille personnes dont de nombreuses personnalités étrangères, indique l'Agence France-Presse.

Cet ouvrage d'art avait été au centre d'une controverse entre les Etats-Unis et la Communauté européenne, ainsi qu'entre eux et Cuba. A Washington, on s'est, en effet, déclaré persuadé, dès le début des travaux en 1980, que la nouvelle piste, longue de 3 kilomètres, accueillait des avions militaires cubains en route vers l'Angola et l'Afrique en général.

La construction, au sud-ouest de la petite île, d'un aéroport pour remplacer les installations de Pearis (sur la côte est) avait été une des premières décisions prises par le régime révolutionnaire de Maurice Bishop, après le coup d'Etat le 13 mars 1979. Il s'agissait, en principe, d'un projet de développement économique, mais les Etats-Unis, et notamment les Etats-Unis, ont refusé de financer la construction de l'aéroport, au prétexte que la piste était destinée à l'aviation militaire.

La CEE avait admis ce point de vue, et décidé, en 1980, de participer au financement de l'aéroport, de même que d'autres pays comme le Venezuela. Cependant, Cuba manifeste dès le départ un intérêt qui semble suspect aux Etats-Unis. Deux cents puis cinq cents, et enfin plus de sept cents travailleurs cubains débarquent à Saint-George's pour participer à la construction de l'ouvrage. Bien que la firme britannique, chargée de la mise en œuvre des aspects techniques, ait assuré que les spécifications étaient telles qu'elles excluaient une utilisation militaire, le soupçon américain se dissipe d'autant moins que l'identification de la politique grenadine avec le castrisme tendit plutôt à se confirmer.

La prise de Point-Saline, le 25 octobre 1983, fut naturellement un temps fort de l'opération américaine - même s'il se vérifia que la combativité des « travailleurs-soldats » cubains était des plus modestes - au point que le chef d'Etat-major envoyé par M. Fidel Castro fut ensuite dégradé.

La question s'est immédiatement posée à Washington, devenu le nouveau tuteur de la Grenade à l'automne 1983, de la

suite à donner à la construction de l'aéroport. Les travaux de Point-Saline étant l'une des rares sources d'emploi dans une île en proie à un chômage chronique aggravé par la désorganisation économique consécutive aux événements de 1979-1983, la décision fut prise d'achever l'ouvrage. Des crédits américains furent débloqués.

Moins de trois heures après l'inauguration du 29 octobre, le premier avion, un appareil de la Panam atterrissait, amenant quatre-vingts passagers - pour la plupart des parents d'étudiants de l'école de médecine de Saint-George's, devenue célèbre au moment des événements d'octobre 1983. Ce mardi 30, un monument sera inauguré à la mémoire des dix-huit soldats américains officiellement tués lors de l'invasion du 25 octobre.

Cependant, l'île prépare sans enthousiasme le scrutin du 3 décembre, au cours duquel vont s'affronter les partisans de l'ancien dictateur conservateur, Sir Eric Gairy, ceux de feu Maurice Bishop, regroupés autour de deux anciens ministres du « New Jewel », MM. Radix et Louison, et une nébuleuse centriste autour d'un autre ancien ministre jadis adversaire de M. Gairy, Herbert Blaize, leader du Nouveau Parti national (NPN). Les Grenadins semblent craindre tant la victoire de M. Gairy, animé d'un esprit de revanche après son éviction en 1979, que celle du « New Jewel », totalement démolé, sauf dans la jeunesse ; mais ils sont également préoccupés de l'absence totale d'unité du NPN, et de la paralysie qui suivrait sa victoire éventuelle.

Les Grenadins attendent également la reprise du procès des dix-neuf personnes impliquées dans l'assassinat, le 19 octobre 1983, de Maurice Bishop, et de la moitié de son gouvernement, ainsi que de plusieurs dizaines de personnes qui manifestaient à Saint-George's en faveur du leader déchu par la tendance révolutionnaire du « New Jewel ». Parmi les inculpés figurent M. Bernard Coard, ancien ministre des finances et numéro deux du régime révolutionnaire, sa femme Phyllis, qui était l'épouse du Mouvement des femmes grenadines, ainsi que le général Austin Hudson qui fut, six jours durant, le chef du Conseil militaire révolutionnaire qui succéda à Maurice Bishop. Le procès avait débuté le 16 octobre, mais avait aussitôt été suspendu. Les accusés contestant la compétence de la cour. Les audiences doivent reprendre le 1^{er} novembre.

JEAN-PIERRE CLERC.

Trafic sur Katmandou.

Première classe à prix affaire.

L'avion se posa sans accroc sur l'aéroport de Katmandou. Je ne levai et traversai la première classe vers la sortie. La dernière fois que j'étais venu à Katmandou, c'était à dos de mulet. Une sombre affaire. Aujourd'hui j'arrive de mon plein gré. Un, pour fêter ça, je m'étais payé la première classe. A prix affaire.



THAI AIRWAYS INTERNATIONAL. Réservations : 01 42 30 30 30. Service Clientèle : 01 42 30 30 30. Service Bagages : 01 42 30 30 30. Service Cargo : 01 42 30 30 30. Service Médical : 01 42 30 30 30. Service Vétérinaire : 01 42 30 30 30. Service Élevage : 01 42 30 30 30. Service Transport : 01 42 30 30 30. Service Logistique : 01 42 30 30 30. Service Distribution : 01 42 30 30 30. Service Maintenance : 01 42 30 30 30. Service Réparation : 01 42 30 30 30. Service Peinture : 01 42 30 30 30. Service Nettoyage : 01 42 30 30 30. Service Sécurité : 01 42 30 30 30. Service Hygiène : 01 42 30 30 30. Service Alimentation : 01 42 30 30 30. Service Boissons : 01 42 30 30 30. Service Tabac : 01 42 30 30 30. Service Presse : 01 42 30 30 30. Service Livres : 01 42 30 30 30. Service Musique : 01 42 30 30 30. Service Jeux : 01 42 30 30 30. Service Souvenirs : 01 42 30 30 30. Service Bagages : 01 42 30 30 30. Service Cargo : 01 42 30 30 30. Service Médical : 01 42 30 30 30. Service Vétérinaire : 01 42 30 30 30. Service Élevage : 01 42 30 30 30. Service Transport : 01 42 30 30 30. Service Logistique : 01 42 30 30 30. Service Distribution : 01 42 30 30 30. Service Maintenance : 01 42 30 30 30. Service Réparation : 01 42 30 30 30. Service Peinture : 01 42 30 30 30. Service Nettoyage : 01 42 30 30 30. Service Sécurité : 01 42 30 30 30. Service Hygiène : 01 42 30 30 30. Service Alimentation : 01 42 30 30 30. Service Boissons : 01 42 30 30 30. Service Tabac : 01 42 30 30 30. Service Presse : 01 42 30 30 30. Service Livres : 01 42 30 30 30. Service Musique : 01 42 30 30 30. Service Jeux : 01 42 30 30 30. Service Souvenirs : 01 42 30 30 30.

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

● Travail : former des chômeurs, ce n'est pas créer des emplois

Les députés socialistes ont approuvé, le mardi 29 octobre, à l'Assemblée nationale, les crédits du ministère du travail et de l'emploi, les élus du PC s'abstenant, ceux du RPR et de l'UDF votant contre. Ces crédits s'élevaient à 49 681 millions de francs, en augmentation de 0,82 % sur 1984 à structure budgétaire constante. Ils représentaient 4,49 % des dépenses de l'Etat. Les députés ont, aussi, débattu du budget de la formation professionnelle, qui sera voté avec d'autres budgets rattachés aux services du premier ministre. D'un montant de 12 600 millions de francs, ces crédits permettront, en fait, à l'Etat de dépenser en 1985 près de 17 milliards de francs en la matière, soit une progression de l'ordre de 18 %.

Pour M. Michel Delabarre, la tâche était à la fois facile et impossible. Facile, parce que personne ne peut s'opposer à des crédits qui servent avant tout à aider les chômeurs, soit pour leur garantir un minimum de revenu, soit pour leur fournir une formation. Tâche impossible, pourtant, parce qu'on ne fait jamais assez dans ce domaine, et parce que le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle doit

gérer une situation qui n'est que la conséquence d'une évolution qu'il ne maîtrise pas. C'est bien ce que lui ont reproché les communistes. « Le budget de l'Etat réunissant les conditions de la stagnation économique et du recul de l'emploi », a expliqué M. Dominique Frelaut (PC, Haute-Saône), on peut craindre que les hypothèses d'évolution du chômage ne pèchent par optimisme. La conclusion de Mme Colette Goeuriot (PC, Meurthe-et-Moselle) est donc simple : « Le traitement social du chômage a atteint, aujourd'hui, ses limites. Pour la formation professionnelle, la contestation est tout aussi ferme. M. Guy Ducloux (PC, Hauts-de-Seine) reprochant au ministre de privilégier « les stages d'initiation à la vie professionnelle, qui ne conduisent ni à la formation ni à l'obtention d'un travail ». L'opposition a émis des critiques du même ordre. Mme Hélène Missoffe (RPR, Paris) faisant remarquer que, si « les emplois manquent, ce n'est pas la formation qui les crée ».

Les socialistes eux-mêmes semblent hésiter. Mme Martine Frachon (PS, Yvelines) a observé que « les mesures arrêtées par le gouvernement correspondent plus à un traitement social du chômage qu'à une politique d'investissement offensive ». Quant aux travaux d'utilité collective, dont elle pense qu'ils ne constituent qu'un palliatif, Mme Marie-France Lecomte (PS, Val-d'Oise) juge, au contraire, qu'ils permettent « une meilleure insertion des jeunes chômeurs et l'apparition de nouvelles activités ».

Quant à M. Jean Provost (PS, Indre-et-Loire), il constate qu'il n'est pas certain que « la reprise de la croissance ou le rétablissement de l'équilibre entre les offres et les demandes d'emplois suffisent à faire reculer le chômage ».

Le ministre du travail est d'accord avec les communistes et l'opposition pour constater que « seule une reprise vigoureuse de l'activité économique est susceptible d'apporter une réponse durable au problème de l'emploi ». Mais, pour cela, il faut moderniser l'appareil de production, ce qui a des conséquences négatives sur l'emploi. D'où l'obligation de « mobiliser tous les acteurs politiques, économiques et sociaux » dans ce domaine. Ainsi, pour les restructurations industrielles, il pense qu'une approche préventive et concertée des problèmes d'emploi est indispensable. Il reste, a-t-il souligné, que « la formation professionnelle constitue l'un des moyens privilégiés de résoudre à court et long terme le problème de l'emploi et de la conversion industrielle ». Pour ce faire, si la formation par l'apprentissage doit rester la « priorité », il faut, aussi, développer les formations continues et l'apprentissage. A ce sujet, M. Delabarre a annoncé qu'il va s'efforcer d'ouvrir « les centres de formation de grands établissements, comme EDF, à des jeunes ne se destinant pas à entrer dans ces établissements ». Il a aussi déclaré qu'il avait obtenu du gouvernement la possibilité de commencer une réforme du statut des personnels de l'Agence nationale pour l'emploi.

Th. B.

● Urbanisme et logement : l'opposition demande une intervention accrue de l'Etat

L'Assemblée nationale a examiné, le mardi 30 octobre, les crédits de l'urbanisme et du logement, d'un montant global de 45 018 milliards de francs, en augmentation de 13,5 % par rapport à 1984 (le Monde des 9 et 10 octobre). Le vote sur ces crédits est intervenu le mercredi 31 octobre, à l'issue de la discussion de l'ensemble du budget du ministère des socialistes votant pour, les groupes communiste, UDF et RPR votant contre.

Le logement social et les problèmes qui s'y rattachent (lutte contre la pauvreté, difficultés des organismes d'HLM, loyers payés, etc.) ont particulièrement retenu l'attention des députés, à gauche comme à droite. L'opposition, pourtant soucieuse de voir limiter les interventions de l'Etat, a paradoxalement déploré, comme le PC, un certain désengagement de la puissance publique.

M. Pascal Clément (UDF, Loire) a expliqué qu'il y a « une façon optimiste et une façon pessimiste de voir les choses », la première étant celle de M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, et des transports, qui, selon M. Clément, souligne l'accroissement de 13,5 % de son budget, et de 11,6 % des crédits en faveur du logement. « La façon pessimiste », a ajouté le porte-parole de l'UDF, « consiste à constater non plus les engagements que l'Etat doit remplir, mais les ambitions du gouvernement, puis-que la construction du logement s'étend sur plusieurs années. Vu sous cet angle, votre budget (...) chute de 11,6 % ».

M. Jean Tiberti (RPR, Paris) a particulièrement critiqué les engagements d'avant 1981 où on nous prometait alors 500 000 logements par an (...). A l'irréalisme des doctrines trop généreuses, et par là même nocives, le gouvernement fait succéder maintenant l'irréalisme d'un discours qui ne correspond plus à ses actes (...). », a déclaré l'adjoint au maire de Paris avant de dénoncer le blocage des loyers des HLM.

Pour sa part, M. Paul Chomati (PC, Loire) a estimé « très regrettable l'insuffisance de l'effort en matière de construction sociale », souhaitant qu'au lieu de 70 000 logements sociaux localisés, il en soit construits 100 000. Ce « recul », également constaté par le député communiste en matière de jus-

tice sociale (faible progression des aides à la personne), justifie le vote négatif de son groupe.

Si l'ensemble des députés socialistes ont jugé satisfaisant le budget présenté par M. Quilès, certains, comme M. Jacques Badier (PS, Loire), ont cependant émis des réserves. « Votre budget recèle des contradictions que nous aurons à surmonter, sans à lasser les impatiences économiques prendre le pas sur les objectifs sociaux », a-t-il déclaré. Le député de la Loire s'est également inquiété que la baisse générale des taux d'intérêt, notamment la baisse d'un point du livret A des caisses d'épargne, n'ait pas été entièrement répercutée sur tout le financement du logement social, qui bénéficie seulement d'une baisse d'un demi-point.

« C'est en effet une question prioritaire », a répondu M. Quilès. Nous avons le souci qu'il y ait une baisse de l'inflation. Tel est le cas dans les principaux secteurs de prêt locatif aidés (PLA), prêts conventionnés, prêts complémentaires. Le taux des prêts à l'amélioration du

logement a baissé de deux points en deux ans. Celui des PLA d'un demi-point (...). Les PLA sont ceux qui bénéficient de l'aide budgétaire la plus forte : 140 000 F par logement en 1984.

Construire plus de logements sociaux « Avec 85 milliards de francs d'aide directe et indirecte au logement, l'effort de l'Etat n'a jamais été aussi important », a dit le ministre, s'adressant à M. Chomati. Il a, d'autre part, précisé que « le Crédit foncier prépare un projet de création d'un organisme qui rachèterait les logements dont les acquéreurs ne peuvent plus supporter les charges de remboursement ».

Enfin, sur la situation des entreprises du bâtiment, le ministre a déclaré que « la diminution du rythme de la construction remonte à 1973 (...). de ce fait, le réajustement des finances et de crédits des conditions favorables au placement d'une partie de l'épargne dans l'immobilier », soutenant que les milieux professionnels constatent une leur d'amélioration.

R. S.

AU SÉNAT

L'intervention des caisses d'allocations familiales dans le recouvrement des pensions alimentaires est approuvée à l'unanimité

Le Sénat a examiné, le mardi 30 octobre, trois projets de loi. Il a adopté en première lecture, et sans rien changer, le texte modifiant les ordonnances du 31 mars 1982 relatives à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents titulaires des collectivités locales.

La Haute Assemblée a également adopté, mais en les amendant, trois projets de loi précédemment examinés par l'Assemblée nationale et relatifs aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques, à la domiciliation des entreprises et à l'aide aux parents divorcés.

Sur proposition du rapporteur de la commission des lois, M. Jean Arthuis (Union centriste, Mayenne), les sénateurs ont notamment prévu que toutes les sociétés commerciales devront établir et publier des comptes consolidés en précisant et définissant les trois cas d'application de l'obligation de consolidation (contrôle exclusif, contrôle conjoint et influence notable). Avec l'accord du gouvernement, ils ont aussi repoussé d'un an l'application de ce texte.

Dans la discussion du deuxième texte, à la demande du rapporteur de la commission des lois, M. François Collet (RPR, Paris), le Sénat a adopté plusieurs amendements, dont un tendant, d'une part, à proposer de la domiciliation provisoire dans un local d'habitation, à préciser que cette dérogation ne s'applique qu'aux premières immatriculations et, d'autre part, à subordonner son autorisation à la notification préalable au bailleur - ou au syndic de la copropriété - par le déclarant de son intention d'user de cette faculté. Elle a également fixé des limites à cette domiciliation.

Le Sénat a aussi adopté, à l'unanimité comme l'Assemblée nationale, le projet de loi de M^{me} Yvette Roudy permettant aux caisses d'allocations familiales de remplacer les parents défilants dans le versement des

pensions alimentaires après divorce, les caisses se retournant après contre eux. En dehors de divers amendements techniques et rédactionnels, les sénateurs ont aussi rétabli l'intervention du commissaire de la République dans l'établissement des sommes à recouvrer qui avait été supprimée par les députés. Ils ont, surtout, suivant M. Claude Huriet (rat. adm. à l'Union centriste, Meurthe-et-Moselle), rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, et contre l'opinion de M. Collet, rapporteur de la commission des lois, prévu que l'avance de la caisse ne pourrait pas être supérieure à la somme effective-ment due par le parent défilant.

SEPT CANDIDATS SEULEMENT ADMIS À LA « TROISIÈME VOIE » DE l'ENA

Pour la deuxième fois le concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration par la « troisième voie » (réservé à des candidats qui ne sont pas diplômés universitaires ou fonctionnaires) vient de s'achever. Mais pour la première fois le jury n'a pas pu pourvoir toutes les places mises à ce concours.

Sur les douze postes offerts, sept seulement ont été pourvus. Parmi sept reçus il y a trois élus locaux (dont un adjoint au maire de Toulouse), trois responsables de syndicats et un animateur de mouvement associatif.

Le jury a estimé qu'il n'y avait pas assez de candidats d'un niveau suffisant. Sur quarante et un candidats admis à concourir, trente-trois seulement avaient participé aux épreuves. En 1983, où pour la première fois se déroulaient les concours de la « troisième voie », il y avait eu quarante-sept candidats, et les dix places offertes avaient été pourvues.

Cohabiter en politique

II. - 1986-1988

par OLIVIER DUHAMEL (*)

Dans un premier article (le Monde du 31 octobre), Olivier Duhamel a souligné les contradictions dans lesquelles sont placés les différents partis politiques, lorsqu'ils se posent à eux la difficile question de la cohabitation.

1986, le millésime fait fureur. D'après le pacte qui a été signé à l'Élysée, il est à peu près impossible de rencontrer quelqu'un qui ne pense que l'opposition doit gagner les législatives. Certes, échaudé par les erreurs de prévision de 1978, aucun politologue ne le proclame publiquement. Il est plus prudent de dissimuler sur le caractère toujours imprévisible d'un scrutin, surtout lorsque l'on ignore encore ce que seront le système électoral, la conjoncture économique, le contexte international, sans compter l'impact, si souvent roi en politique (qui aurait annoncé septembre 1965 de Gaulle en ballottage, à la mi-mai 1969 Alain Pober battu, en avril 1974 Valéry Giscard d'Estaing élu, en 1980 le même battu ?).

Il n'empêche que, avec un écart de suffrages exprimés donnant à la droite du droit constitutionnel, mais pour affronter les données institutionnelles au contexte de 1986-1988 et dessiner ainsi les évolutions les plus vraisemblables. Le plus simple est de raisonner chronologiquement.

1) La non-démolition du président. Par postulat, les élections de juin 1986 donneront au RPR et à l'UDF une nette majorité de députés. La première question susceptible de se poser est celle de la démission du président. A cet égard, l'histoire ne nous apprend pas grand-chose. Mac-Mahon est resté - un an et demi - face à la gauche majoritaire en 1877. Millerand fut contraint à la démission par le Carlot des gauches en 1924, mais si l'un et l'autre n'avaient été élu du suffrage universel direct. Quant aux présidents de la V^e V. Giscard d'Estaing choisit clairement qu'il resterait ; Charles de Gaulle et Georges Pompidou restèrent plus mystérieux, mais, vu leurs tempéraments, on peut penser que le premier s'en serait retourné à Colombey tandis que le second aurait fait face.

François Mitterrand, qui n'est pas gaullien jusqu'au tragique, ne paraît pas devoir démissionner : parce qu'il ne laissera pas Raymond Barre lui dicter sa conduite ; parce que la difficulté de la situation l'intéressera ; parce que, dans la disgrâce sans précédent qu'il subit, l'existence d'une majorité dans l'opinion favorise à ce qu'il reste constamment son unique rayon de soleil, et, enfin, parce que même si peu l'ont remarqué, il l'a dit (1).

L'opposition pourra-t-elle imposer la démission immédiate du président ? La Constitution ne lui confère pas ce pouvoir, sauf à dénoncer les textes et mettre le président en accusation pour haute trahison ou refus de tout gouvernement, même conforme à la nouvelle majorité. A ce jeu dangereux, le président pourrait être tenté de répliquer par les pleins pouvoirs de l'article 16, mais il paraît surtout très improbable que l'on assiste à une telle manœuvre aux extrêmes, que d'ores et déjà deux des trois sous-questions de l'opposition refusent.

2) La formation du gouvernement. - Demeuré à l'Élysée, François Mitterrand choisira un premier ministre. Étant donné qu'il devra être accepté par la majorité des députés, RPR et UDF pourraient en théorie s'accorder sur un nom jusqu'à l'imposer. Les prérogatives présidentielles seraient bafouées, mais nous avons l'habitude que les réalités politiques imposent quelques contournements aux textes constitutionnels. Néanmoins, les rivalités à la tête de l'actuelle opposition font douter d'un tel accord, ce qui laissera donc au chef de l'Etat une certaine marge de manœuvre.

Il choisira parmi cinq à dix possibles celui auquel sera offert le plaisir de diriger un gouvernement sous haute surveillance parlementaire et sans complicité présidentielle assurée. Autant dire que le président n'acceptera pas obligatoirement, auquel cas la cohabitation nous offrirait sa première distraction. Mais on finit toujours par trouver un premier ministre, et commencent le premier gouvernement et de droite sous un président de gauche.

3) Le repli arbitral du président. Dans un premier temps, François Mitterrand sera contraint de laisser la nouvelle majorité gouverner, non seulement parce qu'elle sera forte de la dernière expression de la volonté populaire, mais encore parce que les extensions dont a bénéficié, depuis 1958, le pouvoir prési-

dential par rapport au texte de la Constitution ne seront plus acceptées par la majorité des députés et le gouvernement qui lui est nécessairement lié. Plus question que les ministres soient choisis pour l'essentiel par le président et se considèrent chacun comme son obligé. Plus question de référendum législatif décidé par le seul président, la nécessité d'une proposition gouvernementale prenant désormais tout son sens. Plus question pour le président d'amender les projets de loi ou de les retirer au moment qui lui convient.

La liste serait interminable des renoncements qui s'imposeraient à l'Etat de l'Élysée, ce qui se passe parce que le gouvernement présidentiel osera la place au gouvernement parlementaire, à cause de l'inversion du circuit de légitimité. C'est l'Assemblée qui incarnera la nouvelle majorité électorale. C'est de l'Assemblée que le gouvernement tiendra la réalité de son existence. C'est l'Assemblée qui pourra y mettre fin, tandis que le président ne pourra plus renvoyer le premier ministre à sa guise, comme il le fait depuis 1958 contre la lettre de l'article 8-2. De même entrera pour la première fois en application l'article 20 qui dispose que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ».

Les règles qui permettent au gouvernement de diriger l'Assemblée auront, elles aussi, tendance à se mettre en vigueur, le recours aux ordonnances ou à l'adoption forcée d'un texte par le biais de l'article 49-3 se feront plus rares parce que l'Assemblée ne relâchera pas son contrôle sur le gouvernement a priori suspect de compromission. Bref, la Constitution connaîtra une application inédite, et la V^e République présentera enfin sa face parlementaire. Ce ne sera pas la moindre ironie de l'histoire que cette révélation intervienne sous la présidence d'un homme qui a tant écrit et discoursé sur l'irrespect de la lettre et de l'esprit parlementaires du texte de 1958, le retour aux sources s'opérant, de surcroît, à son déclin.

4) Le conflit. - L'effacement présidentiel ne saurait s'éterniser. Même en admettant qu'une liberté d'action lui soit concédée en politique étrangère, puisque telle est la tradition républicaine à laquelle les Français demeurent fidèles, le chef de l'Etat ne se contentera pas de voyages à l'étranger, où sa puissance

(*) Professeur de droit public, directeur de la revue *Pouvoir*.

sera d'ailleurs diminuée. Sauf à être masochiste ou converti à une mise à la retraite progressive, un président élu du peuple n'est pas prédisposé à contempler passivement la mise à bas de sa politique, le renvoi, ici et là, de tous ses amis, sans compter toutes les petites humiliations où l'imagination des adversaires politiques excelle. Une fois que chacun aura montré qu'il joue loyalement le jeu de la démocratie, chacun s'emploiera à prouver qu'il ne trahit ni ses convictions ni ses électeurs. Le conflit éclatera, probablement à l'initiative du président : ayant reculé, ce sera à lui d'avancer.

5) La résolution du conflit. - Pour sortir de l'antagonisme entre président et Assemblée, il faut rétablir l'unité des majorités, ce que seul le peuple peut faire. Le référendum n'offrirait que des solutions ponctuelles, et il est à peu près exclu que gouvernement et président s'accordent sur le recours à cette procédure. Resterait alors des nouvelles législatives ou une élection présidentielle.

Les élections législatives ne règlent le problème que si la gauche gagne, l'élection présidentielle que si la droite gagne. Au cas contraire, la contradiction des majorités continue, mais le dernier perdant est tellement affaibli qu'interviendrait l'élection complémentaire pour parachever l'issue : en cas de législatives à nouveau gagnées par la gauche, l'heureux élu, fort de son succès, dissoudra l'Assemblée avec de bonnes chances de succès. En toute hypothèse, nous n'aurions pas fini de voter.

Le plus simple serait peut-être de faire coïncider présidentielle et législatives. Le président peut y parvenir, puisqu'il est seul maître de la dissolution et de sa démission, s'il veut anticiper l'élection présidentielle. Rien ne lui interdit de coupler les deux opérations et jouer ainsi le tout pour le tout. Telle pourrait être sa seule chance d'espérer entamer un deuxième mandat. Et tel n'est pas le moindre paradoxe de la Constitution que après avoir imposé au président un gouvernement parlementaire lui étant la direction de la politique de la France, c'est au même président qu'elle donne le pouvoir de choisir la procédure et le moment susceptibles d'y mettre un terme.

FIN

(1) « Rien n'arrêtera l'action que je conduis pendant le temps pour lequel la confiance populaire m'a confié ce mandat », a déclaré M. Mitterrand dans son discours de Montmélias (le Monde, 8 septembre 1984).

LE DÉBAT SUR L'INSÉCURITÉ

Le porte-parole du PS réclame « davantage de fermeté »...

En matière de délinquance, le Parti socialiste est favorable à davantage de fermeté. Son porte-parole, M. Jean-Pierre Destrade, député des Pyrénées-Atlantiques, a estimé, le lundi 29 octobre, qu'il était « urgent que le gouvernement s'engage plus résolument dans le combat contre l'insécurité ». Quelle politique faut-il mener ? a demandé en substance M. Destrade : « La continuation de la prévention bien entendue, mais sans doute davantage encore de fermeté : par exemple, peines incompressibles pour certains crimes, réduction encore plus notable du nombre des permissions de sortir et des libérations conditionnelles, plan d'équipement pluri-annuel de la police, avec recrutement de personnel et achat de matériel ».

Aussi, cette déclaration rendue publique, l'Hôtel Matignon s'est efforcé d'en minimiser la portée en soulignant qu'une prise de position du PS n'engage évidemment pas le gouvernement. Au Parti socialiste, la prise de position de M. Destrade n'a pas été du goût de tous. Certains députés ont manifesté leur étonnement, mardi, dont M. Michel Sapin, un rocardien, qui s'est ému du fait que l'on reparte de « peines incompressibles », des mots, explique-t-il, « avec lesquels on ne joue pas impunément ».

« car ils ont été forgés - par la droite et l'extrême droite ».

De telles peines avaient été introduites dans le code de procédure pénale à l'époque où M. Alain Peyrefitte était garde des sceaux, cela malgré les protestations de la gauche. La politique de M. Robert Badinter est à l'opposé de cette conception. Pratiquement, les permissions de sortir et les libérations conditionnelles sont accordées beaucoup plus chichement qu'à l'époque de M. Peyrefitte, mais la chancellerie estime qu'à les supprimer complètement, on court le risque de provoquer des troubles graves dans les prisons.

La déclaration de M. Destrade et la mise au point officielle de l'Hôtel Matignon confirment l'existence d'un débat parmi les socialistes sur la manière de répondre, en cette période préélectorale, au sentiment d'insécurité (le Monde daté 21-22 octobre).

Quelles seront les solutions retenues ? On en discute beaucoup au sein du gouvernement, au point que l'examen de cette question par le conseil des ministres, prévu pour le 7 novembre, a été reporté à une date non encore fixée, mais qui devrait se situer avant la fin de l'année.

« Un garde des sceaux trop décrié », tel est le jugement que porte dans le dernier numéro de la revue *Commentaire* (1) M. Jean-Claude Casanova, ancien conseiller de M. Raymond Barre à l'Hôtel Matignon et aujourd'hui l'un des plus proches collaborateurs de celui-ci.

M. Casanova souligne certes que le gouvernement « a été critiquable en voulant ignorer la réalité des différents problèmes de sécurité », mais pour le reste ce ne sont pratiquement que des compliments adressés à M. Robert Badinter. La loi d'amnistie ? Il y en avait eu aussi après les élections présidentielles de 1965 et 1974. La suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ? « C'était

une juridiction d'exception. L'abolition de la peine de mort ? Elle obéit - à l'esprit de notre temps - L'abrogation de la loi « sécurité et liberté » ? « Robert Badinter est revenu à la tradition », etc.

Plus « badinterien » que le garde des sceaux, M. Casanova estime que des « progrès considérables restent à accomplir ». Il faudrait, explique-t-il, mieux assurer l'indépendance de la magistrature et, par exemple, instituer une procédure d'appel en faveur des criminels condamnés par les cours d'assises qui, à la différence des tribunaux correctionnels, n'en bénéficient pas actuellement.

(1) Numéro de l'automne 1984.

Deux avis du Comité national d'éthique

- La « location d'utérus » ne devrait pas être autorisée
- Il faudrait organiser une consultation publique sur la reproduction artificielle

Le Comité national d'éthique que préside le professeur Jean Bernard vient de rendre son avis sur l'ensemble des techniques de reproduction artificielle de l'espèce humaine. Dans un avis rendu public le 31 octobre, ce comité s'oppose à la pratique dite des « locations d'utérus » et propose l'organisation d'une « vaste consultation publique » sur l'ensemble des nouvelles techniques concernant la reproduction artificielle.

Il y a un an, M. Gisèle Halimi évoquait sur les bancs de l'Assemblée nationale « l'existence d'organes ayant pour objet de permettre à des couples dont la femme est stérile de s'assurer, moyennant finances, les services d'un ventre fécondé par le sperme du mari ». Le député (appartenant PS, de l'Isère) demandait aussi à M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, quelles mesures le gouvernement comptait prendre pour éviter que le trafic se généralise.

Depuis, le trafic des « locations d'utérus » s'est bel et bien généralisé, deux associations, à Paris et à Marseille, ont décidé d'organiser ce « marché » d'un nouveau genre qui fleurit aux Etats-Unis depuis plus de trois ans. A plusieurs reprises, le secrétariat d'Etat à la Santé a condamné ces pratiques, sans véritablement s'y opposer. Il y a quelques semaines, on découvrait l'existence de Patricia, première « mère porteuse » française.

C'est dans ce contexte qu'il convient de replacer la prise de position du Comité.

TRENTE-SIX « SAGES »

Le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé a été créé par décret le 25 février 1983 et mis en place le 2 décembre de la même année par M. François Mitterrand.

La composition avait donné lieu à quelques difficultés. Outre son président, le professeur Jean Bernard, il comprend cinq personnalités désignées par le président de la République, quinze personnalités « choisies en raison de leur compétence et de leur intérêt pour les problèmes d'éthique » et quinze personnalités « appartenant au secteur de la recherche ».

La Commission nationale d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé a pour mission de donner son avis sur les questions d'éthique soulevées par les nouvelles techniques de reproduction artificielle. Elle est présidée par M. Bernard.

EN BREF

Lavilliers remet les gants

Le chanteur Bernard Lavilliers, ancien boxeur, a été placé en garde à vue, mardi 30 octobre, pour avoir pénétré par effraction dans les locaux du Casino de Paris. Dans l'après-midi de ce même jour, M. Luc Richard, président-directeur général du célèbre music-hall, avait, à la suite, à-t-il prétendu, d'un référé ordonnant l'expulsion, pour loyers impayés, de la société Trinité Spectacles, locataire du Casino de Paris, repris possession des locaux et fait procéder, devant huissier, au changement des serrures et à la pose de cadenas.

Vers 17 heures, le chanteur, actionnaire de la société Trinité Spectacles, a défoncé les portes de l'établissement en compagnie de deux hommes qui s'en sont pris à M. Luc Richard, le frappant à l'épaule et au visage. Ce dernier a porté plainte pour « bris de clôtures et coups et blessures ». Les policiers ont arrêté le chanteur, mais ses deux complices se sont enfuis. Devant la porte du commissariat du neuvième arrondissement, M. Lavilliers s'est écrié : « C'est la fin des artistes

suader toutes les personnes qui ont manifesté leur intérêt pour cette méthode de ne pas chercher à y recourir ».

Reste à savoir si la seule persuasion sera efficace. Ou, en d'autres termes, si les pouvoirs publics, confortés par cette prise de position, seront disposés à engager des poursuites judiciaires, malgré l'écho assez favorable que rencontrent ces initiatives dans l'opinion publique.

Des médecins veulent un référendum

Le comité s'exprime aussi sur l'ensemble des techniques de reproduction artificielle (conservation par congélation des ovules, des spermatozoïdes ou des embryons humains, insémination artificielle avec donneur, insémination artificielle post mortem, fécondation in vitro, manipulation d'embryons, etc.). Il le fait avec la plus grande prudence, allant jusqu'à s'interroger sur le sens même de sa mission (lire ci-contre). Seul, un point est, aux yeux du comité, acquis : les techniques de reproduction artificielle ne doivent plus être menées qu'au sein des équipes

« Dans les sociétés modernes, l'infécondité fait l'objet de thérapies. Il n'est pas question, parce qu'il ne s'agit pas d'une maladie, de refuser le traitement ou de recourir à la procréation. Ces pratiques ont le droit d'être traitées et de demander l'entier concours de leur médecin. Mais ce concours implique dorénavant le recours de plus en plus fréquent à des techniques de reproduction artificielle.

« Provoquer une naissance par ces techniques est un acte qui suscite des interrogations éthiques. Elles ne viennent pas d'un à priori ; l'égard de ce qui est artificiel. Le fait nouveau, pour lequel la société n'a pas encore de réponse, est qu'il dissocie différents aspects du processus de reproduction : les nouvelles techniques obligent à considérer séparément l'intérêt des patients, parents potentiels, et celui du futur enfant.

« Nos habitudes nous ont jusqu'à présent conduits à nous immiscer le moins possible dans cette liberté des libertés, qui est la décision d'un couple d'avoir ou non un enfant. Tout est organisé, pensé, comme si les parents, avec leur médecin, leur conseiller, étaient seuls face aux décisions à prendre.

« Les nouvelles techniques ouvrent un champ inconnu. La procréation, acte complexe, est dissociée. Cet acte, jusqu'à maintenant décidé et accompli de concert par un homme et une femme, conduit à son terme par l'association de l'embryon et de cette femme, peut ne plus être décidé ensemble et en même temps. Des tiers interviennent : donneurs de sperme et d'ovocytes, femmes qui se prêtent à la gestation de l'embryon, médecins et intermédiaires qui, à divers titres, suivent cette naissance pendant un temps parfois long. (...)

« La gravité des questions posées rappelle au Comité quel est le champ de sa mission. Elle a pour point d'appui la science et la recherche, et se compose en fait une institution d'abord faite pour se prononcer sur des questions propre-

ment scientifiques. L'expérience de ses membres ne l'habilitait que partiellement à trancher les questions - où il n'y a encore que peu de recherche et au contraire beaucoup d'interrogations éthiques et sociales - qui viennent d'être évoquées. Ces interrogations méritent d'être traitées en cause la manière dont la société française conçoit le statut familial. Le Comité éthique en est venu à penser que ce débat sur l'intérêt du futur enfant et le droit des parents devrait être mené selon une procédure plus ouverte et qui organise de façon plus solennelle la consultation et l'audition de tous les secteurs d'opinion. Les citoyens dans leur diversité devraient y être associés.

« L'image de ce qui a pu être fait à l'étranger, cette vaste consultation adoptée en 1978, nous a fait saisir les idées sur le sujet, et cette ouverture répond à un souci d'éthique. La société française se doit ainsi les moyens et le temps d'une réflexion nécessaire.

Concernant la question des « locations d'utérus », le Comité conclut : « Enfin, et en toute humilité devant un problème encore mal cerné par la science, il paraît clair que la question centrale, celle de l'intérêt de ce futur enfant, n'est pas résolue. Personne ne peut donner une assurance suffisante que l'idée de susciter une naissance dès l'origine, l'intention de séparer l'enfant de la mère qui l'aura porté, de sa mère comme il a été dit, répond à l'intérêt de cet enfant. C'est tout autre chose que de trouver une famille pour un enfant abandonné : la société est alors placée devant un fait accompli sur lequel elle n'a pas à s'interroger. Elle accueille l'enfant, elle permet son adoption et on peut constater à l'expérience combien de problèmes ont été heureusement résolus et sont susceptibles de l'être mieux encore. L'enfant ainsi pris en charge a toutes ses chances. Rien ne permet d'affirmer, en l'état de nos connaissances, qu'il en irait de même d'un enfant qui, de volonté délibérée, ferait corps dans le sein d'une femme donnée par sa mère dès sa naissance.

« Enfin, et en toute humilité devant un problème encore mal cerné par la science, il paraît clair que la question centrale, celle de l'intérêt de ce futur enfant, n'est pas résolue. Personne ne peut donner une assurance suffisante que l'idée de susciter une naissance dès l'origine, l'intention de séparer l'enfant de la mère qui l'aura porté, de sa mère comme il a été dit, répond à l'intérêt de cet enfant. C'est tout autre chose que de trouver une famille pour un enfant abandonné : la société est alors placée devant un fait accompli sur lequel elle n'a pas à s'interroger. Elle accueille l'enfant, elle permet son adoption et on peut constater à l'expérience combien de problèmes ont été heureusement résolus et sont susceptibles de l'être mieux encore. L'enfant ainsi pris en charge a toutes ses chances. Rien ne permet d'affirmer, en l'état de nos connaissances, qu'il en irait de même d'un enfant qui, de volonté délibérée, ferait corps dans le sein d'une femme donnée par sa mère dès sa naissance.

« Enfin, et en toute humilité devant un problème encore mal cerné par la science, il paraît clair que la question centrale, celle de l'intérêt de ce futur enfant, n'est pas résolue. Personne ne peut donner une assurance suffisante que l'idée de susciter une naissance dès l'origine, l'intention de séparer l'enfant de la mère qui l'aura porté, de sa mère comme il a été dit, répond à l'intérêt de cet enfant. C'est tout autre chose que de trouver une famille pour un enfant abandonné : la société est alors placée devant un fait accompli sur lequel elle n'a pas à s'interroger. Elle accueille l'enfant, elle permet son adoption et on peut constater à l'expérience combien de problèmes ont été heureusement résolus et sont susceptibles de l'être mieux encore. L'enfant ainsi pris en charge a toutes ses chances. Rien ne permet d'affirmer, en l'état de nos connaissances, qu'il en irait de même d'un enfant qui, de volonté délibérée, ferait corps dans le sein d'une femme donnée par sa mère dès sa naissance.

« Enfin, et en toute humilité devant un problème encore mal cerné par la science, il paraît clair que la question centrale, celle de l'intérêt de ce futur enfant, n'est pas résolue. Personne ne peut donner une assurance suffisante que l'idée de susciter une naissance dès l'origine, l'intention de séparer l'enfant de la mère qui l'aura porté, de sa mère comme il a été dit, répond à l'intérêt de cet enfant. C'est tout autre chose que de trouver une famille pour un enfant abandonné : la société est alors placée devant un fait accompli sur lequel elle n'a pas à s'interroger. Elle accueille l'enfant, elle permet son adoption et on peut constater à l'expérience combien de problèmes ont été heureusement résolus et sont susceptibles de l'être mieux encore. L'enfant ainsi pris en charge a toutes ses chances. Rien ne permet d'affirmer, en l'état de nos connaissances, qu'il en irait de même d'un enfant qui, de volonté délibérée, ferait corps dans le sein d'une femme donnée par sa mère dès sa naissance.

« Enfin, et en toute humilité devant un problème encore mal cerné par la science, il paraît clair que la question centrale, celle de l'intérêt de ce futur enfant, n'est pas résolue. Personne ne peut donner une assurance suffisante que l'idée de susciter une naissance dès l'origine, l'intention de séparer l'enfant de la mère qui l'aura porté, de sa mère comme il a été dit, répond à l'intérêt de cet enfant. C'est tout autre chose que de trouver une famille pour un enfant abandonné : la société est alors placée devant un fait accompli sur lequel elle n'a pas à s'interroger. Elle accueille l'enfant, elle permet son adoption et on peut constater à l'expérience combien de problèmes ont été heureusement résolus et sont susceptibles de l'être mieux encore. L'enfant ainsi pris en charge a toutes ses chances. Rien ne permet d'affirmer, en l'état de nos connaissances, qu'il en irait de même d'un enfant qui, de volonté délibérée, ferait corps dans le sein d'une femme donnée par sa mère dès sa naissance.

« Enfin, et en toute humilité devant un problème encore mal cerné par la science, il paraît clair que la question centrale, celle de l'intérêt de ce futur enfant, n'est pas résolue. Personne ne peut donner une assurance suffisante que l'idée de susciter une naissance dès l'origine, l'intention de séparer l'enfant de la mère qui l'aura porté, de sa mère comme il a été dit, répond à l'intérêt de cet enfant. C'est tout autre chose que de trouver une famille pour un enfant abandonné : la société est alors placée devant un fait accompli sur lequel elle n'a pas à s'interroger. Elle accueille l'enfant, elle permet son adoption et on peut constater à l'expérience combien de problèmes ont été heureusement résolus et sont susceptibles de l'être mieux encore. L'enfant ainsi pris en charge a toutes ses chances. Rien ne permet d'affirmer, en l'état de nos connaissances, qu'il en irait de même d'un enfant qui, de volonté délibérée, ferait corps dans le sein d'une femme donnée par sa mère dès sa naissance.

« Enfin, et en toute humilité devant un problème encore mal cerné par la science, il paraît clair que la question centrale, celle de l'intérêt de ce futur enfant, n'est pas résolue. Personne ne peut donner une assurance suffisante que l'idée de susciter une naissance dès l'origine, l'intention de séparer l'enfant de la mère qui l'aura porté, de sa mère comme il a été dit, répond à l'intérêt de cet enfant. C'est tout autre chose que de trouver une famille pour un enfant abandonné : la société est alors placée devant un fait accompli sur lequel elle n'a pas à s'interroger. Elle accueille l'enfant, elle permet son adoption et on peut constater à l'expérience combien de problèmes ont été heureusement résolus et sont susceptibles de l'être mieux encore. L'enfant ainsi pris en charge a toutes ses chances. Rien ne permet d'affirmer, en l'état de nos connaissances, qu'il en irait de même d'un enfant qui, de volonté délibérée, ferait corps dans le sein d'une femme donnée par sa mère dès sa naissance.

« Enfin, et en toute humilité devant un problème encore mal cerné par la science, il paraît clair que la question centrale, celle de l'intérêt de ce futur enfant, n'est pas résolue. Personne ne peut donner une assurance suffisante que l'idée de susciter une naissance dès l'origine, l'intention de séparer l'enfant de la mère qui l'aura porté, de sa mère comme il a été dit, répond à l'intérêt de cet enfant. C'est tout autre chose que de trouver une famille pour un enfant abandonné : la société est alors placée devant un fait accompli sur lequel elle n'a pas à s'interroger. Elle accueille l'enfant, elle permet son adoption et on peut constater à l'expérience combien de problèmes ont été heureusement résolus et sont susceptibles de l'être mieux encore. L'enfant ainsi pris en charge a toutes ses chances. Rien ne permet d'affirmer, en l'état de nos connaissances, qu'il en irait de même d'un enfant qui, de volonté délibérée, ferait corps dans le sein d'une femme donnée par sa mère dès sa naissance.

« Enfin, et en toute humilité devant un problème encore mal cerné par la science, il paraît clair que la question centrale, celle de l'intérêt de ce futur enfant, n'est pas résolue. Personne ne peut donner une assurance suffisante que l'idée de susciter une naissance dès l'origine, l'intention de séparer l'enfant de la mère qui l'aura porté, de sa mère comme il a été dit, répond à l'intérêt de cet enfant. C'est tout autre chose que de trouver une famille pour un enfant abandonné : la société est alors placée devant un fait accompli sur lequel elle n'a pas à s'interroger. Elle accueille l'enfant, elle permet son adoption et on peut constater à l'expérience combien de problèmes ont été heureusement résolus et sont susceptibles de l'être mieux encore. L'enfant ainsi pris en charge a toutes ses chances. Rien ne permet d'affirmer, en l'état de nos connaissances, qu'il en irait de même d'un enfant qui, de volonté délibérée, ferait corps dans le sein d'une femme donnée par sa mère dès sa naissance.

« Enfin, et en toute humilité devant un problème encore mal cerné par la science, il paraît clair que la question centrale, celle de l'intérêt de ce futur enfant, n'est pas résolue. Personne ne peut donner une assurance suffisante que l'idée de susciter une naissance dès l'origine, l'intention de séparer l'enfant de la mère qui l'aura porté, de sa mère comme il a été dit, répond à l'intérêt de cet enfant. C'est tout autre chose que de trouver une famille pour un enfant abandonné : la société est alors placée devant un fait accompli sur lequel elle n'a pas à s'interroger. Elle accueille l'enfant, elle permet son adoption et on peut constater à l'expérience combien de problèmes ont été heureusement résolus et sont susceptibles de l'être mieux encore. L'enfant ainsi pris en charge a toutes ses chances. Rien ne permet d'affirmer, en l'état de nos connaissances, qu'il en irait de même d'un enfant qui, de volonté délibérée, ferait corps dans le sein d'une femme donnée par sa mère dès sa naissance.

« Enfin, et en toute humilité devant un problème encore mal cerné par la science, il paraît clair que la question centrale, celle de l'intérêt de ce futur enfant, n'est pas résolue. Personne ne peut donner une assurance suffisante que l'idée de susciter une naissance dès l'origine, l'intention de séparer l'enfant de la mère qui l'aura porté, de sa mère comme il a été dit, répond à l'intérêt de cet enfant. C'est tout autre chose que de trouver une famille pour un enfant abandonné : la société est alors placée devant un fait accompli sur lequel elle n'a pas à s'interroger. Elle accueille l'enfant, elle permet son adoption et on peut constater à l'expérience combien de problèmes ont été heureusement résolus et sont susceptibles de l'être mieux encore. L'enfant ainsi pris en charge a toutes ses chances. Rien ne permet d'affirmer, en l'état de nos connaissances, qu'il en irait de même d'un enfant qui, de volonté délibérée, ferait corps dans le sein d'une femme donnée par sa mère dès sa naissance.

L'opération camembert

Caen. — Toute la France se souvient encore de cette opération d'isigny (Calvados), de cette intrusion, le 7 février 1982, peu avant minuit, dans une fromagerie en grève avec occupation des lieux, d'un commando sous la protection duquel la direction fit évacuer 750 000 camemberts en souffrance, au sens le plus physique du mot.

Il en résulte un procès, sous l'inculpation de séquestration de moins de vingt-quatre heures, pour ceux qui furent les auteurs principaux : MM. Fernand Loustau, ancien paracristallin, qui monta « l'équipe » ; Louis Pouyoulon, son second ; Bernard Aubert, secrétaire général du groupe Beaulieu, propriétaire de l'usine, et Claude Meier, directeur-gérant de l'établissement.

En mars 30 octobre, le tribunal correctionnel de Caen, sous la présidence de Mme Martine Varin, a examiné l'affaire durant douze heures d'horloge. Selon les parties, il y a bien des manières de considérer les choses. « Véritable acte de guerre civile » pour les parties civiles, les syndicats CGT et CFDT, l'affaire, pour les prévenus, n'est que le contraire d'un acte de légitime défense, une manière de souligner l'incertitude des pouvoirs publics, qui avaient refusé de faire intervenir la gendarmerie pour exécuter une ordonnance d'évacuation des lieux par les grévistes.

Du côté des inculpés, on ne se sent pas du tout coupables, ni même contrits. Tout cela paraît naturel. M. Loustau, directeur à Paris d'une société de gardiennage, a trouvé tout à fait normal que M. Aubert, ancien para comme lui - ils s'étaient connus en Algérie et s'étaient revus quatre ou cinq fois - lui demande son concours. M. Loustau est assurément un homme efficace. En vingt-quatre heures, il a recruté ceux qu'il appelle « camemberts », trente-sept « petits gars » solides et de sang-froid. Il a tout ce qu'il faut de volonte pour que sa troupe se rende de Paris à Isigny avec le matériel adéquat : des bombes lacrymogènes, mais, il le jure, pas d'armes.

Gaz lacrymogènes

S'agissait-il de séquestrer les grévistes qui occupaient l'usine ? Pas du tout. Il s'agissait, seulement, d'ouvrir les portes à une vingtaine de camions et à quatre-vingt-cinq autres personnes venues de diverses entreprises du groupe Beaulieu, qui incombait le soin de charger et d'emporter les fameux camemberts. Quant aux grévistes qui occupaient les lieux on ne s'en souciait point. Au contraire, on voulait être « un tampon » entre eux et des non-grévistes pour prévenir tout risque de violence. Les grévistes ont une autre version. Ils ont dit, eux, qu'on les boucla bel et bien et que pour y parvenir, on projetait des gaz lacrymogènes à fortes doses et à plusieurs reprises. Ils précisent même qu'ils furent res-

De notre envoyé spécial

ter allongés par terre durant six heures.

En tout cas, les choses furent rondement menées. M. Loustau fit merveille. Entre les deux groupes de son équipe, il assurait la liaison par radio et au sifflet. Les gendarmes, qui virent cela en spectateurs, n'ayant pas d'ordre pour intervenir, en sont encore ébahis : « Chez nous, on n'aurait pas pu imaginer quelque chose d'aussi bien synchronisé ».

M. Aubert dit, pour sa part, qu'il se sentait dans son droit. N'aurait-il pas obtenu une ordonnance du tribunal de Caen qui autorisait à faire évacuer l'usine avec le concours de la force publique ? Or, le préfet refusa ce concours. Pendant ce temps, les 750 000 camemberts - du jour de production d'une valeur de 3 millions de francs - étaient en train de tourner au désastre.

Dans ces conditions, on pouvait bien engager une dépense de

96 000 F, puisque tel paraît avoir été le coût de l'expédition. Et M. Loustau entendait bien présenter sa note un jour ou l'autre à M. Aubert pour qui cette opération était tout simplement « un acte de gestion ».

Quant à M. Claude Meier, directeur-gérant de l'usine d'Isigny, il se borne à expliquer à MM. Loustau et Aubert, qui connaissent mal les lieux, à quoi correspondait sur un plan les différents locaux de l'entreprise. Patron de combat ? Un peu malgré tout, si l'on en juge par des condamnations qui lui furent infligées pour entrave à l'exercice des droits syndicaux. Ne prenait-il pas à cette occasion une sorte de revanche ?

M. Josselin, substitut du procureur de la République, a requis des peines de prison avec sursis : deux mois pour M. Meier, trois mois pour M. Pouyoulon, quatre à six mois pour MM. Aubert et Loustau.

Jugement le 11 décembre.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Bouygues et Havas-Tourisme s'associent pour créer la société Latitudes

Les firmes Bouygues et Havas-Tourisme ont annoncé, mardi 30 octobre, à Paris, la création d'une nouvelle société de gestion hôtelière Latitudes. D'un côté, Havas-Tourisme, membre du groupe Havas (13,5 milliards de francs de chiffre d'affaires cumulés), première entreprise française de tourisme (244 agences de voyages et un chiffre d'affaires estimé à 2,2 milliards de francs). De l'autre, Bouygues-Immobilier, membre du groupe Bouygues, première entreprise de construction française, avec un chiffre d'affaires consolidé de 22 milliards de francs, qui commercialise 8 200 logements en 1984, et qui implanté sur tout le territoire national, quadrille la quasi-totalité des grandes villes avec près de 600 programmes immobiliers.

Préside M. Pierre Guiral, la nouvelle société Latitudes, ainsi que l'a expliqué son directeur général, M. Marc Amoudry, directeur des hébergements d'Havas-Tourisme, chargé de répondre à la nouvelle demande de vacances qui s'exprime aujourd'hui en France.

Pour ce faire, la nouvelle société proposera deux produits principaux : 1) Des hôtels, type hôtels-clubs caractérisés par la qualité des prestations sportives, la qualité de la restauration et la présence d'une animation particulière réservée aux enfants ; 2) Des résidences hôtelières de tourisme qui offriront des possibi-

lités de séjour plus économiques en appartements avec cependant la faculté de pouvoir bénéficier à la demande de prestations hôtelières, d'équipements de sport et d'une animation.

Latitudes développera ces produits d'abord en France : à la montagne (dans les Alpes du Nord), à la mer (d'abord sur la côte méditerranéenne, puis sur les autres littoraux), à Paris et en région parisienne enfin.

En outre, pour le directeur général, Latitudes devrait apporter au moins quatre grands avantages à sa future clientèle :

- 1) La garantie d'un forfait minimum sans surprise et la liberté de choix du séjour ;
- 2) La maîtrise des prix et la qualité de la gestion ;
- 3) L'effet de chaîne, qui permettra à chacun de varier ses séjours et de profiter de sites différents ;
- 4) La garantie d'un choix plus large pour le consommateur en raison du supplément de concurrence ainsi créé.

Premier objectif de la nouvelle société : environ 5 000 lits en quelques années, en partant des 1 000 lits actuels de Serre-Chevalier (Hautes-Alpes) et des Issambres (Var), soit l'ouverture, en moyenne, de deux unités de 500 lits par an.

P. F.

UN ENTRETIEN AVEC M. GUY POUZARD PREMIER VICE-PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

Le besoin de sélection

Depuis quelques semaines, les étudiants et les universitaires ont repris le chemin des amphithéâtres et des salles de cours. La rentrée, avec les premières épreuves, a été la préparation de la réforme des études doctorales, a eu lieu dans le calme.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Guy Pouzard, président de l'université d'Aix-Marseille I et premier vice-président de la conférence des présidents, explique qu'avec ses collègues il attend du ministre des textes qui « n'essayeront pas de tout prévoir à l'avance ».

« A l'heure de la rentrée universitaire, estimez-vous que le travail reprend dans de bonnes conditions ? »

« Je voudrais d'abord souligner que les universitaires sont au travail depuis bientôt deux mois. Au début de septembre, les services se sont réunis ainsi que les conseils ou les commissions de spécialistes. Les enseignants-chercheurs ont ensuite organisé les deuxième sessions d'examen et préparé les modalités d'accueil des nouveaux étudiants.

« En ce qui concerne les premiers cycles « rénovés » ou les nouveaux diplômes d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST), beaucoup d'établissements ont réussi à les mettre en place. Des difficultés liées à des problèmes de manque de locaux demeurent dans deux ou trois universités. En outre, nous ne savons toujours pas de combien d'heures complètes nous disposerons, cette année, ce qui provoque une gêne pour la répartition des enseignements. Enfin, malgré ces handicaps, l'accueil des étudiants dans des formations aménagées a eu lieu.

« De tous les étudiants ? »

« La vous posez le problème de la capacité d'accueil des formations.

Personnellement, je suis partisan de la contractualisation. Une université qui passe un contrat avec le ministère s'engage à accepter un certain nombre d'étudiants correspondant au potentiel en enseignants et en locaux dont elle dispose. Elle ne peut en accueillir plus.

« Vous effectuez donc une sélection ? »

« Ce mot ne me fait pas peur. La politique de contractualisation doit permettre de poser cette question de manière différente. Nous sommes conscients qu'il ne faut pas accueillir à l'université, d'importe comment, tout ce qui se présente. C'est le meilleur moyen de maintenir un taux d'échec scandaleux en premier cycle. Les universités doivent accueillir le plus grand nombre de bacheliers dans les meilleures conditions. C'est le rôle de la période d'orientation qui doit aider les étudiants à découvrir des formations qui correspondent à leurs objectifs. Des formations qualifiantes et valorisantes qui ne sont évidemment pas les mêmes pour tous les jeunes. Nous devons conseiller les bacheliers dans leur choix, en fonction de leurs projets d'avenir mais aussi de leurs connaissances, de leur travail antérieur.

« Les universitaires sont-ils prêts à assumer cette fonction ? »

« Motiver les enseignants est facile, c'est en tout cas bien préférable à la contrainte. Et cela ne se fait pas par une avalanche de textes réglementaires. Il est nécessaire de laisser les universitaires s'exprimer. Nous savons que le pays a besoin de cadres et nous sommes prêts à modifier des formations pour répondre à des besoins nouveaux de la société. L'université vit, ce n'est pas un corps mort ou en voie d'extinction, compé des réalités du monde qui l'entoure.

Certaines filières traditionnelles ou anciennes ne

conduisent-elles pas les étudiants vers des secteurs sans débouchés ?

« Il est faux de prétendre que l'université forme des chômeurs. Vous savez que les diplômés trouvent plus facilement des emplois que ceux qui n'ont pas réussi à passer d'examen.

« Cette année universitaire va être celle de la mise en place des nouvelles structures des établissements. Rude tâche pour les présidents.

« Les présidents doivent mettre en place les nouveaux premiers cycles, repenser les formations de troisième cycle, réfléchir aux instances de direction prévues par la loi, et surtout continuer à gérer leurs établissements ; alors le travail ne manque pas. En ce qui concerne l'adaptation des statuts à la loi du 26 janvier, nous attendons les décrets. Les présidents ne souhaitent pas des textes trop lourds, trop complexes, qui essayent de tout prévoir à l'avance. Nous ne voulons pas d'une autonomie réglementaire. Nous sommes partisans d'une autonomie véritable. Un cadre, oui, mais souple, dans lequel nous puissions évoluer librement.

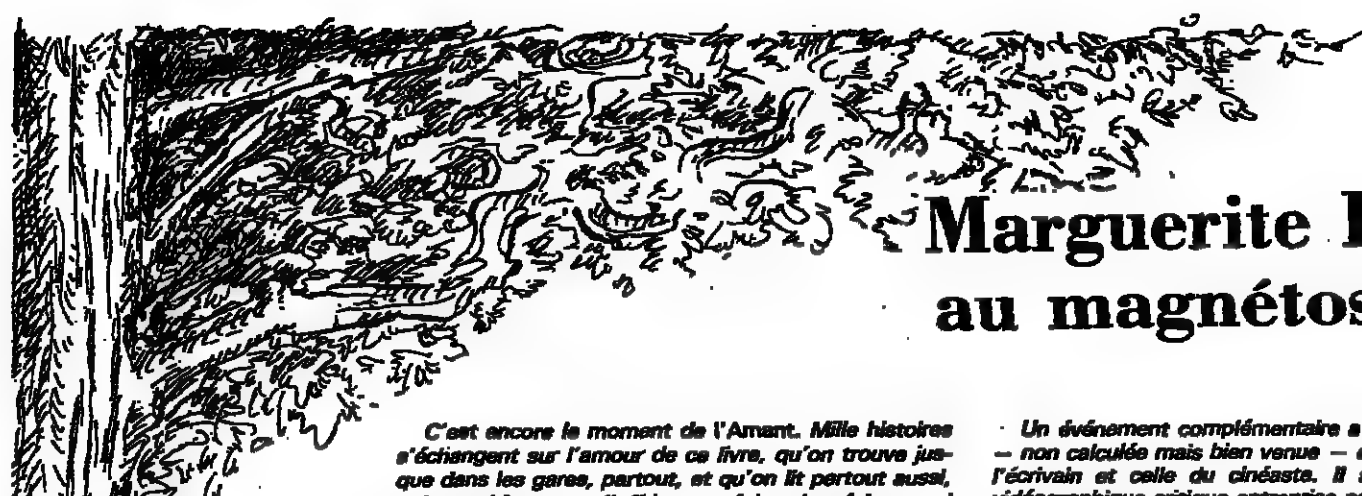
« C'est une critique de la loi ? »

« Tout n'est pas parfait dans cette loi. Nous devons exploiter les aspects positifs comme la contractualisation, par exemple. Une politique contractuelle menée avec des partenaires comme l'Etat, la région, le secteur public ou privé peut favoriser un développement des universités. A l'inverse, il serait désastreux de se servir de la loi pour enlever aux universités des secteurs ou des formations qui ont fait leurs preuves.

Propos recueillis par SERGE BOLLOCH.

مكتبات الأمل

ARTS ET SPECTACLES



Marguerite Duras au magnétoscope

C'est encore le moment de l'Amant. Mille histoires s'échangent sur l'amour de ce livre, qu'on trouve jusque dans les gares, partout, et qu'on lit partout aussi, qu'on achète pour l'offrir, une fois, cinq fois, aussi parce qu'il ne coûte que 49 francs. Marguerite Duras en tête des ventes de la semaine, Marguerite Duras et « Apostrophes » : 1984, l'année de Marguerite.

Maintenant hors champ jusqu'à ce qu'on se remette du livre, la cinéaste. Un film a été tourné, qui est déjà presque prêt, mais on en sait très peu de choses, car Marguerite Duras n'en parle pas. Avec ce silence, elle se prépare au prochain affrontement, qui ne devrait pas non plus déborder, comme on dit d'une couleur, sur l'Amant.

Un événement complémentaire a eu lieu, transition — non calculée mais bien venue — entre l'actualité de l'écrivain et celle du cinéaste. Il s'agit de l'édition vidéo critique entreprise par le ministère des relations extérieures, qui est doté d'un bureau d'animation culturelle, sous la responsabilité de Pascal Gallet (Le Monde du 13 octobre).

Chez elle, en compagnie de Dominique Noguez, avec la participation de quelques complices, acteurs et techniciens, Marguerite Duras revient sur Nathalie Granger, India Song, Son nom de Venise dans Calcutta désert, le Camion, et ses quatre courts métrages qui avaient été regroupés sous le nom d'Aurélia Steiner. Il y a donc les films, et cinq postfaces : la Classe de la violence, la Couleur des mots, le Cimetière anglais, la Dame des

Yvelines, la Caverne noire. Epilogue : Work and Words. Réalisation : Jérôme Beaujour et Jean Mascio.

Au coffret des cinq cassettes est joint, revu et parfois corrigé par l'auteur, le texte complet des postfaces, y compris celui des passages coupés au montage, avec des photos, une bibliographie, une filmographie soigneusement commentées et un index. Au bonheur d'avoir le tout chez soi s'ajoute celui de disposer d'un irremplaçable outil de travail. — Cl. D.

La dernière idole parfaite

(1979), Marguerite Duras écrit davantage des films que des livres. Le mouvement est ensuite inversé : « Mes films sont de plus en plus écrits, ce sont des livres ». Intervient ici une chronologie, une question de préexistence, sur laquelle nous reviendrons. Pour l'instant, le magnétoscope est en position « lecture ».

La relation au cinéma se serait établie par hasard. « Si on veut, oui. Il s'est trouvé que les films qu'on a faits à partir de mes livres étaient si mauvais que je me suis dit que je pouvais en faire autant, ou plutôt que je ne pouvais faire que mieux. » La Musique (1966) vient d'une pièce de théâtre, comme, dix ans après, Des journées entières dans les arbres. Dérrière dit-elle (1969), c'est le roman. Jeune le soleil (1971) est adapté d'Abraham Sabana David, et la Femme du Gangs (1972-1973), de l'Amour.

L'édition vidéo critique commence à ce moment-là, avec Nathalie Granger. A ce moment-là, Marguerite Duras entreprend de révolutionner le cinéma. Elle fait d'abord éclater la durée, elle met l'image en doute, elle la vide, puis elle achève de détruire la soudure de l'image et du son, remplaçant par l'imparfait le temps habituel du cinéma, le présent, ce « présent de la reconstruction » qu'elle a en horreur.

Le négatif du cinéma

Nathalie Granger, qui est construite pour et par la maison où habite Marguerite Duras, est « une mise en procès de tout l'extérieur de la maison ». On y voit deux femmes, un après-midi. L'occupation de la journée est montrée dans sa lente continuité : « On décrit là ce qu'on évite de décrire au cinéma. On fait le « négatif » du cinéma. »

Il y a une petite fille violente dont on ne veut plus à l'école et dont l'état de la société voudrait qu'elle soit enfermée, en pension. Par la radio, on suit une chasse à l'homme dans les Yvelines. Un meurtre a été commis par des mineurs. Marguerite Duras établit une « parenté » entre les jeunes meurs et l'enfant : ils appartiennent à la « classe de la violence ». On entend, compréhensif, un piano, et plutôt que de chasser l'enfant, on le donne à la musique « comme on donne à la mort ».

« Jouer avec la musique et les paroles, c'est jouer avec l'essentiel, le plus profond. On n'a jamais quitté ce niveau-là, du sens profond. » Cette phrase appartient au commentaire d'India Song, mais déjà, dans Nathalie Granger, le sens, le son, veulent se dissocier de l'image. Les comédiens commencent à s'abstenir de la scène, à parler « off », à abandonner le film à la maison.

La destruction avance, dans India Song. Les scènes sont invisibles, qui racontent l'histoire d'Anne-Marie Stretter, sa mort, au présent et au passé. Les conversations ont lieu. Seulement les personnages que l'on voit glisser devant les miroirs sont des fantômes, bouche close. Les acteurs entendaient le dialogue qu'ils avaient enregistré et Marguerite Duras profitait « de cette distraction dans laquelle les plongent l'écoute de leur propre voix pour tourner ».

« J'ai même parlé de « dépeuplement » de l'acteur. Et je crois qu'il y a un dépeuplement général, dans

India Song. » Son nom de Venise dans Calcutta désert va être la destruction même du film précédent. La désertification est absolue. Sur la bande-son d'India Song, la caméra revient aux lieux du crime : la façade de l'ambassade de France, celle du château Rothschild, bateau maudit, entre-temps définitivement ruiné. A l'intérieur, Marguerite Duras accompli sa nouvelle épreuve. Elle est ravie quand elle le raconte, elle jubile. Elle rit de plaisir et de tendresse, quand Bruno Nuytten explique à quel point il avait peur qu'on ne voie rien sur le film. Elle lui demandait de désapprendre sur la lumière tout ce qu'il avait appris.

Après ce film sur « l'oubli d'India Song », que va-t-elle encore inventer ? Le Camion. Elle, l'auteur, et Gérard Depardieu lisent le script d'un film qui ne sera pas tourné. Quand les acteurs d'India Song écoutaient leurs voix, ils oublièrent de jouer. Ici, Marguerite Duras joue avec l'acteur qui ne joue pas, puisqu'il lit — à tâte. De temps en temps, il y a l'image du camion tranquille qui traverse l'écran, sur les variations Diabelli de Beethoven, tandis que va la dame du texte, destinée à l'errance lucide, constatant le camionneur syndiqué.

Le Camion est un grand bonheur. « Moi-même, quand je le revois, je suis sous anges, dit-elle. C'est un film sur le cinéma. C'est extrêmement caillé, le Camion. C'est sans doute ce que j'ai fait de plus caillé. C'est pour ça que j'ai beaucoup aimé. Je pense que c'était un film sur la façon dont les autres font des films. » Que ceux qui n'ont pas l'habitude ne s'offusquent pas : Marguerite Duras est la meilleure critique de son œuvre.

La dernière cassette réelle Cécile, dont elle aurait déclaré un jour : « Ce film a un défaut (panique dans l'assistance), il est parfait. » Dans la postface, il faut l'entendre lire Bérénice de Racine, de sa façon à elle (on comprend tout), et comme un théâtre. « Alors, on n'entend plus ». Suit les Mains négatives, ce long travelling de la Bastille aux Champs-Élysées : « Ce sont les plans eux-mêmes qui ont fait que j'ai parlé des premières grosses de l'histoire de l'humanité. »

Le parcours s'achève avec les deux Aurélia Steiner. La première (Melbourne) lui a été commandé par Paris Audiovisuel. « Je ne sais pas pourquoi j'ai parlé des juifs. C'est l'ennemi. La Seine. » Le second (Vancouver), elle ne peut plus en parler, on pas encore, on a peine. On est arrivé au point limite.

Le temps désarticulé

« Je vais vers une sorte de non-temps, land du cinéma où il n'y a plus de corrélation entre le son et l'image, vers une sorte de temps désarticulé du cinéma », affirmait Marguerite Duras au moment de Son nom de Venise. En 1980, dans le numéro des Cahiers du cinéma qu'elle a conçu et appelé les Yeux vers, elle poursuit : « Je suis dans un rapport de meurtre avec le cinéma. J'ai commencé à en faire pour atteindre l'acquis créateur de la destruction du texte. Maintenant, c'est l'image que je veux atteindre, détruire. » L'image idéale, celle de « meurtre avoué » du cinéma, est noire. L'Homme Atlantique occupe trente minutes de noir.

Le magnétoscope est arrêté. Strié de blanc, l'écran ressemble à ces plans mortels du dernier film d'Alain Resnais. Marguerite Duras vient de dire l'épilogue... « Il y a certains mots, même dans la vie quotidienne, qui sont des mots-clés, isolés de toute grammaire : le mot nuit par exemple, soleil et nuit, le mot temps, le mot travail, le mot table, maison, le mot mort, le mot vent, fleuve, plat, platitude, mer, sable, immensité, manger. »

Sur India Song, sur le Camion et Aurélia Steiner (Vancouver), elle a dit, écrit, des choses plus importantes que ce qu'on vient d'entendre avec les postfaces. On a cette réaction, d'abord. Elle est vite chassée par une évidence : dans ce livre jeu de l'écriture, dans la confiance de Dominique Noguez, et le soin apporté à la vision des lieux et des films, est découvert le regard de Marguerite Duras.

Toute la durée du fleuve

Elle fait le seul cinéma capable d'accompagner l'imaginaire sans limite de la littérature. Son œuvre progresse par sa destruction systématique, avance à cette seule condition. Elle désigne l'impossibilité de l'image, mais lui rend une vérité absolue, neuve : elle la rend au monde, au réel.

Ce qu'elle appelle l'image idéale n'est peut-être rien d'autre que la projection opaque de « l'ombre

interne, l'ombre portée par les faits à partir de quoi on écrit » (1). Ne dit-elle pas d'India Song : « C'est un film en partie — à 80 % — sourd et aveugle » ? Comme est sourde et aveugle la personne qui se livre à l'écriture ? Mais revient en mémoire la phrase de l'Amant, livre écrit sur une photographie qui n'a jamais été prise : « L'image dure toute la durée du fleuve. » Le film est donc là, au début.

Écoutons Marguerite Duras regarder ses films. Il est des scènes de son enfance d'où surgit, par exemple, Anne-Marie Stretter. Il est des visions millénaires qui plongent dans la nuit des temps pour finir dans le prochain au-delà de la mort. Et puis, elle voit juste une réalité, qui est la nôtre tous les jours. Elle fait la différence entre un personnage qui sait débarrasser la table et ramasser les miettes, et un autre qui a des gestes inutiles (Nathalie Granger).

Elle voit « l'Amérique du Sud, New-York, la France, l'argent, les milliards dans le terrain vague d'Auchan » (le Camion). Elle a vu Césarée, l'endroit qui n'a plus rien à voir avec le mot. Elle a vu et n'a pas oublié les mains bleues dans la grotte préhistorique près d'Alles, sur l'Atlantique, mains de l'homme qui appelle à être aimé. Comme appellent à être recomposés vivants ces Noirs et ces femmes de ménage portugaises — « ça se dévante, elles ont une allure à elles » — rencontrés à l'aube sur les trottoirs des grands boulevards (Les Mains négatives).

Elle a vu la cour de la pensionnaire du père d'Aurélia Steiner, la cour de rassemblement du camp, le « rectangle blanc », à Auschwitz.

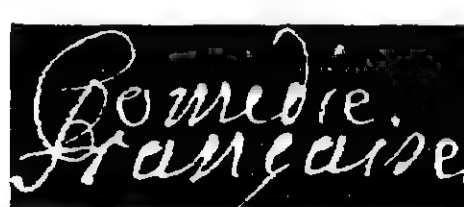
Elle se prononce. « Une des clés du Camion, c'est la mise en accusation des gens qui disent ne rien voir, que le monde est vide, qu'il n'y a rien à voir, qu'il n'y a rien à voir mille part. Les gens désolés. Que je ne les aime pas, ceux-là. » Elle voit « à travers », et nous entraîne à sa suite, elle est éblouante, terrifiante.

Une fois le texte lancé sur le film-fleuve, une fois la voix de l'écrit retrouvée, par exemple au plus près de l'horreur, de l'indicible, la phrase échappée « crève l'événement ». Le spectateur peut croire ne rien comprendre, à la correspondance de l'image et de cette phrase-là. S'il accepte le vertige, il a déjà ouvert en lui le premier espace, noir, vide, libre. Les difficultés qui moutaient les films, l'échafaudage minuscule des tournages, deviennent des détails. Le risque de la liberté, c'est la leçon de Marguerite Duras. Amorti du risque de l'amour universel, il a fait sa gloire.

CLAIRE DEVARREUX.

(1) Franco-Culture, le 20 octobre. Les autres citations sont extraites des postfaces.

« Marguerite Duras, œuvres cinématographiques. Edition vidéo critique. 1980. F. jusqu'au 31 décembre, date de clôture de la souscription. S'adresser à la société Philippe Dussart, 59, avenue du Roule, 92200 Neuilly-sur-Seine.



296.10.20

novembre 84 en alternance

MOLIÈRE
LE MISANTHROPE

Mise en scène Jean-Pierre VINCENT
les 1, 5, 8, 10, 11, 20, 21, 26 novembre à 20 h 30
les 7, 14, 28 à 14 h 30

TCHEKHOV

IVANOV

Mise en scène Claude REGY
les 3, 6, 14, 19, 22 novembre à 20 h 30
le 11 à 14 h

MOLIÈRE

LA CRITIQUE DE L'ÉCOLE DES FEMMES
L'ÉCOLE DES FEMMES

Mise en scène Jacques ROSNER
les 4, 7, 12, 25, 28 novembre à 20 h 30
les 1 et 21 à 14 h 30

BECQUE

LES CORBEAUX

Mise en scène Jean-Pierre VINCENT
les 2, 9, 13, 18, 23, 27 novembre à 20 h 30
le 4 à 14 h 30

Location facilitée : LES SOIRÉES OUVERTES

Des salles entièrement réservées à la location (sans abonnements) pour les spectacles les plus demandés.

BULLETIN DE RÉSERVATION pour les SOIRÉES OUVERTES

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Tél. _____

Ci-joint un règlement de _____

Je souhaite réserver _____ places

à 33 F □ 48 F □ 65 F □ 83 F

pour la représentation du :

□ samedi 17 à 20 h 30 : L'ÉCOLE DES FEMMES

□ dimanche 18 à 14 h 30 : LE MISANTHROPE

□ samedi 24 à 20 h 30 : IVANOV

□ dimanche 25 à 14 h 30 : LE MISANTHROPE

□ jeudi 29 à 20 h 30 : L'ÉCOLE DES FEMMES

□ samedi 1^{er} décembre à 20 h 30 : BÉRÉNICE

Les demandes seront attribuées dans l'ordre d'arrivée et dans la limite des places disponibles.

Bulletin à retourner accompagné d'une enveloppe timbrée, ou valons 10 jours avant la date de la représentation choisie, à :

COMÉDIE FRANÇAISE-LOCATION BP 266

75021 PARIS CEDEX 01.



Le film de Milos Forman



Amadeus, pour tous les goûts

Combat avec l'ange

Mozart en négatif

DEPUIS deux siècles, l'œuvre de Mozart jouit d'une faveur particulière et presque constante auprès des musiciens ; son édification, sur laquelle on fait au fond peu de choses, n'a cessé de stimuler l'imagination ou la sagacité des biographes. Le public, de son côté, s'est montré compréhensif et coopératif, faisant preuve, selon les modes, d'un enthousiasme poli ou fanatique pour une musique dont on lui répète qu'elle vient du ciel. Rien n'est moins sûr, et cependant cette idée n'a pas fini de faire rêver, car, si l'on ne croit pas au ciel, Mozart peut en tenir lieu ; mort à trente-cinq ans, il constitue un Christ de remplacement dont les miracles sont à la portée de toutes les oreilles.

Nul doute que le film de Milos Forman, *Amadeus*, ne consécra un succès en rapport avec la popularité de son héros. Mais est-ce bien de Mozart, le compositeur, qu'il s'agit ? Celui dont on nous dit que seul un chien a suivi l'enterrement ? Point de chien mélomane chez Forman, pas trace de Mozart non plus, seulement tout ce qui n'est pas lui, comme un portrait en négatif.

Et pourtant, à l'évidence, l'auteur de la pièce qui a servi de point de départ au film, Peter Shaffer, connaît tant bien que mal la biographie de Mozart, mais il a pris le parti de mélanger les cartes et de faire son portrait, avec Milos Forman, selon un procédé que les écoliers connaissent bien : sur un papier plié chacun dessine tour à tour, sans savoir ce que l'autre a fait avant lui ; il en résulte un animal fabuleux, zèbre à pattes d'éléphant, tête de veau, cou de girafe et queue de crocodile.

Ni Mozart ni Salieri, son rival supposé, ni l'Empereur ni Constance ni la société viennoise ne se reconnaissent dans cette fresque de deux heures trois quarts, mais il est clair que le but n'est pas là : si l'on pouvait nous restituer, par un de ces procédés dont la science-fiction n'est pas avare, ces hommes et ces événements tels qu'ils furent réellement, une bonne partie du public ne s'y retrouverait plus ; or, à l'évidence, un tel film n'est pas destiné au cercle étroit des connaisseurs. D'ailleurs il reste possible à chacun de se rendre compte qu'il s'agit, pour partie, d'une fiction, ne serait-ce qu'à cause de l'inraisemblable perruque ébouriffée dont Wolfgang est coiffé.

Et cependant il est à craindre que ce film ne soit qu'un pas de plus dans le processus de mystification du public qui s'interroge naturellement sur le phénomène du génie et auquel on ne répond qu'en inventant des fables. Ainsi, Milos Forman semble très satisfait de la scène où Mozart, à bout de forces, dicte son *Requiem* à Salieri. Or, indépendamment du fait que c'est historiquement invraisemblable, on peut penser qu'à ce rythme-là ce n'est pas vingt-quatre heures mais un an qu'il faudrait pour achever l'œuvre ; ensuite il est curieux de voir Salieri transcrire sans peine des fragments chantonnés à mi-voix et se perdre dans des détails qui vont de soi... Au début du film on n'avait pas hésité à nous montrer Salieri s'aidant du piano pour composer une mélodie qu'un débutant en solfège pourrait écrire de tête, voire inventer sans peine. C'est cet air sans mystère que Mozart rejoue de mémoire à la scène suivante, ce qui ne constitue nullement l'exploit qu'on voudrait nous montrer ! Voilà pour le didactisme. Si Salieri était aussi ignare qu'on nous le représente, on se demande comment il aurait pu écrire les opéras dont on voit deux fragments ; le contexte nous laisse entendre (à tort) qu'ils sont mauvais, mais rien ne le montre. Encore une fois, il faut croire aveuglément ce qu'on veut nous enseigner. Ce ne sont là que des exemples relevés parmi d'autres, et, à moins d'admettre la formule « faux = faux = vrai », il s'agit d'une sorte d'abus de confiance.

Ce film opérera vraisemblablement des conversions. Ses quarante-deux minutes de musique gagneront à Mozart des auditeurs qui ne savaient pas, en entrant, à quel point ses œuvres sont aimables et grandioses. Ce n'est, sur ce plan, ni plus ni moins qu'une entreprise de propagande esthétique que l'on dénoncerait bien plus vigoureusement si les mêmes procédés étaient appliqués à la politique ou à une religion. L'aspect le plus pernicieux étant que ce Mozart grossier, vulgaire et alcoolique n'est que la mise au goût du jour du portrait angélique, raffiné et exemplaire qu'on en dressait autrefois pour les mêmes raisons. Sous couvert de rectification, on ne fait qu'obscurcir le peu qu'on pourrait apprendre sur un artiste hors du commun.

S'il est un moyen plus sûr d'apprécier à sa juste mesure le mystère de la création mozartienne, c'est encore d'écouter cette musique que nous croyons toujours pouvoir comprendre et qui échappe au fur et à mesure qu'on la pénètre. Justement, la sortie d'*Amadeus* coïncide avec la première représentation, au Théâtre des Amandiers, à Nanterre, de *Lucio Silla*, opéra-serie presque inconnu d'un Mozart de seize ans. Ce n'est, bien sûr, ni *Idoménée* ni *Don Juan*, mais quelle invention, quelle maîtrise, quelle aisance ! Cela suppose une rapidité d'assimilation technique, une pénétration des passions humaines, un regard critique porté sur les modèles de son temps, et surtout une capacité de concevoir à la fois l'ensemble et les détails, qui ne se sont guère trouvés réunis chez un seul artiste, surtout si précoce. Il est vrai que Mozart, en dépit ou à cause de ses dons, a beaucoup travaillé ; mais cela, on se garde bien de le rappeler, génie oblige.

GÉRARD CONDÉ.

UNE nuit de neige, à Vienne, en novembre 1823, un orfèvre terrible traverse l'espace, emplit les rues où de rares passants se bécotent sous les flocons : « Pardonnez-moi, pardonnez-moi à son assassin ! » Il y a trente-deux ans que Mozart est mort. Qui a donc crié ? Un vieillard, Antonio Salieri, que ses domestiques trouvent maculé du sang de sa gorge tranchée, après avoir forcé les portes de sa chambre. Hâtivement transporté sur une civière à l'hôpital général, Salieri, l'italienisme compositeur officiel de la cour d'Autriche, va survivre, clos sur un fauteuil de paralytique dans une pièce d'un département des fous, pour raconter au chapelain Vogler, venu lui apporter les secours de la religion, l'histoire de son combat contre Mozart.

Nuit, neige, sang, mort, folie... le film de Milos Forman débute par une suite d'images chaotiques, impressionnantes, sombre ballet qui préside à l'émergence d'un secret enfoui dans la conscience du vieillard. Au sein du clair-obscur de la cellule, des yeux qui regardent en dedans flamboient sous les rares cheveux blancs d'une tête ridée, couleur de parchemin moisi par le temps. En face, le prêtre, un homme jeune, écoute avec stupeur. On se croirait dans un conte d'Hoffmann, et ce pourrait en être un. La confession commence, on bécote dans le passé.

Adaptée pour l'écran par l'auteur lui-même, la pièce de Peter Shaffer (qui fut jouée à Paris par François Perier et Rouven Polanski) ne se présente pas, on le sait, comme une biographie de Mozart, malgré quelques détails réels de sa vie. Milos Forman, en abordant cette œuvre cinématographique réinventant l'admiration et la haine de Salieri à

l'égard de celui dont le génie le frappa, à jamais, au cœur et à l'âme.

Pour Milos Forman, les retours en arrière ne sont pas figures de style. Sans le suicide manqué, sans la folie rôdant dans les couloirs de l'hôpital, grondant, avec des éclairs de lucidité, dans la tête parcheminée, les visions extravagantes qui surgissent, s'auraient pas de sens. Premier point : la mise en scène est subjective, produisant en charge les souvenirs et leur déformation par le psychanalyste sauvage du septuagénaire s'adressant au prêtre. Deuxième point : le réalisme historique des maisons, des palais (le rococo viennois dix-huitième siècle reconstitué grâce aux richesses architecturales de Prague), des décors et des costumes, authentifie l'époque ; mais, à l'exemple de Goya peignant tel ou tel être physiquement, sans les flatter, le roi d'Espagne Charles IV et sa famille, Forman filme à la manière de Salieri, le roi Joseph II, les dignitaires, les courtisans, la femme qui s'agitait dans les salons surchargés de laque et de porcelaine et de dorures, le père Mozart et, même, parfois, le peuple.

Qu'importe si les personnages parlent en anglais, langue des acteurs. Leur vérité est dans leurs apparences et leur comportement. Troisième point : le conflit sous-jacent du ressentiment de Salieri motivant ses actes, est celui de la création musicale considérée comme un don de Dieu. Ce don n'est pas allé au compositeur italien fécond et fêté, mais à un être qu'il en juge indigne.

Brassant, rassemblant tout cela, Milos Forman se retrouve à l'aube, comme à l'époque du dernier film qu'il tourna en son pays natal, *Au feu, les pompier !* dans l'allégorie, le grotesque, le tragique « Europe centrale ». La magnificence baroque

que, l'aspect torrentiel d'une mise en scène qui enchaîne les événements par saccades, l'ampleur de moyens matériels (et le cinéaste en a eu d'importants à sa disposition) mais d'inspiration intérieure. Pour les visions de Salieri, il fallait la culture, le bacc, grand d'un Forman, et non d'un Fellini comme nous l'avons entendu dire par certains qui n'aiment pas ce film admirable rognant la légende romantique au profit d'un grand débat spirituel sur l'artiste et son art confrontés au problème social, aux règles de classes ou de pouvoir.

Sorti de son enfance de petit prodige, Mozart apparaît donc, selon l'opinion de Salieri retransmise par Forman, sous les traits d'un Paillasse ou d'un Jocrisse à la perruque ébouriffée, aux manières vulgaires, en langage obscène, qui cherche à tromper une fille sous une table, heurté d'un rire chevalin, se montre insolent et sûr de lui. Rude choc reçu à Salzbourg et qui s'amplifie lorsque Mozart s'installe à Vienne. Pour l'honorable Salieri, le génie musical sous l'enveloppe d'un valet d'écurie au visage empli d'adolescence rustaude, c'est inconcevable. Plus tard, la foudre s'abat sur l'Italien, auquel Constance, la jeune épouse de Mozart, présente les manuscrits originaux, sans copies et sans ratures, de son mari. Cette musique-là vient du ciel, Dieu l'a donnée à un ange impur, aux dépens de Salieri, son fidèle serviteur. Salieri jette au feu son crucifix, signe blasphématoire du combat engagé contre l'ange. Au milieu des intrigues de cour, des bals masqués défilants, des concerts, des représentations théâtrales, Salieri tisse sa toile de haine. Il lui faut défer Dieu et s'approprier la musique de Mozart.

Cette musique, d'opéra surtout, Forman en a placé des extraits superbes aux plus hauts points de tension du combat engagé dans l'ombre. Elle semble réellement divine ; elle se crée, on peut dire sous nos yeux, en même temps que les images, même dans les mises en scène lyriques entachées de kitsch, même dans la représentation populaire de la *Fête enchantée*, qui n'est plus un « opéra maçonique » mais un divertissement subtil à l'usage des foules. Vieillard dément ou homme mûr pétrifié de fureur rentrée, d'esprit de vengeance, F. Murray Abraham est aussi extraordinaire acteur que Tom Hulce, dissipant son génie et son argent en distractions stupides avant d'accéder à l'asclépiade par la hantise du père — qui devient le commandeur de *Don Juan* — la pauvreté, l'approche de la mort.

Nous avons déjà parlé d'Hoffmann, le conteur fantastique (qui fut aussi compositeur) allemand. On y songe encore lorsque Salieri se travestit en homme noir venant commander le *Requiem*, puis — c'est le sommet du film — se montre à visage découvert, un faux ami qui arrache à Mozart mourant les notes du *Requiem* inachevé et découvre, alors, l'effrayante création. Guidée par Dieu, peut-être, la frivole Constance revient au mari qu'elle avait abandonné (la métamorphose d'Elizabeth Berbridge procure un bon moment d'émotion) et met la partition sous clé. *Amadeus*, c'est, à travers la musique mozartienne, l'affrontement de l'enfer et du ciel. L'enfer, Salieri, avec sa gloire factice, s'y précipite de son vivant, jusqu'à l'asile d'aliénés. Mozart gagne le ciel dans la fosse commune du cinéaste de Vienne et devant la postérité.

J. S.

* Voir les films nouveaux.

« LUCIO SILLA », A NANTERRE

Patrice Chéreau, l'inspiration impérieuse

LORSQU'ON écoute l'enregistrement de *Lucio Silla*, cet opéra sera écrit par Mozart à seize ans pour Milan, comment ne pas être émerveillé par son jallissement prodigieux, la beauté de certains airs et des récitatifs accompagnés, la force des affrontements dramatiques qui annoncent parfois *Don Giovanni*, le côté impérieux de l'inspiration chez cet adolescent follement doué ? Mais à la longue on se sent acablé par cette succession d'airs calqués pour la plupart sur le même modèle et souvent interminable.

L'admirable spectacle réalisé par Patrice Chéreau au Théâtre des Amandiers de Nanterre (après Milan, avant Bruxelles) laisse une impression analogue. Pourtant, c'est avec un art bouleversant des attitudes, des groupes, des gestes, qu'il a recréé cette histoire de Silla, le dictateur de Rome, entouré de conjurés, amoureux de la fille de son ennemi, et qui finira par abdiquer, laissant le champ libre à ses adversaires.

Il n'est que de feuilleter le livret-programme, abondamment illustré de photos du spectacle, pour être bouleversé par tant de visions qui condensent, pour chaque situation,

l'essence du drame. Mais Chéreau, qui en a pris consciemment le risque, est souvent trahi par le temps musical, par l'obligation de jouer tout au long de ces airs doublés, triplés ou quadruplés, au risque de délayer et d'épuiser la signification de ses images, que la substance musicale, en quelque sorte abstraite, laisse bien souvent sans support.

Innombrables sont par exemple les fausses sorties des personnages que les *de capo*, les reprises obligent à rester, à revenir, même si le metteur en scène remarque judiciairement qu'il y a une répétition de motifs entre cette situation souvent immuable, à la fois répétitive et ornée, et ces indications qui semblent paralyser tous les personnages.

Il n'en reste pas moins que la musique contraint Chéreau à des acrobaties théâtrales, à des parcours assez sophistiqués, au-delà de la nuit : Martine Dupuy (la prêtresse Cecilio), tendue, frémissante, mélancolique jusqu'à désespoir ; Brit-Marie Anuhn, qui prête au vététaire Cinnia une technique vocale éblouissante malgré un timbre un peu mince ; Christiane Barbeau, Cécilia (sœur du tyran) à la voix

Richard Peduzzi mouvementant l'espace inflexible par des sautelles et des sauts soudains, arcboutants et bouchés d'ordre, les éclairages avec leurs clairs-obscur, leurs lumières coupantes ou tamisées qui tombent de haut comme dans la cour d'une prison, les costumes de Jacques Schmidt variant à l'infini les noirs de ses habits et robes dix-huitième siècle, les foules admirablement structurées, aux regroupements brusques, comme spontanés, l'inquiétante présence des gardes, indifférents et cruels.

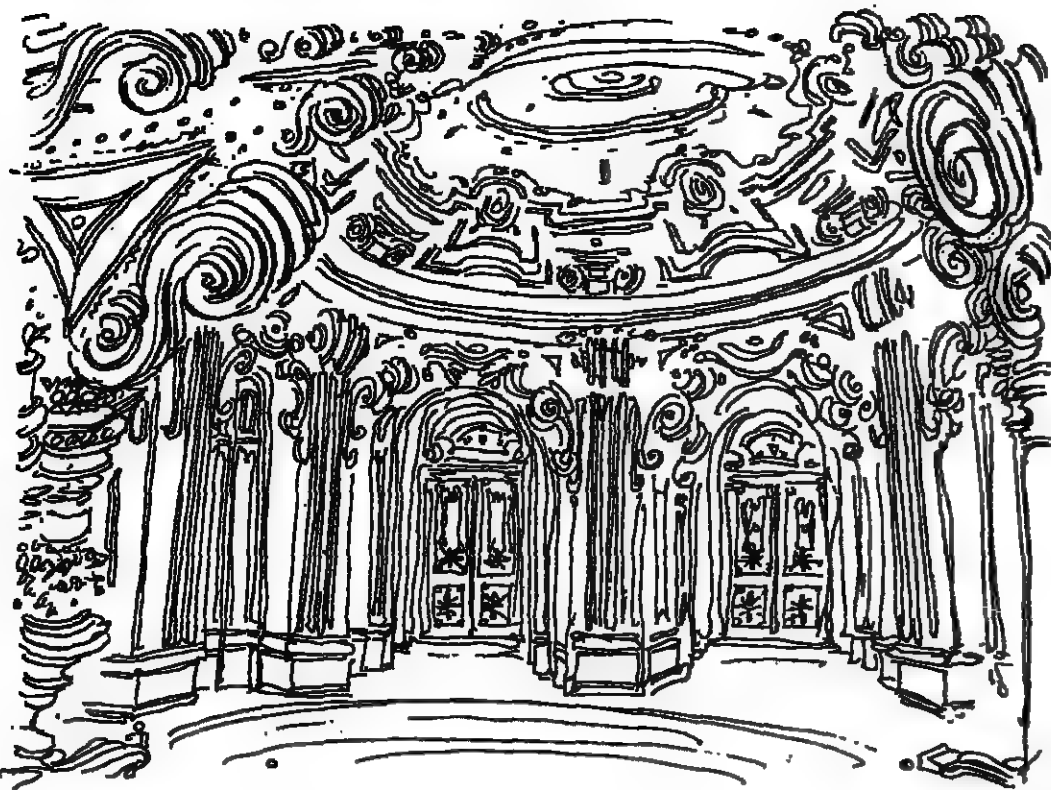
Et, avant tout, cet ensemble de chanteurs qui jouent avec une formidable intensité tout en maîtrisant des difficultés musicales exceptionnelles prodiguées par Mozart avec l'insouciance de la jeunesse : Lella Cuberli, Giulia Boulevarese, indébranlable, aux volutes plus terrifiantes et dix fois plus longues que celles de la Reine de la nuit ; Martine Dupuy (la prêtresse Cecilio), tendue, frémissante, mélancolique jusqu'à désespoir ; Brit-Marie Anuhn, qui prête au vététaire Cinnia une technique vocale éblouissante malgré un timbre un peu mince ; Christiane Barbeau, Cécilia (sœur du tyran) à la voix

rayonnante, qui éclaire le drame de tendresse, dans sa confiance un peu utopique en une fin heureuse de tous ces malheurs ; enfin John Stewart, Silla de grande stature, déchiré par son amour impossible, hésitant entre la brutalité et la clemence, un des personnages les plus forts que Chéreau ait créés.

Celui-ci a trouvé en Sylvain Cambreling un collaborateur parfait, qui a donné une tension et un élan merveilleux à son orchestre et aux chœurs de l'Opéra national de Lille, d'une souplesse et d'une couleur étonnantes. Toute sa lecture de l'œuvre est d'une intelligence et d'une subtilité remarquables, comme les accompagnements des récitatifs, qu'il réalise lui-même au clavier (et dont il a heureusement coupé des quantités impressionnantes pour rendre l'œuvre viable). Patrice Chéreau aurait décidé de renoncer provisoirement à l'opéra ; souhaitons que son entente avec Cambreling l'y fasse promptement revenir.

JACQUES LONCHAMPT.

* Théâtre des Amandiers, Nanterre, 20 h 30. Jusqu'au 18 novembre.



« L'Europe centrale dans le sang »

Trois films, l'As de pique (1964), les Amours d'une blonde (1965), Au feu les pompiers ! (1967), avaient fait de Milos Forman (né en 1932) l'un des chefs de file de la « nouvelle vague » du cinéma tchèque. En 1968, il était en train de préparer, très officiellement, le tournage d'un film aux États-Unis. Les événements qui mirent fin au printemps de Prague ne l'empêchèrent pas d'aller et venir. Mais le projet américain prit du retard. Réalisé en 1971, Taking Off ne fut pas un succès commercial. Milos Forman demanda une prolongation de visa aux autorités tchèques. Elle lui fut refusée. C'est comme cela qu'il est resté aux États-Unis. Il précise : « Je n'ai pas été vraiment un exilé politique. En 1984, le contrat de coproduction américano-tchèque s'est ramené à Prague, pour Amadeus. Les relations ont été un peu froides, dit-il, mais, finalement, très professionnelles. La deuxième équipe, tchèque, a travaillé avec un grand enthousiasme. C'était formidable. »

— Après Vol au-dessus d'un nid de coucou, Hair et Ragtime, vous sentez-vous un cinéaste américain ?
— Je ne me suis jamais trop analysé. Je réalise les films comme je les ressens en moi. Il est certain que le système de production américain me convient. Si j'avais voulu faire d'Amadeus un film allemand, je n'aurais jamais trouvé 18 millions de dollars pour qu'il soit comme je le concevais. Et si on m'avait demandé de tourner une biographie d'un génie, j'aurais refusé ; c'est trop ennuyeux. Suis-je tchèque ou américain ? Je réfléchis ; je me demande si cela m'intéresse de le savoir. Admettons qu'on m'ait demandé de réaliser des films sur l'Amérique vue par un étranger ? Ce n'est pas le cas.

— Amadeus aurait-il été tourné de la même manière dans les studios américains ?

— Du point de vue professionnel, il n'y aurait pas de différence. Tout de même, je sais qu'il y aurait eu

une grande différence. Pas dans l'esprit du sujet, dans l'atmosphère. Sans les vrais décors d'époque qu'on trouve à Prague, sans l'utilisation de gens recrutés sur place, je n'aurais pas atteint à une telle authenticité. Car je pense que j'ai, là-bas, reçu l'empreinte de la vérité historique.

— Et celle de la culture européenne ?

— Oui, absolument. Mais le fait que nous ayons tourné Amadeus en Europe centrale a plus influencé les comédiens américains et anglais que moi. Cette culture d'Europe centrale est dans mon sang. Je n'y pense même plus, c'est inné, c'est normal. Les acteurs, eux, ont été imprégnés, brusquement. Travailler dans le théâtre même où Mozart a dirigé Don Giovanni, par exemple, a été une expérience extrêmement stimulante pour eux. En Amérique, ils n'auraient pas été entourés, conditionnés en quelque sorte, par cette culture, cette architecture, cette ambiance où Mozart a vécu et créé.

La justice de Dieu

— Selon la pièce de Peter Shaffer et votre film, la création musicale est d'origine divine. Êtes-vous croyant ?

— Oui. Je ne suis pas un homme religieux, mais croyant, sans conteste. Il est trop difficile pour moi de penser, d'admettre que toute la complexité et la beauté géniales de la nature sont venues par hasard.

— Et le mal ?

— Personne n'est parfait. Ni Dieu ni Satan. C'est justement cela qui provoque la déception de Salieri et son comportement envers Mozart. Salieri espère de Dieu la justice telle que l'homme l'imagine : immuable, inflexible. On cherche toujours le Juge ultime. S'il n'est pas parmi nous, cela ne peut être que Dieu. Or, en découvrant Mozart, Salieri se sent trahi par la justice divine. C'est la déception la plus terrible parce qu'il n'existe rien de supérieur à Dieu. Salieri considère l'existence de Mozart comme une blague cruelle de Dieu. Pourquoi lui a-t-il donné, à lui, un tel désir de créer et pas les moyens du génie ? Dieu le torture. Dieu est cynique. Salieri veut, avec ferveur, le servir, grâce à la musique, et il lui refuse le talent, le génie, alors que Mozart a tout et ne fait rien pour le mériter. Donc, Salieri utilise les forces du mal. C'est un enjeu qui dépasse l'humain. C'est ce qu'il y a dans toute création. Tout ce que l'ordinateur ne peut pas produire est touché par ce qu'on appelle le talent. Sinon, cha-

que ferait un chef-d'œuvre après l'autre. En musique, tout le monde peut apprendre l'orchestration, l'harmonie, mais pas la mélodie. Si on ne peut pas l'apprendre, c'est qu'elle est donnée. Par qui ? Voilà bien la question. Il en est de même, d'une certaine façon, au cinéma. Tout le monde peut apprendre la technique, on le voit d'ailleurs aux spots publicitaires ! Mais la mélodie, c'est-à-dire l'esprit, l'émotion, l'amour, c'est exceptionnel, un résultat venant d'ailleurs et qui n'est pas donné à tous. J'aimais Mozart autant que d'autres, pas comme un cas spécial. En travaillant sur le film, je l'ai découvert complètement. Il ne suffit pas de l'entendre une fois. Il faut la patience d'écouter à plusieurs reprises. Et, surtout, on ne peut pas expliquer la beauté.

— Vous montrez Mozart composant les Noces de Figaro et, surtout, la Flûte enchantée comme de purs et splendides divertissements, alors que les musicologues en donnent des interprétations « contestataires » et magouïques.

— J'ai là tout ce qui avait été écrit sur Mozart. Pour les Noces, il y a un son rapport avec le librettiste Lorenzo da Ponte, mais on ne pouvait pas mettre ce personnage dans le scénario. Il n'aurait rien apporté de dramatique. Par contre, Schikaneder était un personnage essentiel. Mozart et lui ont vraiment conçu la Flûte enchantée comme un vaude-

ville musical. Les emblèmes, les symboles maçonniques, je crois qu'ils les ont mis là-dedans pour s'amuser. Mais, de toute façon, la Flûte, dans le film, c'est la mélodie, le génie de lumière de Mozart contre l'esprit de mort du Requiem commandé par Salieri, qui veut le faire servir à sa vengeance. C'est la fin du suspense, qui a commencé avec la confession de Salieri, et qui fait toujours changer d'attitude devant les deux hommes. On peut comprendre, aimer Salieri, puis le détester, on peut détester puis aimer Mozart, sans savoir à qui va, en définitive, la sympathie. C'est toute la complexité de la vérité historique et de la création. Je n'ai pas choisi moi-même les extraits musicaux. Je ne suis pas assez grand connaisseur. J'ai demandé à cinq personnes très qualifiées de m'indiquer les meilleurs chefs d'œuvre pour Mozart. Les cinq m'ont conseillé Neville Marriner, qui est devenu le directeur musical du film, quatre avaient cité, également, Colin Davis (1). Il y a quatre-vingt-dix minutes de musique dans le film. Mais nous étions décidés, et nous y sommes arrivés, à utiliser les extraits comme structures dramatiques. Dans les biographies traditionnelles, ils arrivent généralement comme des attractions collées sur une narration, des morceaux de bravoure. Dans Amadeus, ils font partie intégrante du rythme, ils sont la mélodie, la grâce donnée à Mozart et le tourment de Salieri. Si on les enlevait, si on en supprimait quelques-uns, le film serait incompréhensible. J'ai pris conscience de quelque chose de troublant en allant voir, cette année, Carmen de Bizet, aux arènes de Vérone. Dans leur subconscient, les Italiens ne doivent pas aimer Mozart. Les spectacles d'opéra de Vérone durent depuis 1913. Le programme rappelle tout ce qu'on y a monté : des œuvres italiennes, françaises, russes, etc. Mais pas une seule de Mozart. Qu'en dites-vous ?

Propos recueillis par JACQUES SICLER.

(1) Colin Davis a justement enregistré une Flûte enchantée s'écartant de la conception maçonnique, initiatique (Le Monde Littéraire du 27 octobre 1984).

« Mon ami François Truffaut »

par Milos Forman

Le 18 août dernier, le metteur en scène tchèque Milos Forman rendait visite à François Truffaut chez lui. La dernière visite, près de trois heures, et, nous dit Milos Forman, il fut éblouissant. Au point, nous assure Helen Scott, la fidèle collaboratrice de l'auteur des 400 coups, que Forman lui-même ne se rendit peut-être pas tout à fait compte de l'énorme effort que cela lui avait coûté.

Milos Forman loue en priorité trois qualités chez François Truffaut : classicisme, professionnalisme, esprit de tolérance. En professionnel parlant d'un autre professionnel, il a bien voulu, avec joie, malgré les soucis très immédiats de la sortie d'Amadeus, évoquer pour nous un ami qui fut un peu un complice. — L. M.

Une autre chose encore, qui a affecté un peu ma vie. C'était en 1968, à Cannes, les cinéastes français ont interrompu le Festival. Je trouvais ça bête : qu'est-ce que le cinéma a à faire avec la politique ? Elle peut changer demain, mais le cinéma, lui, demeure. Je n'approuvais pas cette idée d'arrêter un festival pour des raisons politiques, quelles qu'elles soient. J'ai écouté tous les discours de Giscard, de Louis Malle, de François, de tout le monde. Je n'ai pas compris un mot. Mais à cause de mon admiration pour François je me suis dit : bon, s'il est pour, il doit avoir quelque raison. Je suis allé contre mes convictions et j'ai rejoint la contestation. On n'en a guère parlé par la suite. Mais un jour, à New-York, il m'a dit : oui, nous étions peut-être trop échauffés.

Aux États-Unis, les relations entre cinéastes sont bien différentes de celles qu'on connaît en Europe. Quand je rencontre un metteur en scène européen, et que je n'ai rien à lui offrir de spécifique qui pourrait l'aider, on ne se parle pas. En Amérique, quand on se retrouve entre collègues, on a toujours quelque chose à se dire, on a des rapports professionnels qui ne sont pas nécessairement des rapports d'amitié. C'est vrai des Américains, et de François Truffaut. En cela, il était plus américain qu'européen.

« QUAND j'ai vu les 400 coups, ce fut une révélation pour moi : il était le premier à élever le niveau du cinéma-vérité au niveau de l'art. C'était la première fois que l'art contrôlait le cinéma-vérité, et non le contraire. Je me trouvais à Londres à l'occasion du Festival, il y a exactement vingt ans. Les Anglais m'ont demandé ce que je désirais voir, et je leur ai dit François Truffaut. Ils ont été un peu surpris, ils s'attendaient à ce que je cite Buckingham Palace, la tour de Londres... Après trois jours, ils m'ont dit que François avait vu mon film l'As de pique, qu'il l'aimait beaucoup et qu'il avait même écrit dessus. Mais il est très timide. Il ne veut pas de gens autour... »

Finalement, nous nous sommes rencontrés chez Wendy Toye, metteur en scène et chorégraphe de théâtre. François est arrivé, timide, il n'y avait que lui, moi, et Helen Scott qui traduisait. Moi-même j'étais trop impressionné. La première demi-heure, on n'a rien dit, ou presque. Et puis, lentement, on a commencé à parler. Et, depuis, chaque fois que je viens à Paris, je l'ai appelé. Et il a toujours voulu qu'on déjeune ensemble. Et toujours, quand il est venu à New-York, il m'a appelé et on a déjeuné ensemble.

François Truffaut n'a jamais fait un mauvais film, c'est une performance incroyable dans le monde du cinéma. D'une certaine façon, les réalisateurs de la nouvelle vague se sont trahis eux-mêmes : François jamais. Il est toujours resté fidèle à lui-même, à son esthétique. Je crois que c'est la richesse des émotions qui lui a donné la sérénité et qui lui permet de traiter des sujets aussi différents que les 400 coups, l'Histoire d'Adèle H., l'Enfant sauvage, le Dernier Métro. Je l'admire comme cinéaste, sans fioritures élaborées. Mais je l'adorais comme homme parce qu'il était absolument honnête. Il n'a jamais pratiqué la diplomatie. On pouvait parler de n'importe quoi, de lui, de moi, des autres. Il disait toujours ce qu'il pensait, et jamais de manière offensante. Il se situait à un tel niveau d'intelligence, de sensibilité, que c'était un plaisir de s'asseoir avec lui et de discuter.

Avec Claude Berri, j'ai joué un rôle très important au moment où je venais de tourner Au feu les pompiers ! Le film avait été

coproduit par Carlo Ponti en Italie. Il y avait mis 65 000 dollars. Après l'avoir vu, il a refusé de le prendre et a demandé aux autorités tchèques de lui rembourser ces 65 000 dollars. En Tchécoslovaquie, c'était un crime. J'ai reçu une lettre officielle des studios de Barrandov, je l'ai encore chez moi, m'annonçant que j'allais être traduit en justice pour sabotage économique. Ponti avait détesté le film, mais utilisait comme prétexte le fait qu'il durait deux minutes de moins que prévu dans le contrat. J'étais coupable de n'avoir pas tenu mes engagements. Je pouvais obtenir jusqu'à quinze ans de prison. Je n'aurais peut-être pas eu le maximum, mais je risquais un an au moins. A ce moment, François Truffaut et Claude Berri ont vu le film et décidé de le racheter. Ils me sauvaient, François et Claude.

Dernière image

Je savais que François était malade, je ne voulais pas trop le déranger. Je suis venu simplement pour lui dire bonjour, pour lui faire savoir qu'on pensait toujours à lui. Il m'a posé des milliers de questions sur des gens que nous connaissions tous les deux. Il m'a demandé des nouvelles d'Ivan Passer. Il a sollicité de lire l'histoire du producteur qui l'avait poursuivi en justice et s'était vu infliger une amende de 5 000 dollars pour la guide des metteurs en scène, 10 000 pour Ivan. Il était très curieux de savoir comment se passait le tournage d'Amadeus. Il m'a demandé de lui organiser une projection. Hélas ! je n'ai pu le faire. Il se demandait comment le film serait accueilli en Allemagne. Comment accepterait-il un film sur une idole à eux, fait par les Américains ? Le problème avec l'Allemagne, lui disais-je, c'est qu'on leur montre les films les moins ambitieux, Carnotball, etc. Et François m'a répondu une chose intéressante : c'est à cause du double jeu. Le doublage ne mène pas à un poète, à un film court, mais fera du mal à une œuvre ambitieuse. On a encore évoqué ce qui se passe dans les major studios, le jeu de musical chairs qui s'y déroule en permanence : les chaises de studio qui changent chaque semaine de propriétaire. Un jour, on rencontre quelqu'un, on revient deux semaines plus

tard et on ne connaît plus personne. Il a bien ri.

Et puis, nous nous sommes quittés. C'est peut-être une image que je n'oublierai pas de ma vie. Nous étions assis dans son salon où l'on descend par un escalier. Je ne voulais pas qu'il remonte pour m'accompagner, car il était fatigué. Je lui ai dit : « François, je vais arranger une projection de mon film. J'espère à bientôt. » Je lui ai aussi parlé d'un médecin de San-Francisco, spécialiste des maladies de la tête, que je connaissais personnellement. Ce serait bien d'avoir une autre opinion médicale, je pourrais m'en occuper. Et je monte l'escalier pour aller vers la porte de sortie. Je vois qu'il me suit. Sa fille, sa femme Madeleine, étaient là. Dans le corridor, François s'arrête à la porte, la laisse ouverte. J'appuie sur le bouton de l'ascenseur, qui met du temps à venir. Il était toujours là, comme s'il avait dit : n'importe quelle visite, désormais, serait la dernière. Je le vois encore, immobile, ne fermant pas la porte, alors que l'ascenseur commençait à descendre. Je n'oublierai jamais cette image...

Les films, on peut toujours les voir. Mais le souvenir de François comme homme, je le garde précieusement. Je suis heureux d'avoir eu la chance de la connaître. »

SALLE CHRISTIAN BERARD
ATHENÉE
LE REVE DE D'ALEMBERT
avec Marie Dubois Denis Manuel Bernard Wover
mise en scène Jacques KROEMER
LOC. 742.67.27 - AGENCES - FNAC

THEATRE FIRMIN GEMIER
ANTONY 2 666.02.74
du 6 novembre au 9 décembre
création mondiale
YALTA
de Vladimir VOLKOFF
mise en scène Gérard SAYOISIEN

Othello
uvert
théâtre éclaté
noises
d'Enzo Cormann
Le Jardin d'hiver
4 bis Cité Miron 18^e loc. 202.59.69

MAIRIE DE PARIS
JAZZ
FESTIVAL
DE PARIS
JEUDI 1^{er} NOVEMBRE
20 H 30
CECIL TAYLOR
"SEGMENTS"
music
from two continents
avec
Cecil Taylor - Tomasz Stanko
Connie Bauer - Jimmy Lyons
John Tchicô - Frank Wright
Karen Borca - Gunter Hampel
William Parker - André Martinez
Steve Lacy
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS
CHATEL
261.19.83

SALLE GAVEAU - Vendredi 23 novembre à 20 h 30 (Werner)
TROIS CONCERTOS POUR HARPE
ZABALETA
« Grand d'Espagne et de la harpe »
(L. Donizetti, le Figaro, 22-7-84)
ORCHESTRE P. KUENTZ
BOULEVARD : Concerto - RODRIGO : Concerto Serrano et Concerto d'Aranjuez
(version pour harpe de compositeur)

A l'occasion du deuxième Festival théâtral de la Vallée de Montmorency et du Val-d'Oise qui se terminera le 18 novembre avec vingt-cinq spectacles et cinquante représentations dans plus de vingt villes la Compagnie Jérôme Deschamps présentera le samedi 3 novembre 1984 à 21 heures les Blouses au Théâtre municipal du Casino, 3, avenue de Ceinture Enghien-les-Bains - Tél. : 412-85-85.

GALERIE REGARDS
11, rue des Blancs-Manteaux (4^e)
de 14 h 30 à 19 h (sauf lundi) - 777-15-01
Nicolas FEDORENKO
27 octobre - 24 novembre

GALERIE MÉDICIS
17, place des Vosges PARIS 4^e - 276-21-19
Christiane GALLET
aquarelles
30 octobre - 20 novembre
T.J.L. de 14 h à 19 h - DIMANCHE COMPTES

GALERIE DENISE RENÉ
198, bd Saint-Germain, PARIS 7^e
Anni ALBERS
Joseph ALBERS
ŒUVRES GRAPHIQUES

galerie taménaga
FIGURATIF 84
AÏZPURI - BABOULENE
BUFFET - CARZOU
CASSIGNIÈRE - COTTAVOZ
FUSARO - GUIRAMAND
ISCAN - JANSEM
OGUISS - RODDE
WEISBUCH
24 Octobre-17 Novembre
18 av. Maignon 75008 Paris
266 61 94

X^e Salon du Dix au Quinze
PARIS au fil des ans
Avec La MONNAIE de Paris
P. Nlousse - J.-M. Véron
J. Orfévre
Mairie du IV^e arrondissement
2, place Baudoyer - Paris
Du 25 octobre
au 14 novembre 1984

NOTES

Hommage à Roger Chastel

A Saint-Germain-en-Laye, Roger Chastel est chez lui. C'est là que ce Parisien s'est installé dès 1926. C'est là qu'il est mort, en 1981, âgé de quatre-vingt-quatre ans. Il était juste qu'un hommage d'envergure lui fût enfin rendu. Car si, au cours d'une carrière laborieuse, silencieuse, il a eu droit, maintes fois, à la reconnaissance de ses contemporains, ce peintre majeur s'est toujours, *nolens volens*, tenu plus ou moins à l'écart des bruits du siècle. Il faisait sans cesse la redécouverte. L'exposition, organisée par Edda Maillet et Jérôme Serri sous les auspices de la municipalité, a trouvé au Manège royal un cadre à sa mesure.

C'est une rétrospective où l'émotion règne en maître. Jusque dans les portraits, exécutés sur commande, aux moments difficiles - exception faite pour l'autoportrait de 1958, reproduit sur l'affiche - Chastel y tourne le dos, masqué lui-même par un large panneau noir et parallèle à une série de plans verticaux qui résument en quelque sorte, de même que la silhouette d'un vase, le faire du peintre : pourtant, cette nuque inclinée, cette chevelure clairsemée, sont d'une bouleversante présence.

Les portraits ne sauraient être dissociés des toiles aux modèles anonymes, anonymes. La ressemblance est partout crânie, même si ces cris sont amortis, même si le travail de l'artiste les métamorphose en peinture vigoureusement charpentée. De toute façon, Chastel ne peut se passer de l'objet. Ce prétexte est pour lui d'une nécessité vitale, il lui sert de tremplin, il demeure le sous-jacent des compositions les moins lisibles. Les thèmes des séries - Chastel aimait travailler par séries - n'épuisent pas tout l'arsenal des

quatre-vingt-seize peintures, des soixante-quatre œuvres sur papier, et de la dizaine de gravures résumées. Mais ils sont suffisamment explicites, qu'il s'agisse de la famille Roumégous ou des portraits de l'enfant dit le *Petit Colonne*. Ou des amoureux au bistrot, ou des variations sur les *Veillées*, éclairées, réchauffées, comme le sont ailleurs tant d'autres scènes, par « un feu constructeur, un feu durable, qui anime de l'intérieur les figures, les objets, les chambres de notre vie » (Jean Starobinski). Du *Cirque*, Chastel n'a retenu, fasciné, que le vertigineux gouffre aérien du chapiteau, et son réseau de courbes, ses mâts, son gréement. Qui n'a pas perçu l'immensité incluse dans la moindre anémone sera au moins captivé par ces énormes coques retournées. La vision s'élargit parallèlement devant les paysages marins.

Méditation bien sûr, mais tout l'art de Roger Chastel est méditatif dans sa scrupuleuse interprétation des êtres et des choses qu'il recrée sur tous les registres avec une impeccable technique et une infinie tendresse.

JEAN-MARIE DUROYER.

* Saint-Germain-en-Laye, Manège royal, place Royale. Jusqu'au 11 novembre. En même temps, le Musée d'art moderne de la Ville de Paris présente un choix d'œuvres de Roger Chastel.

Jules Vallès, décor mythique

Le dix-neuvième siècle nous a légué une solide bande d'enfants malheureux : les petits martyrs de Dickens, le Sans Famille d'Hector Malot, le Petit Chose d'Alphonse Daudet, et bien sûr, le héros de *l'Enfant*, où Jules Vallès raconte sa propre histoire de petit Auvergnat, fils d'un pion de collège haï par l'échec et d'une paysanne ambitieuse et bougonne.

Retenues, fessées, ventre creux, tel est le sinistre quotidien de Jacques Vingtras. Pourtant, l'enfant résiste : d'abord parce qu'il finit par se savoir aimé, même si mal aimé. Et puis, parce qu'il lutte, se rebiffe et fuit. Parce qu'il est d'une santé féroce. La lecture de *Robinson*, la sensualité de la campagne, la simple cour de récréation, l'espace ouvert des rues le font vite grimper aux étoiles. De main, il sera à Paris, il saura se battre, malgré l'échec au baccalauréat ; il sera l'insurgé.

Le texte de Vallès a vieilli, c'est sûr, avec son socialisme combattif, ses espoirs naïfs. C'est sur cet équilibre écart et sur ce miroir déformant de l'enfant d'aujourd'hui que Catherine Delattre a choisi de bâtir sa mise en scène. Son beau décor est moins réaliste que mythique avec sa montagne verte et bosselée d'émeraude veloutée par le souvenir sous un ciel immense, magnifié par les projections de rêves ; son passage voûté côté jardin et côté cour l'étroite terrasse encombrée où se frôle la famille, où rôde la tache.

Les comédiens - tous les quatre du Théâtre des Deux-Rives, de Rouen - ont choisi un jeu très stylisé, très expressif, pour servir un dialogue dru et comme rituel. Olivier Saladin (*l'enfant*) est bouleversant de cette drôlerie des écorchés vifs. Le spectacle marche vite et fort, comme l'aurait aimé Vallès.

BERNARD RAFFALLI.

* Renseignements : Maison de la culture du Havre. Tél. : (35) 21-21-10. *L'Enfant* sera du 23 au 30 novembre à Aubervilliers, Théâtre de la Commune.

Scène infernale pour Dino Buzzati

Un homme se souvient et rêve. Un homme ferme les yeux et tend les bras. Cauchemars, illusions,

images venues d'ailleurs, où se mêlent le rire et quelques gouttes de larmes. L'univers de Dino Buzzati est apparemment celui du quotidien. Mais, transposé par son imagination, il devient fantasmagorie surréaliste. Tout comme Gilles, le personnage des *Nuits difficiles* sait que la Mort va venir. Elle guette, et rien ne saurait l'amadouer.

Claude Moreau a extrait du *Rêve de l'escalier* et des *Nuits difficiles* de courtes nouvelles qui illustrent l'imaginaire de Dino Buzzati. Pour les mettre en scène, il a choisi un lieu gigantesque, hors de toute norme théâtrale. Un espace infernal. Découpée en morceaux, la scène du Théâtre de la Manufacture est un univers miniature ramassé sur lui-même. Des recoins derrière lesquels se dissimule le hasard. Des niveaux qu'il faut escalader. Des espaces plats où l'on est exposé à tous les dangers. Mais aussi des passerelles qui permettent de dominer, des escaliers qui mènent on ne sait où.

Claude Moreau a réussi un travail complet qui utilise parfaitement les volumes, l'audiovisuel, les lumières et la musique de Bernard Szajner, dégage, colore divine.

Paul Le Person incarne ce personnage ordinaire aux rêves extraordinaires : une caméra qui débute la mort ; un hôpital dans lequel tous les médecins sont souffrants afin de mieux soigner leurs malades ; un psychiatre qui annonce à son patient qu'il est mort, car il a abandonné sa personnalité. Renoncement. « Ainsi, dit-il, des nations entières ne sont faites que de morts. » Tous les autres personnages sont des pions, des repères. Seule une femme enfermée dans un cube de verre est réellement importante, une femme qui attend l'amour jusqu'au point de non-retour.

CAROLINE DE BARONCELLI.
* Théâtre de la Manufacture, 20 h 30.

Concours de danse

Année sabbatique pour le Festival international de danse de Paris, qui, faute de crédits suffisants, renonce à inviter des compagnies, comme il en avait pris l'habitude depuis 1963. Si l'on considère que le Festival d'automne, de son côté, n'a pour ainsi dire pas programmé de danse, on peut s'inquiéter de cette raréfaction de l'activité chorégraphique dans la rentrée parisienne.

Jean Robin, le directeur, a donc opté pour la formule, moins onéreuse, du concours, un concours de haut niveau pour danseurs professionnels (dix-sept - vingt-six ans), compétition de prestige visant à aligner Paris sur New-York, Moscou, Varna, Tokyo et Helsinki.

Les épreuves auront lieu au Théâtre des Champs-Élysées du 4 au 10 novembre. Les récompenses (trois médailles de vermeil de la Ville de Paris et 30.000 F, trois médailles d'argent et 15.000 F) seront décernées par un jury présidé par Yvette Chauviré.

Jean Robin tabillait sur quatre-vingts candidats ; quarante-cinq seulement se sont inscrits, beaucoup n'étant pas disponibles en ce début de saison. On compte des Russes, des Japonais, des Chinois, des Bulgares, des Allemands, des Belges et des Danois. Pour la France, trois couples présentés par l'Opéra de Paris et, parmi les individuels, des danseurs venus des Ballets du Nord, du Rhin et de Marseille. Pas d'Anglais ni d'Américains : en général peu portés sur ce genre de concours, ils boudent une compétition dont les avantages pour l'instant ne leur semblent pas évidents.

MARCELLE MICHEL.
* Remise des prix le samedi 10 novembre à 20 h 30, au cours d'un gala avec la participation de Noëlla Fontana et Patrick Dupond.

PHILIPS. LE MICRO-ONATEL



هكزان الاصل

ET DES SPECTACLES

SELECTION

CINEMA

Amadeus de Milos Forman

Lire nos articles pages 12 et 13.
ET AUSSI : *Ave Maria*, de Jacques Richard (le dernier rôle de Pascale Ogier). *J'ai le droit de vivre*, de Fritz Lang (un des deux meilleurs films américains de l'auteur).

THEATRE

L'Ouest, le vrai à l'Athénée

Deux frères : l'un est routard, baratinier, un peu voyou, Richard Bohringer. L'autre, Roland Blanche, est un peu intello, bien intégré, scénariste de son métier. Un producteur, Michel Berto, vient brouiller les pistes et provoque la bagarre, la destruction de l'ordre. La pite, de Sam Shepard, est une charge énorme contre les incohérences du cinéma hollywoodien. La mise en scène de Luc Béraud est un combat à fleurets mouchetés, d'une infinie drôlerie.

Pasolini au Festival d'automne

Au Centre Georges-Pompidou, *Amado mio*, par Gianni Fiori, jusqu'au 4 novembre. Du 5 au 11 novembre, *Uccelacci Uccelacci* par le Collectif de Parme.

MUSIQUE

Reprise après la trêve

Trêve de la Toussaint pour la musique - une des très rares de

l'année. Bonne occasion pour écouter des disques. Au Théâtre du Rond-Point cependant, les courageux du dimanche matin ne seront pas déçus : Falla, Ravel et Bartok, par les mousquetaires Pennetier, Pasquier, Lodéon, Portal (le 4, à 11 heures).

Reprise le 6 novembre avec un récital de Simon Estes, le jeune baryton qui impressionne, aux lundis classiques de l'Athénée, et les Solisti Veneti, fougues et optimistes, de Claudio Scimone, au TMP-Châtelet. A Marcq-en-Baroeul, le Festival de Lille amène Christopher Hogwood et son Academy of Ancient Music.

L'Ensemble orchestral de Paris, dirigé par J.-P. Wallès, avec F. Duchable (Pleyel) et le grand harpiste Nicanor Zabaleta (Gaveau) marqueront le mardi 6. Le 7, gala de l'UNICEF à l'UNESCO, avec l'Orchestre national dirigé par G. Chmura, Rita Streich et une pléiade de jeunes Français (Dalbéro, Pennetier, Bourgas, Amoyal, Tachino, etc.) dans Mozart, Poulenc, Saint-Saëns, Fauré et Ravel, tandis qu'à Pleyel (mais on peut aussi bien y aller le 8 novembre) se trouveront Anne-Sophie Mutter et James Conlon, avec l'Orchestre de Paris.

VARIÉTÉS- ROCK

Johnny Hallyday au Zénith

La nouvelle superproduction de la superstar hexagonale célèbre vingt-cinq années de rock n'roll. Johnny Hallyday prouve qu'il vieillit bien.

ET AUSSI : *Eddy Mitchell* au Palais des sports : *Mike Oldfield* à Brest (parc de Penfeld) le 5 novembre, à Paris-Bercy le 6, à Lyon (Espace Tony-Garnier) le 6, à Tou-

louse le 7 ; *Gün Club*, à Orléans le 1^{er} novembre, à Bordeaux le 3, à Toulouse le 5, à Grenoble le 7 ; *Telephone*, le 2 à Brest, le 3 à Lorient, le 5 à Nancy, le 7 à Strasbourg ; *Kiss*, le 5 à Paris-Zénith.

JAZZ

Festival de Paris

Le 5^e Festival de Jazz de Paris rend hommage à Grappelli pour le cinquantième anniversaire du *Quintette du Hot Club de France*. Soirée des violonistes : Dominique Pifarély dans le septuor d'Eddie Louie au Théâtre de la Ville à 18 h 30, et Didier Lockwood au TMP à 20 h 30, comme Grappelli (31 octobre). Le Festival se poursuit jusqu'au 6 novembre (boumages au cinquantième de la revue *Jazz Hot* et au trentenaire de la revue *Jazz Magazine*). En apothéose, Gil Evans, Bobby McFerrin et Miles Davis au Centre de Bercy. Entre ces deux dates, piano pour le 1^{er} novembre (Miche Petrucciari et Cecil Taylor), Claude Bolling et Lavelle à la Maison de Radio-France (le 2), orchestres de l'Union européenne de radiodiffusion les 3 et 4, une nuit du traditionnel à la mairie du V^e arrondissement, des créations au Studio 104 (le 5).

DANSE

Lucinda Childs à l'Opéra de Paris

La chorégraphe américaine abandonne la musique répétitive et les baskets pour le support d'une partition classique structurée (Chostakovitch), et l'usage des chaussons à pointes. Avec *Premier*

orage, *Icare*, solo de Serge Lifar, et *le Sacre du printemps* de Béjart.

Dominique Bagouet au Théâtre de Paris

Créé cet été à Montpellier, *Désert d'amour* marque une évolution dans le style de Bagouet. Le chorégraphe peaufine son langage et sollicite la musique classique pour tester la solidité du geste contemporain.

EXPOSITIONS

Kandinsky au Centre Georges-Pompidou

Une rétrospective qui couvre les quatre grandes étapes de l'œuvre : Munich, Moscou, le Bauhaus, Paris. On a quarantaine de prêts extérieurs s'ajoutent aux œuvres tirées du fonds du Musée national d'art moderne. Grâce aux dons (en 1966 et 1976) et au legs (1981) de Nina Kandinsky, ce fonds est riche, particulièrement en œuvres graphiques et documents susceptibles de compléter la connaissance de l'œuvre, d'éclairer sous un jour nouveau le personnage de Kandinsky.

ET AUSSI : Watteau et le Douanier Rousseau, au Grand Palais. *Symboles et réalités : la peinture allemande 1848-1905*, au Petit Palais. *Diderot et l'art de Boucher à David*, à l'hôtel de la Monnaie. *L'affiche d'opéra*, au musée-galerie de la SEITA. *Les tarot*, à la Bibliothèque nationale. *Bertini*, à la Fondation nationale des arts graphiques et plastiques. *Autour de Michel Ragon*, au Paris Art Center.

MAISON DU DANEMARK, 142, Champs-Élysées - M^e Étoile
LIGNE D'AZUR
RELIEFS ET SCULPTURES DE
KIRSTEN LOCKENWITZ
Tous les jours de 13 h à 19 h. Dim. et fêtes de 15 h à 19 h.
Du 24 OCTOBRE au 28 NOVEMBRE - Entrée libre

40 ans après, les acteurs témoignent...
LES P.T.T. DANS LA RÉSISTANCE
Exposition du 19 octobre au 24 novembre 1984
MUSÉE DE LA POSTE
34 boulevard de Vaugirard Paris 15^{ème}
Tous les jours sauf dimanches et fêtes de 10 h à 17 h
MP

COACH
Le 1875 - Coach Dobby Bag
Souples et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain - c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.
Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.
Galerie Coach Bag
23 Rue Jacob, Paris 6^e
326.29.17

COORDINATEUR COMPLICE.

Pour créer, apprendre, ou jouer, le VG 5000 Philips sera le complice de vos passions ; il vous fera entrer dans le monde fascinant de la micro-informatique.

VG 5000

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES :

- MÉMOIRE VIVE 24 K RAM EXTENSIBLE À 56 K (DÉBUT 1985)
- MÉMOIRE MORTE 18 K ROM (BASIC MICROSOFT®)
- 81 FONCTIONS BASIC DONT 33 PRÉ-PROGRAMMÉES
- CLAVIER TYPE "MINITEL" 63 TOUCHES, 3 MODES
- DÉFINITION IMAGE : 80 000 POINTS, 8 COULEURS
- SYNTHÉTISEUR DE SON 4 OCTAVES

PHILIPS

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (277-11-12). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MNAM

Visites animations régulières, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h : le samedi, à 11 h, entrée du musée (roisième étage) : lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

KANDINSKY. Jusqu'au 28 janvier. ENRICHISSEMENTS DU CABINET D'ART GRAFIQUE. De Matisse à nos jours. Jusqu'au 7 janvier.

UN APERÇU DES COLLECTIONS DE PHOTOGRAPHIES DU Musée national d'art moderne. Jusqu'au 11 novembre.

PATRICK BAILEY-MAITRE-GRAND. Salon photo. Jusqu'au 16 décembre.

CCI

DECHETS : Post d'accueillir les restes. Jusqu'au 21 janvier.

IMAGES A LA PAGE. L'illustration de l'album en France 1984-1984. Jusqu'au 7 janvier.

FÉLIX LORNOUX. Entre Grandville et Walt Disney, un précurseur. Jusqu'au 7 janvier.

UN MONDE DESPARI. Photographies de Remon Visser. Jusqu'au 19 novembre.

IMAGES ET SONS. Bibliothèque des enfants, pièces. Jusqu'au 17 décembre.

INITIATIVES CULTURELLES DE FEMMES. Jusqu'au 30 novembre.

OBJETS EN DÉRIVE. Atelier des enfants. Sauf dim., de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 31 janvier.

Musées

LE DOUANIER ROUSSEAU. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (261-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 16 F ; samedi : 12 F (gratuite le 3 décembre). Jusqu'au 7 janvier.

WATTEAU. 1684-1721. Grand Palais, entrée place Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 20 F ; samedi : 15 F (gratuite le 13 décembre). Jusqu'au 26 janvier.

SALON D'AUTOMNE. 1891-1953. Grand Palais, porte H (359-46-07). T.J. de 10 h 30 à 18 h 30. Du 1^{er} au 25 novembre.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Pages d'album. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (256-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 6 janvier.

SYMBOLISME ET RÉALITÉ. La peinture allemande 1848-1945. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (263-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 13 janvier.

LA RUE SAINT-DOMINIQUE : Histoire et aménagements. Musée Rodin, 77, rue de Valenciennes (235-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 11 h 30 et de 14 heures à 16 h 45. Jusqu'au 20 décembre.

MONTMARTRE. Des origines à nos jours. Musée de Montmartre, 12, rue Curmer (260-61-12). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 décembre.

ART ET CIVILISATIONS DES PEUPLES DE LA PRÉHISTOIRE. Musée du Trocadéro (272-35-74). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 décembre.

LA FRANCE QUE JE CONNAIS. Musée de l'Homme (voir ci-dessus).

L'ARCHITECTURE ET L'EAU. Musée des monuments français, palais de Chaillot, avenue du Trocadéro (272-35-74). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 30 décembre.

LE CIRQUE ET LE JOUEUR. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 28 janvier.

DIDEROT ET L'ART DE BOUCHER. A. DAVID : les Salons 1789-1791. Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti (329-12-50). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 7 janvier.

TABOY. Jeu et image. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). T.J., de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 janvier.

LAUCIEN CLEBURG. Retrospective. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 7 janvier.

COLLECTIONS DE PHOTOGRAPHIES : Accrochage n° 1 (Bosch, Bruegel, Carlier-Bresson, Charbonnier, Doleman, Kertess). Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

JACQUELINE DUBOIS : ROBERT FILLOU : MERET OPPENHEIM. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 9 décembre.

LA FÊTE DES MORTS AU MEXIQUE

Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 16 décembre.

PHOTOGRAPHIE SUISSE DES ORIGINES A NOS JOURS. Pavillon des arts, 101, rue de Valenciennes (233-42-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 18 novembre.

39 ANS DE PHOTOGRAPHIE. PIERRE-PAUL RUSSEAU. Musée de la Photographie, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 21 janvier.

L'ARTISTE POPULAIRE. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sureau (555-91-50). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

LUTÈCE-PARIS DE CÉSAR A CLOVIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 31 décembre.

LA RUE SAINT-DOMINIQUE : Histoire et aménagements. Musée Rodin, 77, rue de Valenciennes (235-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 11 h 30 et de 14 heures à 16 h 45. Jusqu'au 20 décembre.

MONTMARTRE. Des origines à nos jours. Musée de Montmartre, 12, rue Curmer (260-61-12). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 décembre.

ART ET CIVILISATIONS DES PEUPLES DE LA PRÉHISTOIRE. Musée du Trocadéro (272-35-74). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 décembre.

LA FRANCE QUE JE CONNAIS. Musée de l'Homme (voir ci-dessus).

L'ARCHITECTURE ET L'EAU. Musée des monuments français, palais de Chaillot, avenue du Trocadéro (272-35-74). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 30 décembre.

LE CIRQUE ET LE JOUEUR. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 28 janvier.

DIDEROT ET L'ART DE BOUCHER. A. DAVID : les Salons 1789-1791. Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti (329-12-50). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 7 janvier.

TABOY. Jeu et image. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). T.J., de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 janvier.

LAUCIEN CLEBURG. Retrospective. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 7 janvier.

COLLECTIONS DE PHOTOGRAPHIES : Accrochage n° 1 (Bosch, Bruegel, Carlier-Bresson, Charbonnier, Doleman, Kertess). Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

JACQUELINE DUBOIS : ROBERT FILLOU : MERET OPPENHEIM. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 9 décembre.

En province

ALENÇON. Peintures sur la dentelle. Musée des beaux-arts et de la dentelle, rue Charles-Audry (266-61-23). Jusqu'au 16 décembre.

ANGERS. Champs d'histoire : Delfin, Habor, Karavan, Kowalski, François-Lafayette, Pierre-Marie Ziegler. Où sont les fondations d'antan ? Maison de la culture, 2, place Léon-Croquet (91-63-16). Jusqu'au 10 novembre.

ANGERS. Œuvres contemporaines américaines. Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée (18-64-65). Jusqu'au 23 novembre.

ANGOUËME. Entre architecture et sculpture : Paul Abadie, architecte 1812-1884. Musée municipal, 1, rue Friedland (95-07-69). Jusqu'au 13 janvier.

AUBUSSON. Histoire d'une tapisserie (ou de la rencontre du caillou et des carreaux). Musée départemental de la Tapisserie, avenue des Lissiers (66-54-06). Jusqu'au 2 décembre.

AUTUN. Le 2^e salon au musée Rodin. Musée Rodin, 3, rue de Buci (52-09-76). Jusqu'au 25 novembre.

AVIGNON. Jean Vau et les peintres. Maison Jean-Vau, 8, rue de Mons (86-59-64). Novembre.

BAR-LE-DUC. Traces et empreintes. Musée, esplanade du château (76-14-07). Novembre.

BEAUVAIS. Jacques Gruber maître verrier, 1870-1936. Musée départemental de l'Yonne, ancien palais épiscopal (23-43-40). Jusqu'au 2 décembre. - Francis Wilson. Travaux récents. Galerie nationale de la Tapisserie, rue Saint-Pierre (448-26-51). Jusqu'au 14 janvier.

BORDEAUX. Alexandre Delav. Peintures 1951-1984. California Sculpture Show, Cape, entrée Saint-Louis, rue Foy (44-16-55). Jusqu'au 18 novembre.

CAEN. Christian Boffin. Peintures. Théâtre municipal.

CASES-DE-PENE. Bordier-Demay-Thalman : Années de l'abstraction. Château de Cases. Jusqu'au 15 novembre.

CHOLET. Navigation et émigration des Vikings. Musée des arts, 45, avenue Gambetta (62-41-40). Jusqu'au 2 décembre.

CHOLET. Dany : Œuvres. Château-musée, rue des Châtaux (84-19-76). Jusqu'au 31 décembre.

CHOLET. Vieux-Héris et la photographie. Musée des beaux-arts, 10, rue de la Chapelle (30-31-11). Jusqu'au 7 janvier. Dijon va par Victor-Hugo. Musée Perrin de Pyramont, 17, rue Salin-Auge (53-65-91). Jusqu'au 7 janvier.

DOLE. Philippe Lagrange : Savoir faire sans parler. Musée, 85, rue des Arbres (72-27-72). Jusqu'au 23 décembre.

DUNKERQUE. Bernard Turlin. Musée d'art contemporain, avenue des Bains (65-21-65). Jusqu'au 19 novembre.

GRENOBLE. Toulouze-Kanton, Delaunay, Peintures. Océan, Musée Sanguet. Peintures. Maison de la Culture. Jusqu'au 20 décembre.

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau. Musée, 60, promenade du Nord-Est, 10, rue de l'Écluse (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Louis Carrière. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pierre (41-37-77).

8 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
6-7-16-21 NOVEMBRE 4-12-19-27 DÉCEMBRE

BECKETT
OH LES BEAUX JOURS
MADEIRNE RENAUD/GÉRAUD LORIN/DÉCOR MATIAS

EN ALTERNANCE
CENTENAIRE

VICTOR HUGO
ANGELO, TYRAN DE PADOUE
MARGUERITE DURAS
SAVANNAH BAY

PETIT ROND-POINT
15 NOVEMBRE-15 DÉCEMBRE

BECKETT
COMPAGNIE
PIERRE DUX/MISE EN SCÈNE PIERRE CHABERT

CIE RENAUD-BARRAULT - THÉÂTRE DU ROND-POINT
AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT - LOCATION 256.70.80

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

LE POTAGER DES HALLES 294-83-30
15, rue du Cygne, 1^{er}

VISHNOU 297-56-54
Angle rue Volney et rue Daumesnil, 2^e

CHEZ DIEP 256-23-96
22, rue de Fontenay, 8^e F. sam. et dim.

PAGODA T.L.J. - 874-81-48
50, rue de Provence, 9^e

AUR DE BIQUEWIER 770-62-39
12, rue du Fbg-Montmartre, 9^e T.L.J.

AU PETIT RICHELIEU 770-68-68
25, rue de la Folie, 9^e F. dim.

LE LOUIS XIV 208-56-54/200-19-90
8, bd St-Denis, 10^e F. dim. et mardi

PALEIS DU TROCADÉRO 727-02-02
7, avenue d'Eylau, 16^e Tous les jours

LE GUILLAUME TELL 622-28-72
111, av. de Villiers, 17^e F. sam. et dim.

EL PICADOR 387-28-87
80, bd des Batignolles, 17^e F. dim. et mardi

LE SAINT-SIMON 380-88-68
116, bd. Perceval, 17^e F. sam. midi, dim.

CHEZ GEORGES 574-31-00
273, bd Perceval

AU FOULBOT GOURMET 606-96-00
39, rue Lamartine, 18^e Tous les jours

RIVE GAUCHE

AUBERGE DES DEUX SIGNES F. dim.
46, rue Galande, 5^e 325-46-56/325-00-46

CHEZ FRANÇOISE 705-49-03
Avenue des Invalides, 7^e F. dim. soir et lundi

LE MAHARAJAH 325

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

VIE ET MORT D'ARLEQUIN: Espace Kiron (373-50-25), 20 h 30 (5).

LE JEU DU HASARD: Grand-Hall Montorgueil (296-04-06), 20 h 30 (5).

LA FIGURANTE DE L'OPERA: Ile Saint-Louis (633-48-45), 20 h 30 (5).

L'ÉCOLE DES FEMMES: Champigny, CC Gérard-Philippe (880-90-00), 21 h (5).

OTHELLO: TEP (364-80-80), 20 h 30 (6).

L'ILLUSION: Odéon-Théâtre de l'Europe (325-70-32), 20 h 30 (6).

PROFOND PARE: Quel de la Gare (585-88-88), 20 h 30 (6).

LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD: Saint-Denis, TGP (243-00-59), 20 h 30 (6).

YALTA: Antony, Pimlin-Gaudier (666-02-74), 21 h (6).

HORS PAYS

LYON: Le temps se couvra, de Jacques Félouat, au Théâtre de la Tête d'Or (7) (862-96-73), du 5 au 25 novembre.

BRUXELLES: Le Caricaturiste, mise en scène de Michel Demotz au Théâtre Varia (322-217-88-04) du 2 au 12 novembre.

Les salles subventionnées

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.

OPERA (742-57-50), vend., mar., 19 h 30, sam., 14 h 30 et 20 h 30; Ballets (Premier opéra, Le Sacre du printemps).

SALLE FAVART (296-06-11), ven., 19 h 30; l'Étoile; lun., 19 h 30; Le Mariage secret.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), mar., sam., 20 h 30; Ivanov; jeu., 14 h 30, dim., 20 h 30; la Critique de l'école des femmes; l'École des femmes; jeu., lun., 20 h 30; le Misanthrope; Ven., 20 h 30, dim., 14 h 30; les Corbeaux.

CHAILLLOT (727-61-15), Grand Foyer, répét., - Grand Théâtre, répét., - Théâtre Gérard-Philippe, mar., jeu., (dér.), 20 h 30; Comme il vous plaira.

PIETIT ODÉON, Théâtre de l'Europe (325-70-32) (L), 18 h 30; le Mal du pays.

RENAUDOUR (277-12-33) (mar.), - Début: le 5, à 21 h; M. Fardoulle-Lagrange, - Concerts symphoniques: le 3, à 18 h; Trio Lézard-Bolzano-Roth (nouvelle musique improvisée), - Chant: le 1, 2, 3, 4 et 5; nouveaux films RPI: 13 h; Hara taria, de M. Pierrat; Encyclopédie audiovisuelle du cinéma, 16 h; R. Clair, 19 h; Jacques Becker, de C.J. Philippe; les 1, 2, 3, 4, de 15 h à 17 h 30; Calderon, de P.P. Pasolini, versions de G. Preubner et de M. Jancop (mise en scène L. Ronconi), - Théâtre/dance: les 31 oct., 2 et 3 nov., à 20 h 30 des 1^{er} et 4 nov., à 16 h; Amado miró, de G. Fiori; le 5, à 20 h 30; Uccellacci, Uccellini, par la Collective di Parma.

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE BERRIAU (208-77-71) (D, soir, L), 20 h 30, dim., 15 h: le Sablier.

ARCAN (338-19-70) (D, soir, L), 20 h 30, dim., 18 h; Michel-Ange (dér. le 4).

ARTISTE-ATHÉNAIS (379-06-18) (D, soir, L), 20 h 30, dim., 16 h 30; la Ville marine.

ARCS-HÉBERTOT (387-23-23), les 31, 2 à 21 h; le Mariage de Figaro; le 31 à 15 h; Don Juan; le 2 à 18 h 30; Vilma; le 3 à 21 h; le 4 à 15 h; Moi; le 5 à 21 h; le 6 à 15 h et 21 h; Monsieur Vert.

ATALANTE (606-11-90) (D), 20 h 30: Sang d'orange.

ATELIER (606-49-24) (D, soir, L), 21 h, dim., 15 h; la Dame de mort.

ATHÉNÉE (742-57-77) salle L.-Jouvet, mar., ven., 20 h 30; sam., dim., 15 h 30: l'Œuvre, le vrai. - Salle Ch. Bernier, mar., ven., 18 h 30; jeu., ven., sam., 20 h 30; le Dérèglement d'Alcibiade.

BASTILLE (357-42-14) (D, L), 19 h 45, sam., 17 h: les Escaliers du Sacré-Cœur (voir aussi Festival d'automne).

BOUFFES DU NORD (239-34-30) (D, L), 20 h 30, dim., 15 h: Don Juan.

BOUFFES PARISIENS (296-00-34) (D, soir, L), 21 h, dim., 15 h 30; la Salle à manger.

BOUVAUD et POTINIERE (261-44-16) (D, L), 21 h, sam., 18 h: Théâtre de Bouvaud.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (328-36-36), L. l'Œuvre; jeu., mar., 20 h; Agamemnon, mar., ven., 20 h; les Châliques et les Éuménides, sam., 17 h, dim., 15 h; Indigène, II. (D, soir, L), 20 h 45, dim., 16 h: la Surprise de l'Amour. - Rép. de Bala (808-39-74), mar., jeu., sam., 20 h; l'Épave sur la comédie, jeu., sam., 20 h; le Prince travesti. - Th. de l'Aspic (374-99-61), (D, L, soir, L), 20 h 30, dim., 16 h: l'Œuvre - L'école est un aveugle.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Grand Théâtre, (D, L, mar.) 20 h 30; Cornelle, Galdier, (D, L), 20 h 30; la Galerie du Palais, La Rampe, (D, L), 20 h 30; Lucien Bloy.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), (Mar., D, soir) 21 h, sam., 17 h 30, dim., 15 h 30 et le 1^{er} excepté, 15 h 30; Ravens domini à l'Église.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82) (D, soir, L), 20 h 45, sam., 17 h et 20 h 45, dim., 15 h 30; Léonide.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D, soir, L), 20 h 45, dim., 15 h 30; Mises en scène de J. L. (D, L, soir, L), 19 h, dim., 17 h 30; le Journal de Jules Renard.

DÉCHARGEURS (236-00-02) (D), 19 h: le Propos (dér. le 3); 21 h: le Mier blanc (dér. le 4).

DIX HEURES (606-07-40) (D), 21 h: Embrasse-moi ou je tire; 22 h: Pire pas, c'est de la politique; II. (D, L), 20 h 30: Au secours papa, maman veut me marier.

EDOUARD-VII (742-57-49) (D, soir, L), 20 h 30, sam., 18 h et 21 h 30, dim., 15 h: Déjà.

ESPACE KIRON (373-50-25) (D), 20 h 30: Don Juan aux enfers (dér. le 3).

ESPACE MARAIS (584-09-31) (L), 18 h: Piques.

ESSAON (278-46-42) (L) (D, L), 12 h 30: Pour trancher de comtes; 19 h: Mary contre Mary; 20 h 45: la Couronne de fer; 22 h 15: On n'a pas le temps, II. (D, L), 21 h: le Journal de Marie Belkhirouf, (dér. le 3).

FONDACTION DEUTSCHE DE LA MEURTRE (237-41-56) (D, L, Mar), 21 h: la Dernière répétition de l'œuvre de Virginia Woolf.

FONTAINE (874-74-40) (D), 20 h 15: les Trois Jeanne; 22 h, sam., 17 h 30: Rion-Pouchain (dér. le 3).

GAYE-MONTFARNASSE (322-16-18) (D, soir, L), 20 h 45, dim., 14 h 30 et 18 h 30: Grand-Père.

GALERIE 55 (326-63-51) (D, L), 20 h 30: Édouard Ritz (version anglaise).

HUCHETTE (326-38-99) (D), 19 h 30: la Chantrelle chère; 20 h 30: Léon; 21 h 30: Offenbach, tu connais?

JARDIN D'HIVER (255-74-40) (D, L), 21 h: Noces.

LUCERNAIRE (544-57-34) (D, L), 18 h 30: Loin du grenier; 20 h 15: Ubu esclave; 22 h: Un certain monsieur. - II. 18 h 30: la Femme fauve; 20 h 30: Pour Thomas; 22 h 30: Du côté de chez Colette. Petite salle, 18 h 15: le Sang des fleurs (dér. le 3); 22 h 30: le Scandale rendez-vous.

LYS-MONTFARNASSE (327-86-61) (L, D, soir) 20 h, dim., 17 h: l'École des filles; (L, D), 22 h 30: Waiting for the Sun on le Nef des fous.

MADELINE (265-07-09) (D, soir, L),

20 h 45, sam., 17 h, dim., 15 h: Un otage.

MANUFACTURE (722-09-58) (D, L), 20 h 30: les Nuits difficiles.

MARIE-STUART (508-17-80) (D, L), mar., ven., 20 h 30; mer., sam., jeu., 22 h: Savage/Love; mar., ven., 22 h; mer., jeu., sam., 20 h 15: Angel City.

MARIGNY (256-04-41) (D, soir, L), 20 h 30, dim., 14 h 15 et 18 h 30; Napoléon, Salle Colbert (225-20-74), 21 h: le Don d'Adèle (dér. le 31).

MATHURINS (265-90-00) (L), 20 h 45, sam., 18 h: la Dernière Classe (dér. le 3); Petite salle, (D, soir, L), 21 h, dim., 15 h 45: Antonine à la prime marche.

MICHEL (265-35-02) (L), 21 h 15, sam., 18 h 30 et 21 h 30: On dînait au lit.

MICRODÈRE (742-95-22) (D, soir) 21 h, dim., 15 h 30: J'ai deux mots à vous dire (dér. le 4).

MOGADOR (285-28-80) (D, soir, L), 20 h 30, sam., 21 h, mer., 14 h 30, sam., et dim., 16 h 30: Cyrano de Bergerac.

MONTFARNASSE (320-89-90), Grande salle, (D, soir, L), 21 h, dim., 16 h: Duo pour une soirée. Petite salle, (D, soir, L), 21 h, dim., 16 h: la Carte de tendre.

MOUFFETARD (329-21-75) (D, soir) 20 h 45, dim., 15 h 30: la Femme de paille (dér. le 4).

NOUVEAUTES (778-52-76) (D, soir, L), 20 h 30, dim., 15 h 30: l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52) (D, soir, L), 20 h 30, dim., 15 h: Sarah et le col de la langouste.

PALAS-ROYAL (297-59-81) (D, soir, L), 20 h 45, sam., 18 h 45 et 21 h 30, dim., 15 h 30: le Dindon.

POCHE (548-92-77) (L) 31 et D, soir, L), 20 h, dim., 17 h: Garde-morte cet après-midi; 21 h, dim., 15 h: le Palais de l'Amour (dér. le 3); 31: Miroir.

POINT VIRGULE (278-67-03) (D), 18 h: Noces.

PORT SAINT-MARTIN (607-37-53) (D, soir, L), 20 h, dim., 14 h 30: Kean.

SAINT-GEORGES (878-63-67) (D, L), 20 h 45, sam., 19 h et 21 h 30: On m'appelle Emile.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82) (D, soir, L), 20 h 45, dim., 15 h 30: De si tendres larmes.

TEMPLE (303-76-49) (D, L), 20 h 30: la Vie d'artiste.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (276-10-79) (L), jeu., ven., sam., 20 h 30, dim., 15 h: Vérités de devoir; mer., dim., 18 h 30, lun., mar., 20 h 30: l'École des jours, II. mer., jeu., ven., sam., 20 h 30: Huis clos, III. mer., 20 h 30, jeu., ven., sam., 22 h, dim., 17 h: L'œuvre d'Émile.

THÉÂTRE D'ÉDGAR (322-11-02) (D), 20 h 15: les Babes-rouges; 22 h, sam., 22 h et 23 h 30: Nous on fait ce qu'on nous dit de faire.

THÉÂTRE 13 (589-16-30) (D, soir, L, mar.), 20 h 30, dim., 15 h: Gaietés américaines.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, les 1^{er}, 2, 3, à 20 h 30; le 4 à 15 h: Angelo, tyran de Padoue; le 6 à 20 h 30: Orléans les beaux jours.

THÉÂTRE DE L'UNION (246-20-83) (D, soir, L), 20 h 45, dim., 16 h 30: Dis à la lune qu'elle vienne.

THÉÂTRE DU TEMPS (335-10-88) (D, L), 21 h: l'Ystéra.

VARIÉTÉS (333-09-09) (D, soir, L), 20 h 30, sam., 18 h et 21 h 15, dim., 15 h 30: les Temps difficiles.

VINAIGRIERS (245-45-54), ven., sam., 20 h 30, dim., 15 h: Bénédictine.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (378-44-45), 21 h, dim., 15 h 30: La gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26) (mar.), 21 h, dim., 15 h 30: Les zéros sont fatigués.

En région parisienne

ASNIÈRES, CCA (790-43-13), le 6 à 20 h 45: Sketch Frites.

BAGNEUX, Th. V.-Hugue (663-10-54), jeu., ven., sam., 20 h 30, dim., 15 h: Courtes S.

BOZONS, CAC (982-20-38), le 3 à 21 h, le 4 à 15 h: la Double Inconnue.

BOULOGNE-BELLANCOURT, TBS (603-60-44) (D, soir, L), 20 h 30, dim., 15 h 30: Vêtu ceux qui sont nus.

BRÉTIGNY, CCC (084-38-68), le 6 à 21 h: P. Desproges.

CERGY-PONTOISE, Écoles des sciences économiques et commerciales, le 6 à 20 h 30: Orchestre de chambre Montclair; dir. Ph. Hay (Raspigny, Pergolesi, Mozart...).

CHATELAIN, CCC (657-32-11), le 6 à 16 h: la Tempête.

CHOISY, Th. P.-Elmer (890-89-79), le 3 à 20 h 30: Uneh.

COLOMBES, Théâtre (782-42-70), le 1^{er} à 20 h 30: Vendetta Mathieu Dance Expression.

CRÉTEIL, Maison des Arts André-Malraux (899-94-50) (L, D, soir, L), 20 h 30, dim., 15 h 30: Hymne (à partir de 6).

MONTREUIL, salle R.-Vigne (857-96-81), les 2, 3, 5, 6 à 21 h; le 4 à 16 h: Adam et Eve. - Salle Berthelot, (857-96-81), le 3 à 21 h: Dialogue aux enfers; le 4 à 18 h; les 5, 6 à 21 h: Cretosendo.

NANTERRE, Th. des Américains (721-18-81), les 2, 3, 6 à 20 h 30; le 4 à 17 h: Lucio Silla.

PAVILLONS-SOUS-BOIS, Espace des Arts (849-10-30), le 6 à 20 h 30: Grand ballet de Tahiti.

VERSAILLES, Théâtre Montcaumon (950-71-18), le 6 à 21 h: C'est animal étrange.

VINCENNES, Chor. IVT (365-63-63) (D, soir, L, Mar), 21 h; dim., 16 h: Edouard.

Festival théâtral de la vallée de Montmorency

ENGHIEN, Th. du Casino (412-85-89), le 3 à 21 h: les Bionnes.

MONTMORENCY, TBS (964-44-31), le 4 à 16 h: Cérémonie.

SANNOIS, Th. Cymose (981-80-35), le 3 à 21 h: Être ou ne pas être.

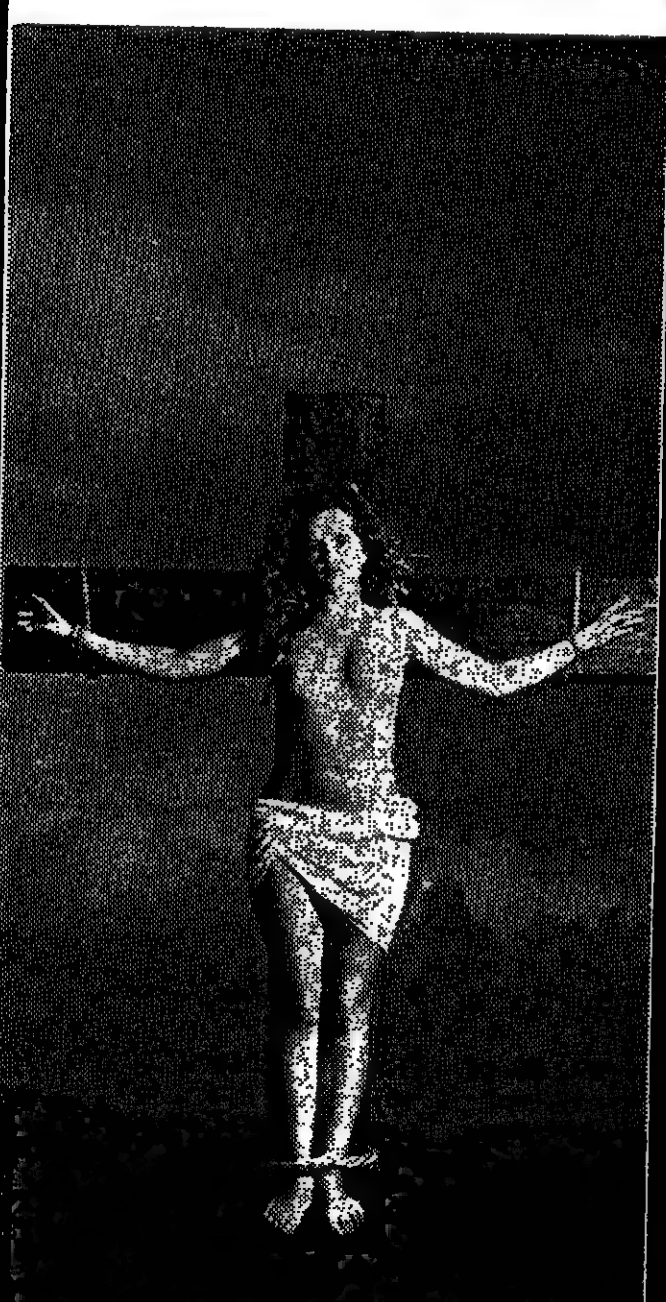
TAVERNY, salle des fêtes (995-57-83), le 31 à 15 h: la Légende de la mort; les 2, 3 à 21 h: les Chaises.

VILLIERS-LE-BEL, sous chapiteau (990-54-86), le 31 à 21 h: Fables de La Fontaine.

GEORGE V - GAUMONT COLISÉE - GAUMONT BERLITZ
LUMIÈRE MAXEVELLE - FORUM HALLES - QUINTE PATHE
STUDIO CULAS - OLYMPIC ENTREPOIT - 7 PARNASSIENS
UGC CONVENTION - UGC GARE DE LYON - PARAMOUNT ORLÉANS
LES IMAGES

une production IRENE SILBERMAN

AVE MARIA



avec ANNA KARINA / FEDOR ATKINE / ISABELLE PASCO / PASCALIE OGIER
DORA DOLL / BERNARD FREYD / PHILIPPE CASTELLI
BALTAZAR CLEMENTI

AVIS

Par ordonnance du référé en date du 23 octobre 1984, à la requête de l'association Saint Pie X, ce visuel a été interdit pour l'affichage

EDEN THÉÂTRE
(École d'acteurs)
FORMATION, DÉBUTANTS, ENTRAÎNEMENT, PROFESSIONNELS
Renseignements de 19 h à 20 h 30
356-64-37

FESTIVAL DE FOLIE DOUCE INTERNATIONALE

25 OCT./25 NOV.

LACOMBE-ASSEVIN
Bertrand CRIMET
Philippe MINELLA
Myriam MEJERES
Fabien KACHEV
Jocel OLIVIER
DE NIEUWE SNAAR
TRIBOULET
MARGUERITE
François MOREL
Marina RODRIGUEZ TOPE
LE QUATUOR
T.S.F.
LES PICHONS
Xavier LACOUTURE
MARTIN
Vincent
Gérard ESTIEN
JULIE BASTIEN
VIDEO

PARC DE LA VILLETTE

241.32.93

LE TUEUR ÉTAIT PRESQUE PARFAIT...

THE HIT

JOHN HURT • TIM ROTH
LAURA DEL SOL • TERENCE STAMP
BILLY HUNTER • FERNANDO REY
Produit par JERRY BRUCKHEIMER
Réalisé par JOHN DAHL

مكتبة النور

COMMUNICATION CARNET

A VOIR

Afrique perdante Afrique perdue

La grille du Camp Boiro, à Conakry, s'entrouvre, le temps de voir défiler les cellules de la «dite noire» — pour condamnés à mourir de faim — et d'entendre les récits, surréalistes, de survivants de la terreur vécue par Sékou Touré. A Boiro, la légende était censée inciter le «vétéran du ministre» qui présidait les séances de torture, sans garantie de survie.

Une jeune Africaine raconte ensuite sa première rencontre, en vingt ans, avec son père, Nelson Mandela, ambassadeur à vie en Afrique du Sud. «Il a été mon bébé, il l'a gardé dans ses bras.» Puis, trois «bandits armés» — l'un âgé de quatorze ans seulement — confessent leurs crimes devant une foule plutôt rigolarde, quelque part au Mozambique. Ils disparaissent ensuite dans un

furgon cellulaire, et l'histoire ne dit pas le verdict «populaire»... Trois courts séquences, qui parlent d'elles-mêmes, pour un dossier qu'on pourrait intituler Afrique perdante et perdue. Sékou Touré n'était pas fou, seulement sadique. Après la désobéissance passive, Mandela a fini par prêter le sabotage face à l'arrogance tranquille du Blanc.

Vingt ans de guerres ont fait du Mozambique un univers brutal, sans pitié. Résistants ou rebelles, vainqueurs de demain et vaincus d'aujourd'hui, disent, devant la caméra, la misère de ce continent noir que l'Europe a plongé dans la vingtième siècle avant de l'y larguer sans amarrage.

JEAN-CLAUDE POMONTI.
★ Magazine «Résistances», Antenne 2, jeudi 1^{er} novembre, 21 h 30.

Moon en Uruguay

Sun Myung Moon est en prison, mais ses affaires marchent bien. Avant, et sans doute en prévision des ennuis qu'il a connus avec le fisc américain, et pour lesquels il purge actuellement une peine de dix-huit mois, le messie coréen avait décidé de mettre une partie de ses actifs multinationaux à l'abri des regards indiscrets, en jetant son dévolu sur une petite dictature d'Amérique latine, l'Uruguay.

Avec la complicité du régime militaire et des milieux financiers à l'investi des capitaux très importants dans ce pays par le truchement d'une association politique anticommuniste, «Causa», qu'il avait créée aux Etats-Unis en 1980. Après avoir racheté à l'Etat le plus grand hôtel de Montevideo, la Victoria Plaza, pour 80 millions de francs, lancé un quotidien, l'Urbano Noticias, et une station de radio, le secte a pris le contrôle de la troisième banque du pays, la Banque de crédit, acquise la plus grande maison d'édition, Editorial Polo, qui imprime 80 % des journaux uruguayens, un restaurant, une usine d'emballage de viande...

Beaucoup de gens ignorent les liens entre le secte Moon et l'Internationale anticommuniste «Causa» qui a cent cinquante antennes à travers le monde, et ne savent pas que son directeur,

le colonel Bo Hi Pak, ancien dirigeant de la CIA coréenne, est aussi le bras droit (voire le véritable patron) de Moon. C'est pourquoi le reportage de Jean-François Boyer et Patricia Panigau, «Moon contre Marx», vient à son heure.

L'Uruguay vit ses derniers jours de dictature, puisque des élections auront lieu le 25 novembre, et Moon risque de perdre, les autorités militaires, ses meilleurs alliés. Mais, «Causa» ne se laissera pas décourager pour si peu et cherche déjà d'autres champs d'action. C'est ainsi qu'elle va lancer un magazine bimestriel en France, Politique et culture, dont le numéro zéro contient un dossier sur la révolution en Amérique latine et un article qui prend la défense de Moon.

«Causa» jouit du patronage de la droite anticommuniste en France, et de l'appui d'intellectuels comme Jacques Soustelle, Jean-François Revel, Jean Maril, Philippe Méfaut. Aussi, la publication imminente du rapport d'Alain Vivien sur les sectes en France renforcera-t-elle le débat sur l'influence occulte d'organisations qui, sous une couverture religieuse, sort des multinationales politiques.

ALAIN WOODROW.
★ L'Express, TF 1, jeudi 1^{er} novembre, 21 h 35.

● Radio-Solidarité contre «Le Monde». — La radio locale privée parisienne Radio-Solidarité («la voix de l'opposition») a décidé de faire appel du jugement de la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, qui l'a récemment déboute de son procès en diffamation contre le Monde (défendu par M^{re} Yves Baudelot), pour un article d'Amick Cojean (le Monde du 27 octobre).

SPORTS

M. JEAN-CLAUDE PERRIN ROMPT AVEC LE DIRECTEUR TECHNIQUE DE L'ATHLETISME

La direction des sports du ministère de la jeunesse et des sports a reçu, le 29 octobre, le projet d'encadrement technique de la Fédération française d'athlétisme présenté par M. Alain Godard pour être confirmé dans ses fonctions de directeur technique national (DTN). Dans ce document, l'entraîneur des perchistes, M. Jean-Claude Perrin (le Monde des 27 et 30 octobre) n'apparaît qu'à la troisième page avec pour tâche l'animation du centre de Colombes.

D'un sport à l'autre

● AUTOMOBILISME : retour de Jacques Laffite chez Ligier. — Après deux années chez Williams, le pilote français de formule 1 Jacques Laffite sera, en 1985, au volant d'une monoplace de l'écurie Guy Ligier aux côtés de l'italien Andrea de Cesaris. Agé bientôt de quarante et un ans, Laffite, qui est le doyen des pilotes de formule 1, avait déjà passé trois saisons chez le constructeur vichyssois, qui a de grandes ambitions pour 1985.

● AVIRON : nouvelles fonctions pour Bernard Bourandi. — Agé de quarante-huit ans, Bernard Bourandi, qui était directeur technique national de la Fédération française d'aviron depuis dix-sept ans, est chargé, à compter du 1^{er} décembre, d'une «mission pour le sport de haut niveau et pour les relations internationales» au ministère de la jeunesse et des sports. Son successeur à la Fédération d'aviron sera désigné le 10 février prochain.

● BASKET : Quatorze points d'attente pour Villeneuve. — L'ASVEL abordera le match retour du deuxième tour de la Coupe

de France du championnat de France, qui l'a récemment déboute de son procès en diffamation contre le Monde (défendu par M^{re} Yves Baudelot), pour un article d'Amick Cojean (le Monde du 27 octobre).

On précise au ministère que M. Jean-Claude Perrin gèrera le titre et la rémunération d'entraîneur national, même s'il ne se retrouve plus en première ligne. Il s'agit bien cependant d'une mise à l'écart de l'entraîneur du champion olympique Pierre Quinon, qui nous a déclaré : «De toutes les façons, je ne travaillerai pas avec quelqu'un qui a cherché à m'évincer. Il n'est pas possible, pour moi, de faire partie de son équipe.» — A. G.

● RUGBY : l'équipe de France pour affronter la Roumanie. — Pour le coup d'envoi de la saison internationale, qui aura lieu le 10 novembre à Bucarest, les sélectionneurs de la Fédération française de rugby ont composé autour du capitaine Philippe Dintrans une équipe expérimentée dans laquelle on note le retour, en troisième ligne, de Laurent Rodriguez et la titularisation, à trente ans, de Bernard Lavigne au poste d'ailier droit. L'équipe aura la composition suivante : 15 Blanco (Biarritz) ; 11 Lavigne (Agen) ; 12 Codorniu (Narbonne) ; 13 Sella (Agen) ; 14 Estève (Narbonne) ; 10 (o.) Lescarboura (Dax) ; 9 (m.) Gallon (Toulon) ; 6 Gratton (Agen) ; 8 Orso (Nice) ; 7 Rodriguez (Mont-de-Marsan) ; 4 Hager (Biarritz) ; 5 Condom (Le Boucau) ; 1 Dospital (Bayonne) ; 2 Dintrans (cap.) (Tarbes) ; 3 Garuet (Lourdes).

Mercredi 31 octobre

PREMIERE CHAINE : TF 1

20 h 35 Série : Dallas.
21 h 25 L'emprunte de la caméra. Emission de Thierry Nolla et Philippe Laik. Les risques d'un témoignage. Il y a seize ans, une femme de pasteur était interviewée. Elle parlait avec sérénité mais d'une manière peu courante alors, de sa foi, de la grâce, de ses trois fils (adolescents athlètes). L'émission avait fait scandale à l'époque. A-t-elle la suite ? Aujourd'hui, T. Nolla et P. Laik ont décidé de confronter cette femme aux deux réalisateurs d' alors. Tous ensemble s'affrontent, tentent de démanteler les fils des responsabilités, des complicités, des manipulations, des séductions. Un document exceptionnel. La première réflexion menée à ce jour sur la télévision sur ses pratiques et ses méthodes. On sait, gorge serrée — c'est violent — l'histoire d'une interview, son archéologie.
22 h 25 Branchés musique, 22 V'la le rock. Emission de Gilbert Foucaud. Avec David Bowie, les Rolling Stones, Inc. Dire Stratos, Bob Dylan...
23 h 10 Journal.
23 h 30 C'est à lire.
23 h 35 Cigognant.

DEUXIEME CHAINE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Messieurs les jurés. L'affaire Montagnac, réal. A. Michel. Avec H. Serre. Des vendanges détestables le cave d'un négociant en vins. Albert Montagnac contre-attaque avec trois de ses employés. Un homme est tué. Le procès qui suit permet de traiter la situation des viticulteurs du Languedoc-Roussillon face au Marché commun et aux problèmes de l'écologie.
22 h 40 Edition spéciale : N° 17583. En marge de l'affaire Abouchar (dont le numéro de carte de presse est 17593), la rédaction d'Antenne 2 propose une émission spéciale, en direct, sur le problème du droit à l'information et les difficultés rencontrées par les journalistes dans l'exercice de leur métier (de la guerre d'Algérie à celle des Malouines). En présence de

J. Abouchar, l'équipe évoquera l'Afghanistan (avec documents de la télévision soviétique et d'autres). Duplex des journalistes de différents pays.
23 h 40 Journal.
23 h 55 Bonsoir les clips.

TROISIEME CHAINE : FR 3

20 h 35 Téléfilm : Les Tilleuls de Lautenbach. de Bernard Saint-Jacques ; avec Mario Adorf, Lucas Biege, Thomas Castan. (Redif). Après la défaite de Sedan, l'armée française s'effondre. L'Alsace est annexée par l'Allemagne. Les nouveaux maîtres imposent un choix aux Alsaciens : rester et devenir allemands ou l'exil pour demeurer français. Une tragédie avec un oncle glouton, des fils des petits-fils fripons. Une fresque grandiose de l'Alsace écartelée, qui rappelle les bandes dessinées de Hansi. Très réussi.
22 h 20 Journal.
22 h 40 Vidéo à la chaîne.
22 h 45 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Humour-Humour : 17 h 10, Champ de vision : 17 h 30, Le club des gués : 17 h 50, Les moutons ; 18 h, Magazine du Rock : Rocking chair ; 18 h 55, Dessin animé : Inspector Gadget ; 19 h, Série : L'Age heureux ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout Pic.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Antipodes : 50 ans de vie culturelle aux Antilles.
21 h 30 Musiques : Pulsations, perspectives du XX^e siècle.
22 h 30 Nuits magiques : mi-temp.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : «la Perle», de Bailey, par les chœurs et l'Orchestre de Lyon, dir. C. Bardon, chef des chœurs B. Tenu.
23 h Les soirées de France-Musique : Verveine. Soirées de Vester, Schoenberg, Haydn, Fritsch ; à 1 h, Poissons d'or.

Jeudi 1^{er} novembre

PREMIERE CHAINE : TF 1

10 h 30 TF 1 Vision plus.
11 h 10 Mémor de la Tchernobyl à Lumbia.
12 h 10 Feuilles de la mer.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h 10 Journal.
13 h 45 A pleine vie.
17 h 5 Croque vacances. Dessin animé ; Ricochet ; Vétéros.
17 h 55 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 10 Le village dans les nuages.
18 h 30 Série : Danse avec moi. Feuilles de la mer.
18 h 15 Court métrage : le Bouton, de Claude Gribble.
18 h 40 Cocoricoocoooy.
20 h 30 Journal.
20 h 35 Série : Billie deus. D'André Rieu et Michel Berry. Avec P. Morisy. Pour Philippe, le voyage au bout de l'enfer est terminé. Il aime Florence et la veut. Il débarque à Paris après son expérience de voyou à Naples. La loque devient loop.

21 h 30 Information. Magazine de la rédaction proposé par Alain Denvers, Roger Pic, Maurice Albert, Jacques Decourcy. Uruguay : Moon contre Marx. Depuis quatre ans, la multinationale Moon met tous ses moyens à la disposition de la Causa, une internationale anticommuniste.
22 h 20 Dossier : 30^e anniversaire de l'insurrection algérienne. Emission de Paul-Marie de La Gorce, réal. F. Bonohet. Le 1^{er} novembre 1954, début des troubles en Algérie. Les préparatifs de l'insurrection avec neuf des dirigeants algériens qui ont pris la responsabilité de la déclencher. D'autres participants à l'insurrection diront ce que fut cette année, les conséquences de cet événement.
23 h 10 Journal.
23 h 20 C'est à lire.
23 h 25 Etoiles à la une. Présenté par F. Mitterrand. Cinéma : Ma chérie. Film de C. Dubreuil (1979), avec M.-C. Barrault, B. Bruno, H. Gills, N. Frémont, P. Delha. Une femme de trente-cinq ans, divorcée, vit seule avec sa fille adolescente. Rien que salement profondément, toutes deux recherchent leur liberté, leur indépendance. Etude intimiste et psychologique volontiers filmée dans la banalité du quotidien. La réalisatrice, à partir d'une relation affective, fait très bien comprendre certains sentiments féminins.

23 h 10 Journal.
23 h 20 C'est à lire.
23 h 25 Etoiles à la une. Présenté par F. Mitterrand. Cinéma : Ma chérie. Film de C. Dubreuil (1979), avec M.-C. Barrault, B. Bruno, H. Gills, N. Frémont, P. Delha. Une femme de trente-cinq ans, divorcée, vit seule avec sa fille adolescente. Rien que salement profondément, toutes deux recherchent leur liberté, leur indépendance. Etude intimiste et psychologique volontiers filmée dans la banalité du quotidien. La réalisatrice, à partir d'une relation affective, fait très bien comprendre certains sentiments féminins.

DEUXIEME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTOPE.
12 h 10 Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neufs.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilletton : Les amours des années 60.
13 h 45 Aujourd'hui la vie. Le monde idéal.
14 h 50 Cinéma : Dunderdunkpen. Film : séduits de P. Abili (1974), avec R. Wolgers, J. Wolgers. (Redifusion). Une famille de Stockholm passe l'été dans une île. Un luit des forêts dérobe les joues des enfants pour en faire ses compagnons. Le petit garçon part à leur recherche. Film combinant habilement le cinéma d'animation, les personnages dessinés, des paysages réels, des acteurs, Poésie de l'été.
15 h 15 Magazine : Un temps pour tout.
17 h 25 Châteaufort du musée.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est à lire.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Dessin animé : Bugs Bunny.
19 h 40 Le Théâtre de Boulevard.
20 h 10 Journal.
20 h 35 Série : la Mafia. Réal. D. Damiani. Avec M. Placido, N. Jamet. Quatrième épisode : le feuilletton attend sa vitesse de croisière. La Mafia attaque le policier Corrado dans ce qu'il a de plus cher : sa fille est enlevée. Au même instant, un dénouement se joue dans sa cellule. Tout, la vengeance aristocratique, est toujours inscrite et repart malgré tout sa dose quotidienne d'héroïne. Sur le bureau de Corrado, les preuves contre la Mafia s'accumulent...
21 h 45 Magazine : Résistances. Le magazine des droits de l'homme, de B. Langlois. Au sommaire : Afghanistan, les soldats de l'Etat arabe ; Nicaragua, dix jours dans les élections générales ; Dossier Afrique : Guinée, Mozambique, Afrique du Sud ; Coup de collier ; Appel des Cent ; Un chanteur gabonais, Pierre Akendengué.
22 h 50 Histoires courtes : la Flèche, d'O. Bourbeillon.

TROISIEME CHAINE : FR 3

17 h 10 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
18 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
19 h 5 Les Jeux.
20 h 35 Cinéma sans visée. Emission de Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud.
20 h 40 Cinéma : le Gardien de chevaux. Film chinois de Xie Jin (1981), avec Z. Schimmo, C. Chan, L. Qulong, N. Ben (v.o. sous-titré). Un instituteur, condamné pour droiture, en 1957, à cause de ses origines bourgeoises, est envoyé dans un camp de travail des moines, puis devient gardien de chevaux. Xie Jin, l'un des grands réalisateurs du cinéma chinois, a suivi ici une tendance critique des perceptions politiques, et de la révolution culturelle, plus ou moins isolée par les autorités. Il sacrifie, tout de même, au thème du «héros positif».
22 h 15 Téléfilm : Les Soirées de France-Musique. Avec MM. Régis Bergeron, spécialiste du cinéma chinois, René Dumont et M^{re} Marie Holzman, spécialiste de la vie en Chine.
22 h 45 Journal.
23 h 10 Vidéo à la chaîne.
23 h 15 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Humour-humour : 17 h 10, Les DOM-TOM au quotidien ; 17 h 40, Chronique de la France en guerre ; 18 h 10, Série : Dynastie ; 18 h 55, Dessin animé : Inspector Gadget ; 19 h, Série : L'Age heureux ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout Pic.

FRANCE-CULTURE

7 h Le goût du jour.
8 h 15 Les enjeux internationaux.
8 h 30 Les chemins de la connaissance : le vin dans sa gloire. (Et à 11 h : le Baubau.)
9 h 5 Orchestre.
9 h 30 Présentation : service religieux, à l'Oratoire du Louvre.
10 h Messe, à l'abbaye aux hommes de Saint-Etienne de Caen.
11 h 20 Musique : miroirs (Rammstein).
11 h 30 Feuilletton : la San-Féol.
12 h 10 Musique.
13 h 40 Peintures et ateliers : chez Thérèse Boucraut.
14 h Un livre, des voix : le roman de Tchekovsk, de Klaus Mann.
14 h 30 Radio-Canada présente : «Silicon Valley-USA», et «le Marché aux poés».
15 h 10 Radio-Canada présente : la montée des tentations, le nazisme pendant les années 1936-1940 ; l'anticommunisme en France.
15 h 30 Mésamélie : méditations ; méditations pour un trésor musical enroulé ; décodage.
17 h Le pays d'ici : en direct du Paroche.
18 h Sépulture : Agora, avec P. Lescarboura ; à 18 h 35, Tire la langue : La surprise du texte ; La grammaire du palais ; Espace libre : Ariette ; à 19 h 15, Rétro : 1954 ; à 19 h 25 : Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : la stomatologie.
20 h Musique, mode d'emploi : Jerry Roll Morion.
20 h 30 Moment privé, par J.-M. Grangier.
21 h 30 Vocalise : A. Romme, de L. Béro.
22 h 30 Nuits magiques : plastique.

FRANCE-MUSIQUE

2 h Les nuits de France-Musique.
7 h 10 Actualité du disque.
9 h 8 L'oreille en collusion.
9 h 20 Le matin des musiciens — l'âme à la corde : les débuts du XIX^e siècle : œuvres de Paganini, Sorvini, Joachim, Sarasate, Brahms.
12 h 5 Concert : œuvres de Reger, Hindemith, Schoenberg, par l'ORF Sinfonietta, dir. Lothar Zagrosel, sol. C. Gotschlich, alto.
13 h 32 Opérette-Magazine.
14 h 2 Répertoire contemporains : œuvres de Dutilleul, Le Flein.
15 h Les après-midi de France-Musique : Verdi ou la dramaturgie du pouvoir : peut-on vivre en dehors des lois ?
18 h L'imprévu.
19 h 15 Le temps de jazz : le bio-notes ; Intermedia ; feuilletton : Le blues urbain.
20 h 27 Concours international de guitare.
21 h Concert : «la Tentation de Saint-Antoine», de Chion.
22 h 34 Les soirées de France-Musique : Darius Milhaud ; vers 23 h 5, Quatre livres pour une communauté : à 0 h, Bordéles.

Décès

— Les familles Boucheron et Randet ont la douleur de faire part de la mort brutale de

Christine BOUCHERON,

leur petite-fille, fille, sœur, nièce et cousine, enlevée à leur affection à l'âge de vingt et un ans, le 20 octobre 1984. Ses obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue du Printemps, 75017 Paris.
12, rue de Naisy, 78870 Bailly.
27 bis, rue Miollis, 75015 Paris.
34, rue de Moscou, 75008 Paris.

— Nous avons annoncé dans le Monde du 30 octobre le décès de

M. Maurice BOUVIER-AJAM. Né le 7 mai 1914 à Béziers, dans le Sud, Maurice Bouvier-Ajam a eu une carrière d'historien et d'économiste marquée par la poursuite de nombreux ouvrages. Cette double vocation a été équilibrée, en quelque sorte, par l'histoire du travail en France des origines à la révolution (1957) et l'histoire du travail depuis la révolution (1969), deux livres couronnés par l'Académie française.

On doit aussi à Maurice Bouvier-Ajam une étude sur les rapports entre pays producteurs de matières premières et pays industriels utilisant les matières premières et considérant internationales. Sa curiosité était de l'histoire médiévale à l'histoire économique pure. Directeur honoraire de l'Institut de droit appliqué, vice-président de l'Association des sociétés savantes, M. Bouvier-Ajam était également président d'honneur de l'Association France-Pologne.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Lucien GOURMEN, pharmacien, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survécu à Paris, le 30 octobre 1984, dans sa soixante-douzième année.

De la part de M^{re} Lucien Gourmen, son épouse, M^{re} et M^{re} Michel Gourmen et leurs enfants, M^{re} et M^{re} Claude Schirmpf et leurs enfants, M^{re} et M^{re} Emilie Dolis et leurs enfants, Ses enfants et petits-enfants, Toute sa famille Et ses collaborateurs.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle de l'hôpital du Val-de-Grâce, 277, rue Saint-Jacques, Paris-5^e, le vendredi 2 novembre, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Milly par Chablais (Yonne).

Le présent avis tient lieu de faire-part.
72, rue Claude-Bernard, 75005 Paris.

— Maurice Loy a la très grande douleur de faire part du décès de son épouse

M^{re} Maurice LOY, née Jacqueline Boulanger,

à la suite d'une longue maladie supportée courageusement.

De la part de Ses parents, Ses frères et sœurs, Ses neveux et nièces, Philippe, Florence, Christophe, Thierry, Sébastien.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Urbain de La Garenne-Colombes, le vendredi 2 novembre 1984, à 15 h 30.

«Le Seigneur est mon berger.» (Psaume 23.)

Cet avis tient lieu de faire-part.

21 bis, rue Auguste-Buisson, 92250 La Garenne-Colombes.

— M^{re} Georges Voorzanger et ses enfants, Joëlle et Fabienne Voorzanger, M^{re} et M^{re} Guy Bolland et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges VOORZANGER, président du Syndicat professionnel des négociants et courtiers en perles et pierres précieuses, expert auprès des douanes, survécu à l'âge de cinquante-huit ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Belleville le vendredi 2 novembre 1984.

On se réunira devant l'entrée principale, 40, rue du Télégraphe, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

VENTE A FONTAINEBLEAU HOTEL DES VENTES 5, rue Royale, Pl. du Château DIMANCHE 4 NOVEMBRE à 14 heures. Objets d'art et d'ameublement. Argenterie aux fermiers généraux. Très beau mobilier 17^e et 18^e s., commodes, sièges estampillés, mobilier époque Louis XIII, mobilier provençal et breton. Expo. le 2, 21-23 h, le 3, 10-12 h, 14-18 h 30, le 4, 10-12 h. M^{re} J.-P. OSENAT, comm.-priseur, 77300 Fontainebleau Téléphone (6) 422-77-62.

INFORMATIONS « SERVICES »

GASTRONOMIE

« Bottin gourmand », millésime 85

Le millésime 1985 du *Bottin gourmand* qui paraît ces jours-ci semble prometteur.

Ouvrage de 1 400 pages, il sélectionne quelque 7 200 hôtels et restaurants (132 F) et semble prôner le changement dans la continuité malgré 703 nouveaux inscrits et 120 étoiles nouvelles. Aucun changement dans les « 4 étoiles », et l'on peut s'en étonner en pensant à Claude Peyrot (Le Vivier de l'avenue Victor-Hugo à Paris) ; trois « 3 étoiles » nouveaux, à Paris, Michel Rostang (rue Rannequin), avec aussi L'Escale (Carrière-Rouet) et Le Château de Louquénol, à Hennebont (58). Dix-huit « 2 étoiles » dont sept sur Paris — et l'on se réjouit de la promotion de Pierre-Trautman (rue de Richelieu) de La Petite Auberge (rue Laugier), avec aussi le nouveau Apiculus (avenue de Villiers). (Ce dix-septième arrondissement, aussi bien, bat les records, et, dans les nouveaux venus au guide, saluons Chez Auguste, La Brasserie, Chez Lardier, Rech, Le Verger de Mareuil, La Troie, Le Manoir de Paris, le tout simplement Sal et Suave... Surtout à ceux du dix-septième, peuvent chanter les gourmets.)

En province, notons entre autres les « 2 étoiles » de La Croix Blanche de Cheumont-sur-Tharonne (une Dame d'ARC), celles du Relais Miramar à Biarritz, du Florence à Reims.

Et encore quatre-vingt-dix-huit nouveaux étoilés, dont treize sur Paris, la gentille Lion d'Or de Port-Marly, Coutances à La Rochelle, Le Més d'Huron à Saint-Cyprien, Chez Henri à Romainsville, etc.

Apparement au guide, pour Paris, des maisons dont j'ai pu plaisir à signaler dans ces pages la création : Le Relais Castille (premier arrondissement), L'Isard et La Mitige (deuxième), Bêto et Le Jules Verne, ainsi que Le

Restaurant (septième), Le Bistrot du Sommeiller, Hédiard, L'Orphie (huitième), Le Troyon (dix-septième), Les Champs du Piano (dix-huitième).

Et je me réjouis aussi de voir arriver d'anciennes maisons jusqu'ici oubliées, comme L'Auberge de France (rue du Mont-Thabor), La Table du Roy (cité d'Antin), Tiburce (rue du Dragon), Le Bellecour (rue Surcouf), Le Bourbonnais (rue Delambre) et aussi, enfin, D'chez Eux (2, avenue Lowendal), dont la publicité jusqu'ici était d'annoncer qu'il ne figurait sur aucun guide !

Bien peu de sanctions — surtout-trois rétrogradations en tout — avec, à Paris, Le Delmonico, Le Vélour, Le Bistrot d'Hubert, Le Quai des Ormes. Et en province, à Cannes, J.-J. Gari et La Mère Besson, La Table des Cordeliers à Condom, Le Relais Branner à Paimpol, Le Cheval Blanc à Vire. Au touriste de dire si le Bottin gourmand et ses inspecteurs ont eu raison.

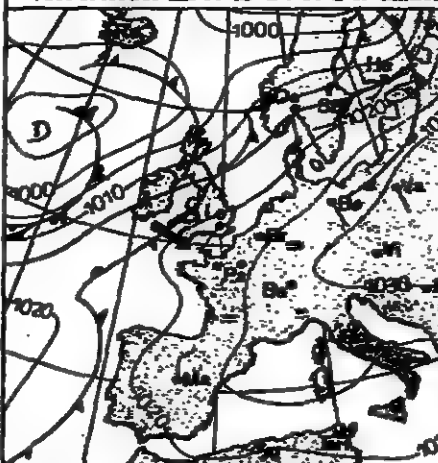
Maître tel quel, il s'effime (pour sa troisième année) un bel instrument pour le gastronome. D'abord le classement par départements se révèle plus pratique que l'ordre alphabétique, les cartes départementales d'une facile lecture y ajoutent. Pour chaque département, enfin, l'indication des musées, des fêtes populaires, des foires, expositions et manifestations culturelles ainsi que des stations-service ouvertes la nuit et les jours fériés est primordiale.

Domage seulement, oui, dommage, que la bande annonce donne une citation fautive de Balzac : « La gourmandise, c'est le péché des moines vertueux » et non « des plus vertueux ».

LA REYNIÈRE.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 31 10 84 À 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 31 octobre à 6 heures et le jeudi 1^{er} novembre à 24 heures.

Les hautes pressions qui recouvrent l'Europe vont protéger encore assez efficacement la plus grande partie de la France de l'invasion des perturbations océaniques qui restent sur le proche océan.

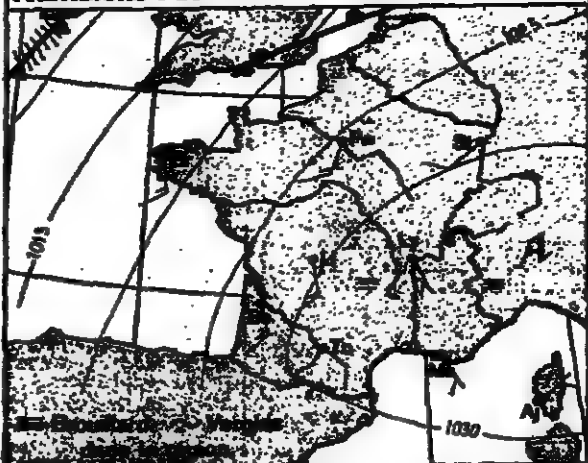
Jeudi : les nuages vont passer sur les régions au nord de la Loire et sur les côtes atlantiques, donnant quelques ondées éphémères. Sur toutes les autres régions de France, persistance d'un temps agréable avec de larges périodes de soleil. Les brumeuses formées au lever du jour se dissipent en général vers le milieu de la matinée. Ils seront plus épais dans les vallées de l'Est et du Centre.

Les températures maximales, toujours supérieures à 10° sur les côtes, seront souvent autour de 6° dans l'intérieur mais localement sur le quart Nord-Est encore des températures très basses par places, entre 0 et 2°.

À la fin de l'après-midi, mis à part les côtes de la Manche, où il ne fera pas plus de 15°, sur les autres régions, on aura des températures comprises entre 20° et 25°.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer à Paris, le 31 octobre, à 7 heures, de 1 024 millibars, soit 768,1 millibars de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 1-11-84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} NOVEMBRE À 0 HEURE (GMT)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 octobre; le second, le minimum de la nuit du 30 octobre au 31 octobre) : Ajaccio, 22 et 9 degrés; Biarritz, 23 et 14; Bordeaux, 19 et 10; Bourges, 19 et 6; Brét, 18 et 10; Caen, 20 et 6; Cherbourg, 18 et 5; Clermont-Ferrand, 21 et 5; Dijon, 13 et 2; Grenoble-St-M.-H., 18 et 1; Grenoble-St-Germain, 19 et 5; Lille, 17 et 6; Lyon, 18 et 3; Marseille, 18 et 8; Le Caire, 29 et 16; Las Camas, 27 et 19; Copouhage, 15 et 9; Dakar, 29 et 23; Djibouti, 23 et 19; Genève, 8 et 4; Istanbul, 17 et 10; Jérusalem, 22 et 13; Lisbonne, 21 et 14; Londres, 18 et 12; Luxembourg, 13 et 2; Madrid, 19 et 9; Montréal, 12 et -2; Moscou, 4 et -5; Nairobi, 25 et 15; New-York, 16 et 12; Palma-de-Majorque, 22 et 10; Rio-de-Janeiro, 35 et 24; Rome, 22 et 10; Stockholm, 14 et 9; Tennes, 23 et 17; Tunis, 23 et 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3831

1	2	3	4	5	6	7	8	9

HORIZONTALEMENT

- Ses coups dispensent des fleurs ou répandent du parfum.
- Clot pas encore cloté.
- Coton ou loin d'en avoir le moelleux. En marge du devoir.
- Met sur un pied d'égalité le pigeon et le faisan.
- V. Patrie de Siméon. Exemple d'union consanguine.
- Cible facile. Tendons fléchisseurs.
- Qui, paradoxalement, ne disposent plus que de moyens de fortune. Article.
- Ne défend pas plus qu'il n'autorise.
- IX. La Vérité l'est toute. A l'image d'une écharpe cosmique.
- X. Préposition. Dans une manche.
- XI. Persistance.

VERTICALEMENT

- Convaincre à sa conviction.
- Bien ou vert. Épuisé par le plein emploi.
- Fait parfois mettre plus d'une bonne à la porte.
- Au bas de l'enveloppe. Au pied de la lettre. Obstacle tant à la Chambre des communes qu'au Marché commun. Possessif.
- S. L'Ermitage s'y reflète.
- Pas de Géants.
- Etablissement où il n'est pas interdit de fumer pendant le service.
7. Alternative. Centre des grisons. Sa mine convient à une sainte Nitouche.
- S. C.Q.F.D., à titre démonstratif.
9. Nota. Croc planté dans le chair. Héroïne d'un théâtre de verdure qui succombe au dernier acte.

Solution du problème n° 3830

Horizontalement

- Romp. Mat.
- Épierre.
- III. Sécuit.
- IV. Un. Abrégé.
- V. St. Ruelle.
- VI. Obl. Ou.
- VII. Anc. Satan.
- VIII. Loir. Na.
- IX. Croulant.
- X. Rôtis. Es.
- XI. Est. Xe. Se.

Verticalement

- Rébus. Ancre.
- Opinion.
- Rôt.
- Mis. Belota.
4. Pécari.
- Oui.
5. Urubu. Siler.
6. Rire. Arase.
7. Météor.
8. Ag. Giances.
9. Tête. Nasse.

GUY BROUTY.

ÉCHECS

Le championnat du monde

DIXIÈME PARTIE NULLE

CONSECUTIVE

La dix-neuvième partie, ajournée au 4^e coup, lundi 29 octobre, dans une position jugée équilibrée, a été annulée, d'un commun accord des deux joueurs, sans reprendre.

La position à l'ajournement était la suivante : Blancs (Karpov) : Rg2, Tt1, g4, g2, h2; Noirs (Kasparov) : Rf7, Tg8, f3, g7, h6.

Le 4^e coup mis sous enveloppe par le challenger qui jouait avec les Noirs, et rendu public par l'arbitre, était : 44... R66.

Rappelons que si cette partie est la 15^e nulle depuis le début de ce championnat, elle est aussi la 10^e partie annulée consécutivement. Les deux joueurs ont d'ores et déjà établi un record : celui des nuls dans un championnat du monde.

Karpov mène toujours par 4 victoires à 0 et jouera ce mercredi 31 octobre avec les Noirs, dans la 20^e partie.

EN BREF

TIERS-MONDE

DEUX PUBLICATIONS.

Croissance des jeunes nations, manuel d'information, a publié en octobre deux ouvrages :

— Un numéro spécial, *Le tiers-monde a-t-il changé ?* (20 F). Il s'agit d'un dossier sur l'évolution du tiers-monde, de la décolonisation à nos jours, comprenant notamment un bilan de sa situation actuelle, des analyses de situations concrètes (pays nouvellement industrialisés, pays pétroliers, pays intermédiaires, pays les moins avancés, etc.).

— Une pochette pédagogique, *Qu'est-ce que le tiers-monde ?* (65 F), comprenant sept fiches, quatre reproductions photographiques, deux dessins de Plantu.

★ Croissance des jeunes nations, 163, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.

AUTOMOBILE

Lancia Thema : une nouvelle concurrente en course dans les hauts de gamme

La fascination qu'exerce le « modèle allemand » sur les constructeurs d'automobiles précipite la Lancia Thema, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, évitant ainsi de passer trop souvent à pompe si l'on conduit de façon nerveuse.

Ses 165 chevaux et un couple de 26 Mkg situés à 2 500 tours/minute que l'on peut porter à 29 Mkg par

tour électronique (Boch L.E. jectronic), suralimentés par une turbine Garrett T3 avec échangeur, le groupe, dont on a perfectionné l'équilibre grâce à deux arbres qui tournent en sens inverse, respire la santé, silencieusement, avec un formidable appétit de conquête et une consommation assez élevée mais couverte par un réservoir de 70 litres en plastique. Un détail de poids si l'on peut dire, puisque ce réservoir pèse 20 litres de plus que sur les anciens modèles de la marque, év

	Le ligne	Le ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	80,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	Le ligne	Le ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emploi international emploi international
(et départements d'Outre-Mer) (et départements d'Outre-Mer)



Rockwell Golde GmbH

Nous sommes une entreprise performante dans le secteur automobile pour les toits ouvrants et lave-vitres. Notre siège est situé à Francfort-sur-le-Main.

A partir de connaissances et procédés modernes, nous mettons au point et fabriquons des produits techniques complexes de haut niveau.

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons pour notre bureau d'études un

Constructeur-Responsable de Projet Ing. dipl., spécialité construction automobile-carrosserie ou technique de précision

Le candidat idéal doit avoir entre 28 et 38 ans et connaître les particularités de l'industrie automobile, c'est-à-dire être capable de s'adapter rapidement. Il doit posséder en plus une solide expérience technique, des capacités d'organisation et une adresse de négociations. Il doit être prêt à assumer des responsabilités.

Pour le contact direct avec le client, il devra être disponible pour entreprendre des voyages à l'étranger et être en mesure de mener des négociations sérieuses en langue française et allemande. L'anglais est souhaité.

Nous offrons un bon salaire et d'intéressantes prestations sociales. Poste vacant à pourvoir dès que possible.

Nous aimerions discuter les autres détails lors d'une entrevue personnelle avec vous.

Les candidatures sont à envoyer auparavant à Personalabteilung.

Rockwell Golde

Rockwell Golde GmbH - Hanauer Landstraße 338 - 6000 Frankfurt/Main

l'agenda du Monde

Animaux

LE CONTRAIRE D'UN CHIEN.
VIE DE FAMILLE
Tél. 293-22-85 - 731-38-11.

Artisans

222-22-22

cadre et restauration de tableaux et gravures. 15 ans de métier.

Bijoux

COMPTOIR FRANÇAIS

ACHETE COMPTANT BEAUX BIJOUX ANCIENS

DÉBITE OR, OR DENTAIRES, HORLOGERIE, LETTRES

TIMBRES POSTES

Tél. : 227-40-54 +

14, bd Courcelles, 10^e Villettes.

Particulier vend 2 colliers perles fines de très belle qualité (perles japonaises) nées - jamais portées - à un prix exceptionnel.

Longueur 75 cm : 5.000 F

Longueur 40 cm : 2.500 F

Tél. : le matin avant 14 h et le soir après 19 h au 522-25-78.

BIJOUX ANCIENS

BAJOUX ROMANTIQUES

se spécialisent chez GILLET

19, r. d'Arcole, 4^e, 354-00-83.

ACHAT BIJOUX OR-ARGENT.

Métier d'Or ou d'Argent de Ville.

Carrelages

DIRECT USINES

BOCAREL 357-09-48 +

113, av. Parmentier, Paris-11^e

Cours

Vous enfant bilingue ?

chez 3 ans, atelier anglais

jeux, ateliers, chansons

mercredi 15 à 16 heures

Inscriptions rue Montorgueil

272-56-78 ou 523-67-44.

MATHÉMATIQUE, PHYSIQUE

Toutes classes enseignées

MATH. SUP. SPÉCIALE

Prof. expérimenté, 558-11-71.

Prof. agr. angl. donne cours

part. 18 niveaux, entr. adultes.

M. THOMSON 270-88-44.

Cours orthographe, grammaire,

lecture, rédaction, exercices

et soutien. Tél. : 387-08-05.

Camping-car

A VENDRE CAMPING-CAR BEDFORD CF 230 TRAIL, 8L AZER

Aménagement d'origine

4 pl., état, hiver, réfrigérateur,

chauffage, cuisine, rangement

10 CV essence

1980, 33.000 km

ES.000

Téléphone : (3) 470-41-31

M. KOZMINE.

Liens

HENRI LAFITTE

Achet comptant de LIVRES

18, r. de Buz. 6^e, 328-88-28. Ca-

logue en distribution.

Moquettes

MOQUETTES 1^{er} CHOIX

100.000 m²

Tous types et coloris. Prix

entre 10 et 20 F/m².

Téléphone : 757-18-19

SINEAU MONET'S

MOQUETTE

PURE LAINE

- 50 %

DE SA VALLEUR

78 : 845-42-82.

Particuliers

(offres)

A VENDRE

DANS UN HOTEL

Armoire en noyer 200 x 80 cm.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

0,64 m. large, 1,48 m. prof.

Tapis

TAPIS D'ORIENT

101, avenue La Bourdonnais

Paris-7^e, Tél. : 550-00-21

AFGHAN : 80 x 1,40 = 1.300 F

2 m x 3 m = 8.500 F

ISPAHAN, NAIN, CAUCASE,

NEPAL, CACHEMIRE, TURQUIE

à des prix incroyables.

Troisième âge

RÉSIDENCE LES CÈDRES

10^e rue de la République, 10^e

repos, accueil, toutes

personnes, tous âges, valises

confortables, chauffage, soins

assurés, petits animaux famili-

ers acceptés. VILLEURB.

(1) 728-89-63 (1) 635-34-14.

30 rue PARIS-NORD

Chambres particulières, in-

vestiture, cuisine, chauffage, ré-

frig. Tél. : (4) 487-00-44.

Vacances

Tourisme

Loisirs

LOUE TOUTES PÉRIODES (06)

VARS, deux duplex 5 per-

sonnes. Plaid des papiers, bain,

plaid, bain, chauffage, Tél. :

(1) 728-89-63 (1) 635-34-14.

MONTROD LAC-HAUTE-SAUVIE

Station des Forges du Soler.

Séjour hiver : sol fond et plat.

Position idéale de 130 à

180 F. Appartements : du stu-

dio au 4 pièces. Déplacements

demande. Rése. synd. d'initia-

tive : (50) 78-12-81.

Discothèque Hôtel

200 chambres à un lit. Dé-

coration : 50 par semaine

salles entre 21-60 ans.

S'adresser à 172, New Kent.

Road London SE 1

Téléphone : 01-703-4175.

SKI DE FOND

HAUTE-JURA

TOUT A 3 HEURES DE PARIS

Yves et Liliane vous accueillent

dans une ancienne ferme du

XVII^e entièrement rénovée.

5 chambres, 5 salles de bain,

cuisine et pain maison fait au

feu de bois, entrée à 13 per-

sonnes, calme, repos. Formule

tout compris (petit-déjeuner, accom-

panement, matériel de ski).

Le week-end tout compris à

1.750 F + 2.000 F

Prix : de 1.750 F à 2.000 F

du dimanche au samedi soir.

LE CRÉTIL-AGNEAU

25650 MONTROD.

Téléphone : 18 (81) 35-12-51.

NESTLÉ, Suisse

cherche pour son service Développement Nouveaux Produits, situé en Suisse française, un cadre universitaire expérimenté

TECHNOLOGUE alimentaire

CHOCOLATS ET CONFISERIE

Le poste requiert une vaste expérience industrielle, une grande créativité et de réelles aptitudes pour la conduite de projets et l'animation d'un groupe de spécialistes.

Connaissance de l'anglais indispensable

Adressez vos offres à :

NESTLÉ, Service du Personnel, CH-1800 VEVEY

à l'attention de M^{me} von Anacker.

OFFRES D'EMPLOIS

Importance accrue des tâches

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

responsables

ÉNERGIE

LA RÉUNION DE L'OPEP

Vers un accord sur la répartition de la baisse de la production de pétrole

De notre envoyée spéciale

Les treize pays de l'OPEP, réunis en conférence consultative à Genève, pourraient s'entendre, ce mercredi 31 octobre, sur une baisse coordonnée de leurs productions. La diminution de 1,5 million de barils par jour du plafond de production, fixé en mars 1983 à Londres, devrait être répartie entre les pays membres, sauf le Nigeria et l'Irak. L'OPEP devrait également décider de constituer un comité ministériel, présidé par Sheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, chargé d'étudier une réorganisation de la grille des prix relatifs de l'OPEP (différentiel), qui devrait rendre ses conclusions dans les prochaines semaines.

Genève. — Confusion, perplexité, fébrilité. Le grand show pétrolier de l'automne tire à sa fin. Après deux jours de palabres, les treize ministres de l'OPEP sont enfin entrés dans le vif du sujet. A l'issue d'une réunion à huis clos de trois heures, le 30 octobre, les ministres ont annoncé, par la voix de leur porte-parole coutumier, le docteur Subroto, ministre indien, qu'un accord de principe avait été trouvé sur la répartition, pays par pays, de la baisse du plafond de production décidée la veille (1,5 million de barils par jour sur un plafond total de 17,5 millions de barils par jour).

Les ministres devant consulter leurs gouvernements respectifs sur les chiffres précis, ils devaient se retrouver mercredi pour fixer en détail l'offre demandée à chacun, discuter de la grille des prix, et formaliser un accord global.

Un à un, les ministres ont regagné leur suite, lâchant sur leur passage des bribes d'information à une foule agitée qui s'éparpillait bientôt entre le lobby, le bar et les chambres de l'hôtel Intercontinental. Plusieurs centaines d'observateurs cherchent

fébrilement à arracher des informations sur le contenu exact des débats de l'après-midi à une poignée de ministres et de délégués, dont quelques-uns seulement sont réellement au fait de la situation. Les sources fiables sont rares et fort courtoises. La pagaille et l'incertitude sont à la hauteur de l'incertitude féroce qui sévit.

Le contraste est total entre la fragilité des informations qui filtrent et l'importance des enjeux qu'elles représentent. Car bon nombre de «spectateurs» ont ici un intérêt direct, plus ou moins évident, à connaître le plus exactement possible l'évolution des débats. Les négociants — la plupart des principales sociétés mondiales sont représentées — cherchent à savoir quelle attitude adopter sur le marché et, accessoirement, à conclure quelques affaires dans les appartements ministériels. Les représentants des grandes compagnies, également fort nombreux, tentent d'appréhender quelle politique de stockage et d'achat ils devront recommander à leur maison mère, et prennent des contacts... «On attend. Le marché est si fou, il est important de savoir ce qui se passe et surtout comment cela se passe, explique l'un d'eux. C'est aussi une opportunité de rencontrer des gens difficiles à approcher d'ordinaire, comme les Iraniens ou les Libyens».

Les enjeux financiers

Around d'eux s'agitent une foule de journalistes de toutes nationalités et bon nombre d'observateurs divers : banquiers, consultants, avocats.

«Ce qui se passe ici s'évalue en dizaines de milliards de dollars», assure M. Christian Weyer, directeur général de Paribas en Suisse. Brusque rappel à la réalité. Ce qui se joue, c'est en effet la réussite ou l'échec d'une stratégie destinée à

éviter une baisse des prix mondiaux du pétrole. Rapportée à une production de quelque 44 millions de barils par jour, une baisse de 1 à 2 dollars par baril induit un mouvement de capitaux de 16 à 32 milliards de dollars par an, 150 à 300 milliards des échelons de l'industrie», ajoute M. Weyer, exploration, production, transformation, vente de pétrole, etc. Une baisse de quelques dollars du prix du pétrole, c'est aussi et surtout un allègement de la charge des pays consommateurs et une diminution des revenus des pays producteurs, dont certains parmi les plus pauvres, comme le Nigeria, l'Indonésie, le Venezuela ont accumulé des dettes gigantesques et d'autres parmi les plus riches (Arabie saoudite, Koweït) sont au contraire des investisseurs importants sur le marché international des capitaux. C'est enfin un enjeu monétaire important, une répercussion sur le cours de la livre ou du dollar vis-à-vis des monnaies européennes étant désormais connue.

Face à ces enjeux, la confusion régnant dans les couloirs de l'intercontinental apparaît quelque peu surréaliste. Rarement en effet l'incertitude pesant sur le résultat de la conférence aura été aussi grande. On connaît certes, depuis le début de la conférence lundi 19 octobre, la stratégie envisagée par l'OPEP pour défendre son prix de référence après les baisses de tarif annoncées quinze jours auparavant par la Grande-Bretagne, la Norvège et le Nigeria. Mais cette stratégie consistant pour l'essentiel à agir sur la psychologie du marché en annonçant une baisse aussi spectaculaire que possible de la production de pétrole, afin de faire remonter les cours, l'effet d'annonce était aussi important que la décision elle-même, et la réussite de l'opération fort tributaire des appréciations portées par les observateurs.

Or, à Genève, l'anxiété des premiers heures avait fait place mardi soir à une incrédulité quasi totale. Incrédulité sur les décisions mêmes : les bases de référence — et notamment les niveaux actuels de la production de chaque pays — restant dans le flou, l'ampleur réelle de la ponction opérée sur le marché demeurait incertaine. Et ce d'autant que la grille des prix relatifs de l'OPEP, largement inadaptée à la réalité du marché et responsable des désordres actuels, avait de bonnes chances de ne pas être modifiée, ce qui ne devait pas manquer d'encourager à nouveau les entorses à la règle. «On parle d'hypothèses. Ces gens ne savent même pas le niveau de leur production et ils trichent. Aussi longtemps qu'ils n'auront pas un système permettant de contrôler la production pays par pays, aussi longtemps qu'ils ne fixeront pas des prix réalistes, on ne les croira pas», assurait le représentant d'une grande compagnie pétrolière.

Incrédulité aussi sur l'impact de ces décisions : la plupart des compagnies et des négociants estimaient en effet que la baisse prévue de la production (1,5 million de barils par jour par rapport au plafond actuel) n'était pas assez importante pour créer un déficit quantitatif de l'offre, mais permettrait tout au plus d'éponger un surplus, sauf si l'hiver était très rigoureux et provoquait un sursaut de la demande. Surtout, la plupart des observateurs s'attendaient que le raffermissement éventuel des cours, après la décision de l'OPEP, soit, en tout état de cause, éphémère, dans la mesure où les problèmes de fond n'étaient pas réglés.

Résultat concret de cette incertitude : les prix du pétrole sur les marchés libres avaient continué mardi à s'effriter : — 30 cents par baril sur le marché de New-York, — 35 cents sur le marché au jour le jour de Londres. Fléchisseurs pour une conférence destinée à rassurer le marché.

VERONIQUE MAURUS.

SOCIAL

Le patronat demande l'annulation des modifications des dates de versement des cotisations sociales

«Une brutale transfusion de près de 10 milliards de francs de la trésorerie des entreprises à celle de la Sécurité sociale», selon M. Yvon Gattaz, président du Conseil national du patronat français (CNPF). «Un véritable racket», selon M. Bernasconi, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME). Les deux organisations patronales, pour la première fois depuis 1981, avaient mobilisé ensemble leurs dirigeants (et pour le CNPF, les représentants de la plupart des fédérations professionnelles et unions patronales) pour réclamer, au cours d'une conférence de presse le 30 octobre, l'annulation des mesures décidées par le gouvernement pour accélérer le versement des cotisations sociales par les entreprises et gagner ainsi plusieurs milliards de francs. Les représentants patronaux se sont élevés contre «un changement des règles du jeu opéré de manière unilatérale et régalienne».

Les modifications prévues touchent à la fois les dates de versement des cotisations de la Sécurité sociale et le mode de comptage des effectifs des entreprises. Les entreprises payant leurs salariés entre le 1^{er} et le 10 du mois suivant le travail devront verser leurs cotisations le 15, alors qu'elles le font aujourd'hui quatre à six semaines plus tard, selon qu'elles ont plus ou moins de quatre cents salariés. Cette mesure, selon M. Gattaz, représenterait une avance de trésorerie de 6 milliards de francs de la part des entreprises, se combinerait avec un mode de calcul différent des effectifs, les entreprises de moins de dix salariés pouvant payer les cotisations par trimestre et celles entre dix et quatre cents bénéficiant d'un décalage de deux semaines par rapport aux autres, alors qu'aujourd'hui les chiffres portent sur les établissements. Cela représenterait une avance de trésorerie de 3,5 milliards de francs (1,5 + 2) selon le patronat.

Seraient particulièrement touchés le bâtiment, les travaux publics, les services qui pratiquent fréquemment le «décalage» de la paie et ont des établissements dispersés, de la

métallurgie (70 % des entreprises touchées, selon M. Pierre Guillen, délégué général de l'UIMN). Les entreprises en difficulté, selon le patronat, seraient poussées au dépôt de bilan.

M. Michel Delebarre, ministre du travail, répondant mardi soir à la place de M. Duflo, ministre des affaires sociales, a protesté contre le mot de racket, «manifestement un abus de langage». Selon un communiqué du ministre, «il s'agit de mettre toutes les entreprises de plus de dix salariés dans la même situation de paiement des cotisations dans le mois qui suit le travail effectué». Les sommes en jeu «ne devraient pas porter sur plus de 3,5 milliards», et «des dispositions ont été prises» pour que le supplément de cotisations au départ puisse être acquitté par sixièmes jusqu'en mai 1985. En outre, des directives ont été données pour que la mesure soit appliquée avec discernement afin de ne pas entraîner «aucun dépôt de bilan».

FORTE PROGRESSION DE LA CGT A USINOR-DUNKERQUE

Les élections au comité d'établissement d'Usinor-Dunkerque le 29 octobre ont été marquées par une forte progression de la CGT, la CFDT et FO enregistrant de sensibles reculs. Dans le premier collège (ouvriers), où il y avait 6 361 inscrits, 3 997 votants et 3 784 exprimés, la CGT a obtenu 2 234 voix, soit 59 % des suffrages exprimés (+ 10,3 points par rapport à 1982) et 7 sièges, FO, 716 voix, soit 19 % (- 8,8), et 2 sièges, la CFDT 612 voix, soit 16 % (- 7,5) et 1 siège, et la CFTC, 221 voix, soit 5,8 % (pas de liste en 1982) et pas de siège. Dans le deuxième collège (employés, techniciens et agents de maîtrise), où il y a eu 1 744 suffrages exprimés, la CGT obtient 36 % des suffrages exprimés et 1 siège, FO, 20 % et 1 siège (en 1982 une liste d'union CGC-FO avait obtenu 60 % des suffrages et 2 sièges), la CGT, 20,5 % (+ 5) et 1 siège, la CFTC, 8,5 % (- 6) et 1 siège, la CFTC, 5 %.

En mars dernier, les élections des délégués du personnel n'avaient pas permis d'obtenir le quorum au premier tour. Au second tour en juin, le Syndicat de lutte des travailleurs (SLT) (non représentatif et formé par des dissidents de la CFDT) avait pu présenter des candidats et avait obtenu 23,2 % contre 42 % pour la CGT, 15 % pour FO et 12 % pour la CFDT. Il semble qu'aux élections d'octobre la CGT ait bénéficié d'une partie des suffrages qui s'étaient portés en juin sur la SLT.

Des grévistes bloquent l'accès d'une zone industrielle dans l'Oise. — quarante-six des cinquante-huit employés des établissements hydrauliques Paul (spécialisés dans la fabrication de matériel hydraulique pour centrales et composants) sont mis en grève et ont bloqué le 30 octobre au matin, l'accès principal de la zone industrielle de Auneuil (Oise) où est située l'usine. Le conflit remonte au 9 octobre, date de mise en liquidation judiciaire de l'usine. — (Corresp.)

MONNAIES

EMISSION DE 10 MILLIARDS DE FRANCS D'OBLIGATIONS RENOUVELABLES DU TRÉSOR

L'Etat a lancé le 31 octobre, une nouvelle émission d'obligations renouvelables du Trésor (la quatrième du genre depuis le début de l'année), destinée, comme les emprunts d'Etat classiques, à financer le déficit budgétaire. D'un montant de 10 milliards de francs et d'une durée initiale de six ans, elle est assortie d'un taux fixe de 10 %, qui reflète la tendance générale à la baisse des taux enregistrée cet automne.

En effet, ce taux est en retrait de près de deux points (1,85 %) par rapport à la précédente émission du même type de produit qui avait eu lieu en septembre dernier pour un montant de 5,5 milliards de francs.

Ces titres pourront être éventuellement renouvelés ou échangés au bout de trois ans, selon une formule qui est destinée à protéger l'épargnant contre une reprise éventuelle de l'inflation. Cette émission portera à 84,5 milliards de francs le recours de l'Etat au marché obligataire (épargne longue) depuis le début de l'année, dont 54,5 milliards de francs sous forme classique et 30 milliards sous forme d'ORT.

JEAN WETZ.

ÉTRANGER

En Belgique

Le gouvernement baisse les prix de l'énergie pour éviter une hausse des salaires de la fonction publique

De notre correspondant

Bruxelles. — Paradoxe ? Les syndicats, unanimes pour la première fois, protestent contre une baisse de prix très appréciée par le public. Le ministre des affaires économiques, M. Marc Eyskens, a, en effet, réduit les tarifs de l'essence, du gazole, du mazout, du gaz et de l'électricité. Or cette initiative est dénoncée avec

une véhémence inhabituelle par l'ensemble des syndicats, qu'ils soient socialistes, chrétiens ou libéraux.

Cette situation n'est cependant pas tout à fait inexplicable. Le ministre a donné son coup de frein aux prix lorsqu'il s'agissait d'établir l'indice officiel dont l'évolution commande les hausses de salaires et de traitements dans les services publics. Aussi cet indice s'est-il, en octobre, situé tout juste au-dessous du niveau (+ 0,46 %) au lieu de + 0,50 % à partir duquel l'ensemble des travailleurs de l'Etat auraient eu droit à une augmentation.

Partie simplement remise ? La prochaine indexation des rémunérations devrait avoir lieu normalement au début de 1985. Mais, conformément au programme d'austérité du gouvernement, les travailleurs se voient privés chaque année du bénéfice d'une indexation. Autrement dit, ils devront attendre jusqu'en mai ou juin pour constater une augmentation sur leur feuille de paie.

Entre-temps l'Etat compte ainsi économiser quelque 15 milliards de francs belges (2,3 milliards de francs), une moitié venant de la rémunération des services publics, l'autre des allocations sociales et de chômage qui sont également indexées sur la hausse des prix. Et M. Eyskens affirme que le «thermomètre des prix» n'a pas été modifié : — il aurait tout au plus anticipé certaines baisses pétrolières. Pour leur part, les syndicats lui reprochent d'avoir mis «des gants dans l'eau avant d'y plonger son instrument de mesure».

L'attitude du gouvernement n'est d'ailleurs pas incompréhensible. Il est parvenu, grâce au plan d'austérité, à ramener actuellement le taux d'inflation à 5,8 % sur une base annuelle. Répliquant à l'argumentation des chefs syndicaux, le ministre des affaires économiques a, en tout cas, affirmé d'une manière catégorique : «Entre l'emploi et le freinage des salaires nominaux, mon choix est l'emploi».

FAITS ET CHIFFRES

Social

La CGT : pas d'honoraires libres pour les médecins. — La CGT, au cours d'une conférence de presse, le mardi 30 octobre, a demandé que la convention à négocier entre les caisses d'assurance maladie et les syndicats médicaux, convention qu'elle souhaite négocier aussi, ne comporte ni possibilité d'honoraires libres ni dépassement permanent pour les médecins. Toutefois, la CGT soutient un système de promotion pour les médecins, notamment pour les généralistes.

Renault : accord pour les retraites. — Le comité central d'entreprise de Renault réuni le mardi 30 octobre a donné un avis favorable au plan de convention avec le FNE pour des départs en préretraite en 1985 présentés par la direction et qui pourraient concerner 8 472 salariés de plus de cinquante-cinq ans, malgré certaines réserves sur les effets de la mesure ou (pour la CGT) sur la nécessité de remplacer les partants. De même, les syndicats ont pour la plupart donné un avis favorable au projet de convention avec l'Office national d'immigration pour le retour volontaire de travailleurs dans le pays d'origine.

J. G.

AGRICULTURE

VINGT ANS APRÈS LA RÉFORME PISANI, LA RÉFORME ROCARD

L'administration concentre ses structures départementales et crée des échelons régionaux

Vingt ans après M. Edgard Pisani, M. Michel Rocard a entrepris de réformer l'appareil administratif de l'agriculture. Mais à la différence de la réforme de son prédécesseur, qui regroupait le corps, celui des ingénieurs du génie rural et celui des ingénieurs des eaux et des forêts, la réforme de M. Rocard porte uniquement sur les structures des services extérieurs. Les décrets d'application seront signés en novembre, pour une mise en œuvre dès le 1^{er} janvier 1985.

Comme l'a indiqué le ministre, «il s'agit essentiellement de remettre de l'ordre dans la pagaille agricole, parce que dans chaque départe-

tement le préfet devait consulter sept chefs de service extérieurs, sans autorité territoriale commune, ce qui lui permettait d'ailleurs de jouer les uns contre les autres». Désormais, le directeur départemental de l'agriculture (DDA) sera le patron de l'ensemble des services extérieurs dans les départements. Il couvrira l'ensemble des missions suivantes : exploitation et économie agricole, formation-développement, aménagement rural, forêt et bois, eau et environnement, statistiques agricoles, santé animale et hygiène alimentaire, travail et protection sociale.

Alors qu'auparavant chacun des services départementaux était en liaison directe avec une direction correspondante au sein du ministère, désormais les passages se feront par le DDA. M. Rocard a précisé qu'il n'était pas question d'enlever à certains services, comme l'inspection vétérinaire ou celle des lois sociales, les missions et responsabilités qu'ils ont les seuls à pouvoir assumer du fait de la qualification de leurs agents. Ceux-ci ont des droits à jugement propre, relevant de leur déontologie professionnelle, qui impliquent qu'ils n'en réfèrent pas obligatoirement à leur tutelle administrative. C'est cette précision qui selon M. Rocard a permis l'adoption, sans trop de réticences, de la réforme par les différents corps de fonctionnaires.

Le second point important de cette modification administrative, c'est la création d'un échelon régional, avec la nomination prochaine de vingt-deux directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt (DRAF), qui auront peu ou prou les mêmes attributions que les DDA, mais au plan régional, avec un accent particulier sur l'enseignement agricole, les industries alimentaires, la filière bois, les contrats de plan, et naturellement la coordination interdépartementale. Ainsi le ministère de l'agriculture adapte-t-il ses services extérieurs à la décentralisation, en se déconcentrant.

L'une des raisons essentielles de cette réforme tient en une phrase de M. Rocard : «A l'issue de la

période transitoire, dans un peu plus d'un an, le gouvernement définira une nouvelle organisation de l'administration territoriale qui consacrera les services forts, performants, adaptés à la nouvelle organisation des rapports avec les collectivités locales et capables de répondre à de nouveaux besoins, au détriment des services plus faibles, mal adaptés à des tâches nouvelles ou trop isolés. Les services extérieurs de l'agriculture étaient trop dispersés et risquaient de ne pas «faire le poids», alors que l'administration de l'agriculture est conçue par l'ensemble de la population agricole, et même rurale au sens large, face aux autres grands ministères (équipement et finances, par exemple), face aux bureaux des préfectures, face enfin aux nouvelles compétences des conseils régionaux et de leurs services.

Une approche économique

Il ne s'agit pas seulement, avec cette réforme, de maintenir un rapport de forces, mais de regrouper les forces de l'agriculture, pour une meilleure synthèse dans l'application de la politique agricole, et surtout pour avoir de cette politique une approche plus économique. Cela passe par trois moyens : la formation économique des cadres, l'intervention des DRAF auprès des entreprises agroalimentaires, la coordination locale, par les DRAF et les DDA, de l'action des offices par produits.

Enfin M. Rocard veut par cette réforme «rompre le quasi-monopole de certains corps sur certaines fonctions». «Ce ministère ressemble un peu trop à l'addition de fiefdoms taillées au fil des ans», a-t-il déclaré. Cela veut dire que les fonctionnaires seront nommés à des postes de responsabilité en fonction de leur compétence, qu'ils soient ingénieurs du génie rural des eaux et des forêts (GREF) ou d'agronomie, administrateurs civils, vétérinaires ou inspecteurs du travail.

LES QUOTAS ATTRIBUÉS AUX LAITIÈRES SERONT CONNUS DANS LES PROCHAINS JOURS

Les laitières et, par conséquent, les éleveurs vont connaître dans les prochains jours les quantités de lait (ou quotas) qu'ils ont le droit de produire au cours de l'exercice allant du 2 avril 1984 au 31 mars 1985. Cette mesure destinée à freiner la production avait été décidée par les ministres de la CEE en mars dernier. Le fait qu'elle a commencé à s'appliquer dès le mois suivant pour le début de la campagne n'a pas facilité le travail des administrations des dix pays de la Communauté, et les retards inévitables ont concouru à l'inquiétude des éleveurs.

M. Francis Ranc, directeur de l'ONILAIT (Office national interprofessionnel du lait), a indiqué mardi 30 octobre que l'arrêt définitif des conditions de répartition de la production serait publié incessamment, après qu'il eut été approuvé par le conseil de la direction de l'Office. Les professionnels ont finalement accepté le principe d'une réserve nationale destinée à des transferts de quotas entre régions. Celle des laitières dont les besoins sont supérieurs aux quantités libérées ne contribueront pas à la réserve nationale.

SOCIAL

Un entretien avec M. Krasucki, secrétaire général de la CGT

Quelques jours après la grève nationale dans la fonction publique et au moment où se poursuivent des négociations chez Renault sur l'emploi, M. Henri Krasucki fait dans le *Monde* un tour d'horizon de l'actualité économique et sociale.

Cet entretien avec le secrétaire général de la CGT fait suite à ceux que nous avons déjà publiés avec M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT (le 21 août), M. Paul Marchetti, président de la CGC (le 21 septembre), M. André Bergeron, secrétaire général de FO (le 26 septembre), et M. Jean Bordenave, président de la CFTC (le 16 octobre).

« Depuis plusieurs semaines, la CGT semble aller crescendo dans ses appels à l'action. A travers ce qui s'est passé notamment dans la fonction publique et chez Renault, avez-vous l'impression d'être entendu ou que les salariés restent encore l'arme au pied ? »

« Ce crescendo, on le trouve en profondeur dans l'évolution de l'état d'esprit des salariés. Sans abus de métaphores musicales, leur action devient à la fois plus ample et plus montante. Au fil de mes déclarations, j'ai le sentiment d'être réévalué et sans vanité le porte-parole du plus grand nombre de salariés. En même temps, la CGT est dans son rôle d'organisation syndicale. En jouant un rôle dynamique, nous ne nous situons pas derrière les travailleurs, mais devant eux, juste ce qu'il faut. Ce que nous exprimons est de plus en plus largement partagé. On en voit l'illustration à travers plusieurs actions syndicales récentes. Ce fut la grève chez Renault, au Mans d'abord puis dans toutes les usines. C'est aussi la réaction extraordinaire du Creusot. Alors que tout le monde ou presque exerçait une pression terrible sur ces travailleurs pour les faire renoncer, seule la CGT leur a donné l'occasion de s'exprimer en toute liberté. Le caractère du vote, plus massif qu'aucune autre décision professionnelle, ne permet pas d'en contester la légitimité et reflète d'abord le besoin des travailleurs de donner leur avis. »

« Au Creusot, tous appréciaient que la CGT ait tenu parole. Nous

- Le monde du travail commence vraiment à dire non
- Nous restons favorables à l'alliance des partis de gauche

avons aussi l'air de le vouloir. Nous leur demandons leur avis en leur donnant le mot. Déjà nous l'avons fait et ils ont répondu. Il se trouve qu'au Creusot ils ont donné une majorité absolue à notre proposition, mais il reste beaucoup à faire pour poursuivre le débat et élargir cette majorité. La vraie question est posée aux pouvoirs publics : va-t-on ou non se donner les moyens de résoudre ce problème qui n'est pas Creusot-Loire mais Empain-Schneider ? Quant aux fonctionnaires, leur grève du 25 octobre est plus forte qu'en mars dernier. On peut toujours trouver des insuffisances, mais le fait est que le monde du travail commence vraiment à dire non. Ce mouvement n'en est qu'à ses débuts, et c'est une grave erreur de sous-estimer, comme le font certains observateurs, ce qu'il porte en lui. Je ne suis pas amateur de prophéties ni de météorologie sociale, mais quelque chose est en train de se produire qui peut prendre des développements de grande envergure et une intensité qu'actuellement personne n'est en mesure de définir avec exactitude.

Ce qui est visé, c'est d'abord le CNPF

« Quand vous dites qu'actuellement le monde du travail dit non, ce non s'adresse-t-il au gouvernement ? Est-ce ce gouvernement, privé désormais de la participation de ministres communistes qui vous avez salué comme un fait historique, qui est visé par ce harcèlement ? »

« Ce qui est visé, c'est d'abord le CNPF. L'adversaire des travailleurs, y compris ceux du secteur public, c'est le CNPF. Mais ce mouvement s'adresse aussi au gouvernement. Ce n'est pas parce qu'il a changé de composition. Depuis 1981, la CGT, tout en prenant acte des réformes intervenues dans la première période, a mis en garde

contre les aspects timorés de la politique gouvernementale et ses insuffisances. Constamment, nous avons appelé les travailleurs à se manifester et à ne pas compter seulement sur l'action du gouvernement. Le mouvement syndical existe comme une force indépendante de tout gouvernement et de toute formation politique. Au fur et à mesure que les événements se sont précisés, nous avons exprimé nos désaccords et organisé des actions. Cependant, au fil du temps, le désenchantement puis le mécontentement se sont affirmés. Dans une première période, beaucoup de travailleurs qui avaient énormément espéré ont vu un crédit. Ils considéraient comme un risque le fait de mener des actions trop fortes qui auraient pu gêner ou déstabiliser un pouvoir qu'ils avaient voulu. Puis ils se sont progressivement rendu compte qu'il ne se produisait pas ce qu'ils attendaient légitimement. On l'a vu tant sur le pouvoir d'achat que sur l'absence de solutions aux problèmes de l'industrie et l'aggravation du chômage. Le mécontentement a vécu ses moments les plus forts par l'action des sidérurgistes et celle des fonctionnaires dans le premier trimestre de cette année. Il a connu son sommet au plan politique aux élections européennes, avec un phénomène d'abstention massive qui a affecté les formations de gauche.

« Ce mécontentement en soi n'est pas suffisant. Il risque de se traduire en un certain découragement. Les espoirs des travailleurs n'étaient ni utopiques ni abusifs. Ils expriment un niveau de vie convenable, un recul du chômage, un développement de l'économie, un avenir pour les jeunes, des libertés démocratiques. Nous refusons de renoncer à tout cela. Ce refus doit se traduire par un authentique sursaut. Laisser passer toute une législature sans manifester dans toute son ampleur la force réelle qu'ont le monde du travail et le mouvement syndical, ce serait dramatique. Faut-il être mécontent et résigné ou mécontent et résolu à ne pas se laisser enfouir dans la crise, à ne pas

se laisser frustrer d'espoirs justifiés ? La CGT a choisi résolument le deuxième terme de l'interrogation.

« La composition du gouvernement est de la responsabilité des partis. Naturellement, la CGT reste favorable à une alliance des partis de gauche. Ce n'est pas à elle d'en décider. Elle respecte le droit de chacune des formations politiques à se déterminer. Nous ne voulons pas d'ingérence dans les affaires du syndicat, et nous ne pratiquons d'ingérence dans les affaires d'aucun parti. Ce gouvernement tel qu'il est, c'est avec lui que nous travaillons. Nous avons des désaccords précis sur des problèmes économiques et sociaux. Ils sont toujours là et ils se sont même accentués, mais nous ne cherchons pas une caractérisation politique globale de sa politique. La divergence, elle, n'est pas seulement entre la CGT et le gouvernement, elle est entre les travailleurs et le gouvernement.

« Vous parlez de plus en plus de grèves, d'occupations, voire de défilés comme les partisans de l'école privée. Mais quelle est la dimension politique de votre action ? Jusqu'où pouvez-vous aller sans favoriser un retour de l'opposition au pouvoir ? »

« Nous existons pour défendre les intérêts des travailleurs quel que soit le gouvernement et face au patronat. C'est notre raison d'être et ce qui doit obligatoirement nous déterminer. Nous sommes un syndicat, donc un groupement d'intérêts. Sans complexité, parce que ces intérêts sont ceux des gens modestes qui créent les richesses du pays. Nous devons accomplir notre rôle sans surcroît, sans outrance mais sans complaisance.

« Par ailleurs, le pire qui puisse arriver, ce qui pourrait le mieux favoriser le retour des conservateurs et de la réaction, ce serait la désempolement des travailleurs, leur renoncement, chacun étant aloché mais passif dans son coin. S'ils renouent à se défendre, les travailleurs traduisent ensuite leur mécontentement en abstractions. Or ils ont aujourd'hui la capacité de créer une situation où l'insupportable devient impossible. Actuellement, nous sommes en présence d'un choix qui conduit à la situation désastreuse présente, mais ce choix n'est pas irrévocable. Rien n'est irrévocable, sauf la mort.

« J'ai l'impression d'être en présence d'interlocuteurs avec lesquels je sens que nous pourrions discuter utilement et conclure de manière positive. Malheureusement, ils ont fait un choix inverse et ils sont en train de se consoler en pensant que les travailleurs, bien que mécontents, avaleront quand même la potion amère. Voyez comment on rationne l'action des fonctionnaires, comme toutes les autres, d'ailleurs. C'est la raison pour laquelle nous disons aux travailleurs : ils n'y croient pas tant que vous ne serez pas au maximum de puissance dans l'action syndicale. Faisons-ils y tiennent, alors ? Ce sont ceux qui nous y poussent qui en portent la responsabilité.

« Le gouvernement subit la pression du capital »

« Vous estimez que la politique du gouvernement a échoué sur plusieurs points importants comme l'emploi et le renouveau industriel. Quelles sont les causes de cet échec ? une « insuffisante fermeté vis-à-vis du patronat » ou un penchant prononcé pour le libéralisme, fût-il « de gauche » ? »

« Je ne sais pas s'il y a ou non un penchant pour le libéralisme, fût-il de gauche. Si je disais en l'état actuel qu'un choix doctrinal a été fait en faveur du libéralisme, on le prendrait pour un procès d'intention. Mais il ne faut pas s'étonner que, parmi les travailleurs, dans la CGT et ailleurs, des syndicalistes se posent cette question. Depuis le début, il y a un manque de fermeté devant les exigences du CNPF et des maîtres du capital, ces grandes familles qui, comme Peugeot ou les

Schneider, de Wendel ou Empain, ont depuis longtemps cessé de gérer les affaires comme des industriels mais comme des spéculateurs. L'argent doit aller à l'argent sans passer par la production et donc l'emploi. Depuis trois ans, nous disons que le gouvernement recule devant ces gens-là. Il faut croire que leur pression est plus forte que celle des travailleurs. La lutte de classe, elle existe. Le gouvernement devrait faire preuve de plus de détermination. Pour l'instant, il subit la pression du capital français et international et pas assez de ceux dont il tient son pouvoir. C'est sans doute parce qu'elle n'est pas suffisante.

« Comment vous situez-vous dans la controverse sur le rôle de l'Etat ? »

« Il y a certaines hypocrisies dans ce débat. Dans les milieux patronaux — comme chez certains partis politiques — on dit qu'il y a trop d'Etat, mais en même temps on réclame à l'Etat bien des inclinations, bien des facilités fiscales. Nous, nous sommes vraiment contre l'étatisme exagéré. Il faut un Etat qui coordonne les affaires de la France, mais nous sommes contre l'abus de l'intervention et pour une vraie démocratisation et une véritable décentralisation. Dans la gestion des entreprises nationalisées, il y a des choses qui relèvent de l'Etat, mais nous, nous sommes pour l'autonomie de gestion. Or les entreprises nationales aujourd'hui n'en disposent pas. Il ne faut pas tricher. EDF, par exemple, n'a pas le droit de se gérer normalement. Savez-vous que EDF avait l'intention d'embaucher environ deux mille personnes ? Le gouvernement a limité ces créations d'emploi à six cents. Il a interdit à EDF de créer des emplois dont elle a besoin et qu'elle peut financer. L'inspection des finances s'est livrée à un examen poussé qui a donné lieu à un rapport. La direction s'est vue interdite par voie d'autorité gouvernementale de communiquer ce rapport au conseil d'administration.

« Quel est alors le rôle de l'Etat ? Pour le moment, les entreprises nationalisées n'ont pas l'autonomie de gestion, et ce n'est pas notre fait.

Moderniser comme des sauvages ou comme des civilisés ?

« Peut-on accepter la modernisation comme objectif et en refuser les conséquences, par exemple en termes de surcroît ? »

« La modernisation est aussi ancienne que l'espèce humaine. Ce qui est nouveau, ce sont ses progrès technologiques, leur accélération et leurs conséquences. La modernisation devrait être un facteur de progrès. Au dix-neuvième siècle, il y a eu progrès technique et recul social. Aujourd'hui, cela ne peut plus se répéter. L'évolution des techniques ne s'accommodent plus de gens ignorants, passifs, dépourvus de responsabilité. Elle doit permettre d'avoir des gens plus qualifiés, plus responsables et ayant un niveau de vie convenable. Sinon, c'est un véritable blocage de la société.

« Nous acceptons la modernisation mais nous demandons à voir de quoi il s'agit. Pour le moment, nous sommes en présence d'une modernisation qui nous fait perdre le train de nous fermer ce qu'il y a de plus moderne ! On modernise la sidérurgie en fermant les installations qui sont du meilleur niveau mondial et on réduit nos capacités de production ! La question qui se pose est la suivante : faut-il moderniser comme des sauvages ou comme des civilisés ? Comme des sauvages, c'est à la manière Peugeot-Calvet, la manière Renault, à la tronçonneuse. Il faut moderniser d'une manière civilisée, réfléchie, démocratique, progressive, utiliser les dernières découvertes de l'esprit humain, mais avec l'homme et pour l'homme. Si au total partout cette modernisation conduit à une réduction des capacités de production et d'emploi, que vont devenir les jeunes qui sortent de l'école chaque année, même bien diplômés, et les chômeurs ? Il y a place pour des activités nouvelles et utiles, pour des biens nouveaux. Il faut les créer et les stimuler, avoir la capacité d'innover.

« Dans le coût réel de la modernisation, il faut inclure, comme nous l'exigeons dans la négociation engagée chez Renault, le coût des conséquences sociales, y compris le coût des activités nouvelles à créer. Les salariés qui sont en formation s'interrogent légitimement sur leurs débouchés : à quoi la formation va-t-elle servir si après je me retrouve à l'ANPE ? L'évolution des professions, c'est la loi de la vie, mais la modernisation doit normalement déboucher sur plus de qualification, de responsabilités et au meilleur niveau de vie. Quant à la mobilité géographique, elle nécessite bien de

la circonspection. Pourquoi détruire notre appareil économique dans des centres bien implantés alors qu'il y a tant d'activités nouvelles et utiles qui manquent en France ?

« Se donner les moyens d'une politique de l'emploi, est-ce que cela passe par une nouvelle politique économique ou par la remise en cause d'avantages acquis en période d'expansion ? »

« La politique économique que faut mettre en œuvre, c'est : moins celle qui avait été annoncée et qu'on ne fait pas, à laquelle même on tourne le dos. Si l'alternance à cette politique est la remise en cause des acquis, elle est impraticable, et cela conduit au désastre. Nous sommes le pays le plus inégalitaire de toute l'Europe occidentale. Il y a donc une marge. Nous sommes aussi le pays qui importe plus de l'étranger de CNPF. C'est un problème français, mais il a une dimension internationale. Le prototype, c'est la politique de Reagan et de Thatcher. C'est ce qu'exige le CNPF : une réduction importante du pouvoir d'achat. L'abrogation d'un certain nombre de garanties sociales et collectives acquises durant des décennies d'action syndicale. Tout cela conduit à un recul de civilisation ! Cette situation existe déjà dans plusieurs pays, mais aussi en France, bien qu'elle soit atténuée par notre situation particulière et par la résistance des salariés.

« Il y a une offensive délibérée de déindustrialisation des grands centres et des pays industrialisés d'Europe occidentale. Pour l'instant, il n'y a pas d'alternative à la décadence du pays tout entier et dans tous les domaines, soit s'engager enfin dans une voie nouvelle, celle qu'ont voulu dans leur masse les salariés et la seule qui permette de faire reculer la crise. On a vu des nations, des continents des civilisations dépérir et périr. Il faut se ressaisir.

Un regard sans complaisance sur les défauts

« La CGT aura cent cinquante ans en 2000 : comment allez-vous jouer la carte de l'adaptation dans un monde du travail modifié par les changements technologiques ? »

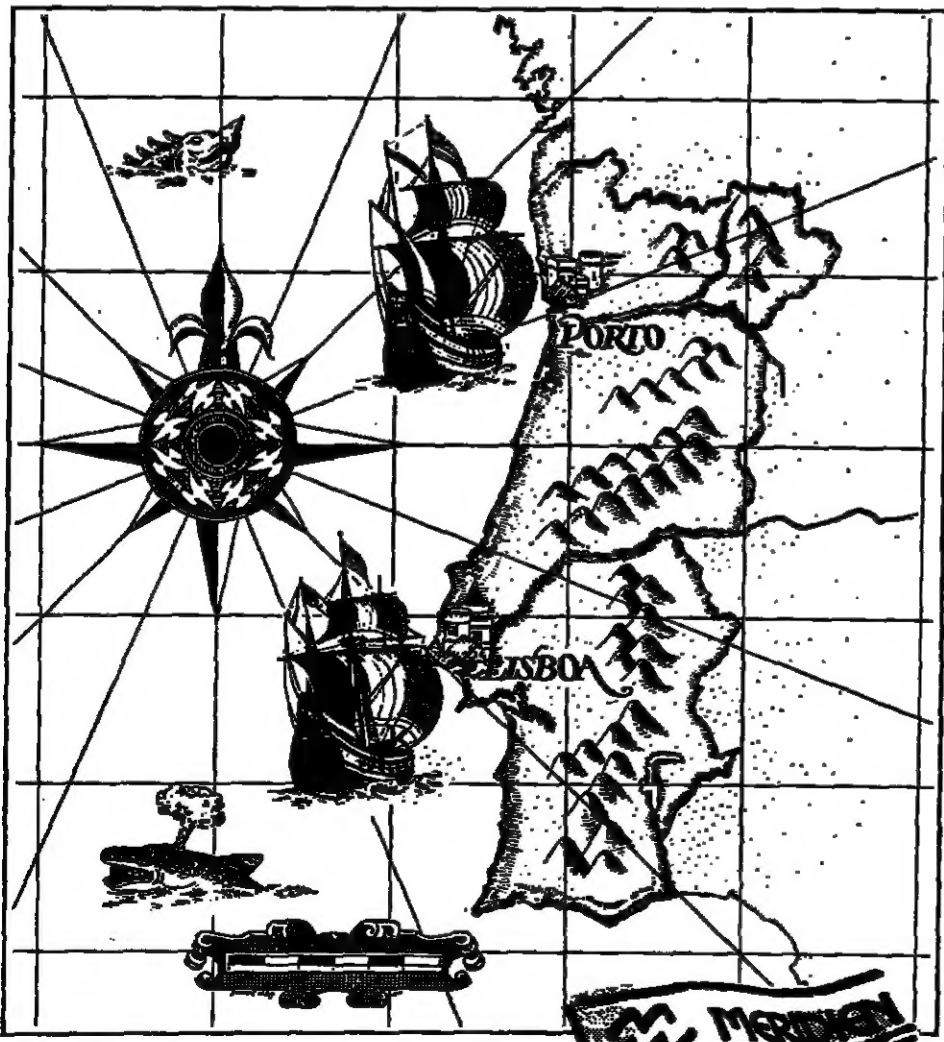
« La société d'aujourd'hui n'est pas viable. Il faut qu'elle change, sinon il s'ensuivra tôt ou tard des situations de blocage. C'est dans cette perspective que j'envisage l'évolution du syndicalisme. La seule chose qui est sûre, c'est que demain comme aujourd'hui, il faudra un syndicat aussi combatif que la CGT. Le syndicat existe pour défendre les intérêts individuels et collectifs des salariés. Or quels que soient les évolutions professionnelles et le style de chaque génération, il y aura toujours des intérêts à défendre. On parle beaucoup de désyndicalisation, mais n'a-t-on pas vu aux facteurs de déstabilisation du monde salarial dans une année, quatre millions de personnes transiter par l'ANPE à la recherche d'un emploi ? La retraite à soixante ans, qui est pourtant une authentique conquête sociale, n'est pas non plus sans effets. Mais je ne veux pas m'arrêter derrière ces rétroscopies. Il y a de vrais problèmes à poser aussi bien à nous-mêmes qu'aux travailleurs.

« Que pèse un salarié, quel qu'il soit, face à un monde patronal puissamment organisé et dont personne ne dit qu'il est archaïque ? Toutes les entreprises, y compris nationales, sont membres du CNPF et y paient de lourdes cotisations. Personne ne le leur reproche, alors que les salariés, eux, devraient renoncer à ce qui constitue leur seule force, le regroupement volontaire dans le syndicat.

« Quand on regarde les choses, on s'aperçoit qu'on a besoin de défendre son travail, de défendre son emploi, de défendre ses droits. A nous d'être ce syndicat qu'on fait vivre ensemble avec tous les salariés concernés. Quant à l'adaptation de la CGT, elle se fait au fil du temps, même si ce n'est pas toujours spontané. Toute adaptation suppose un regard sans complaisance sur les défauts et les choses périmées et une volonté de construire ensemble, l'esprit ouvert et avec une plus grande démocratie au sein même de l'organisation.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

LE PORTUGAL DÉCOUVRE LE RAFFINEMENT MÉRIDIEN.



1984-1985. OUVERTURE DES DÉPÔTS HÔTELS MÉRIDIEN DE PORTO ET LISBONNE. A PARTIR D'OCTOBRE 1984 À PORTO ET DE JANVIER 1985 À LISBONNE, C'EST DES GRANDS VILLES DU PORTUGAL, DÉCOUVRENT LE RAFFINEMENT ENJOUE DES HÔTELS MÉRIDIEN. RENOUVELANT UNE TRADITION D'EXCEPTIONNELLE AU CŒUR DE CHAQUE CITÉ, CES HÔTELS DE GRAND CONFORT SONT DUTÉS DE TOUTES LES INSTALLATIONS SUSCEPTIBLES D'ACCueillir VOS AFFAIRES SALUALES.

DE RÉUNION, ACCUEIL DES CONGRÈS ET SÉMINAIRES INTERNATIONAUX, SERVICE APPAREILS. POUR QUE VOTRE SÉJOUR SOIT AUSSI PLACÉ SOUS LE SIGNE DE LA DÉTENTE, ILS VOUS OFFRONT LE JARDIN D'UN CLUB SANTÉ ET D'UNE RESTAURATION DE GRANDE TRADITION. RÉSERVATIONS ET INFORMATIONS: VOTRE AGENCE DE VOYAGES, VOTRE AGENCE AIR FRANCE OU MÉRIDIEN. RÉSERVATION INTERNATIONALE (061) À PARIS AU 70.12.70.

LES HÔTELS FRANÇAIS DANS LE MONDE.

CLAUDE AUBREY

مكتبة الشارقة

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. « Peine de mort », par Bruno Frappet.
- POLOGNE : les réactions après la découverte du corps du Père Popieluszko.

ÉTRANGER

- 3-4. LA MORT DE M^{re} NINJA GANDHI.
5. EUROPE.
- POLOGNE : les réactions après la découverte du corps du Père Popieluszko.
6-7. AFRIQUE.
7-8. AMÉRIQUES.
8. PROCHE-ORIENT.
9. DIPLOMATIE.

POLITIQUE

9. La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.
- « Cohabiter en politique (II) », par Olivier Duhameil.

SOCIÉTÉ

10. Deux avis du Comité national d'éthique.
21. SPORTS.
22. AUTOMOBILE : la Lancia Thema.
- ÉCHOS.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- 11-13. CINÉMA : l'édition vidéo-graphique critique des œuvres cinématographiques de Marguerite Duras : *Aneddoti*, le film de Milos Forman, critique et entretien avec le cinéaste ; *Mon ami François Truffaut*, par Milos Forman.
14. NOTES.
15. UNE SÉLECTION.
16. PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.
21. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

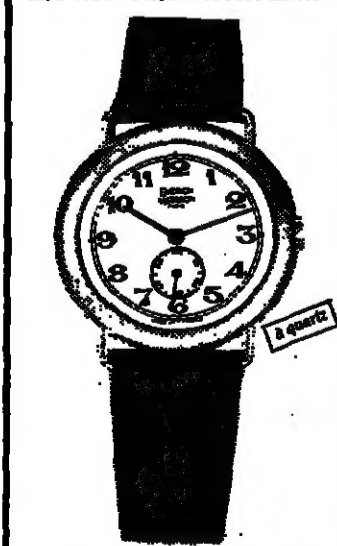
24. AFFAIRES : Mété et le groupe norvégien Norka signent un accord de coopération dans l'informatic.
25. ÉNERGIE : la réunion de l'OEPE.
25-26. SOCIAL : un entretien avec M. Krawczyk, secrétaire général de la CGT.
RADIO-TÉLÉVISION (21).
INFORMATIONS « SERVICES » (22) : Gastronomie ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (23) : Carnet (21) ; Programmes des spectacles (17 à 20) ; Marchés financiers (27).

REPLI DU DOLLAR : 9,27 F

Le dollar s'est nettement replié mercredi 31 octobre sur tous les marchés des changes, revenant, à Francfort, de 3,0550 DM à 3,0250 DM, et, à Paris, de 9,36 F à 9,27 F environ. Ce repli est dû à une baisse très nette des taux d'intérêt aux États-Unis et aux déclarations du président Reagan, suivant lesquelles le foyer de l'argent allait continuer à fléchir entre-Atlantique.

Le numéro de « Monde » daté 31 octobre 1984 a été tiré à 449 060 exemplaires.

Les nouvelles "Week-End"



EMERICH MEERSON
PARIS

11 rue Tronchet - 75008 Paris
concessionnaires Paris et province

A B C D E F G

Fissure au PCF

MM. Juquin et Rigout
refusent d'approuver le texte de la direction

Six membres du comité central du Parti communiste se sont abstenus, le mardi 30 octobre, lors du vote sur le projet de résolution soumis à la discussion du parti en vue de son vingt-cinquième congrès. Il s'agit de M^{re} Ellen Constans et de MM. Félix Damette, Pierre Juquin, Marcel Rigout, Ivan Tricart et Marc Zamichel.

Six abstentionnistes, sur les cent quatre-vingt membres que compte le comité central, c'est peu. On compte cependant, parmi ces six, un membre du bureau politique (M. Juquin) et un ancien ministre (M. Rigout) : c'est beaucoup. Il faut remonter à la préparation du dix-neuvième congrès (réuni en février 1970) pour trouver, dans l'histoire du PCF, un membre du bureau politique qui ait refusé de voter ce que l'on appelait alors le « projet de thèses » du congrès. M. Roger Garaudy n'avait pas participé, le 13 novembre 1969, à la réunion du comité central qui avait adopté ce texte sur le rapport de M. Georges Marchais, et il avait fait connaître son désaccord avec ce document.

Ce précédent pourrait être de mauvais augure pour M. Juquin, puisque M. Garaudy n'avait pu faire face à l'entreprise d'isolement menée contre lui par la direction du parti (Waldeck-Rochet, malade, avait déjà, virtuellement, cédé la place à M. Marchais), entreprise qui s'était soldée par l'exclusion du « philosophe » du bureau politique. Ce rappel historique, certes, n'est pas une comparaison intéressante. Le débat qu'avait tenté de provoquer M. Garaudy portait déjà sur des questions qui n'allaient cesser de ressurgir à propos et au sein du Parti communiste : ses rapports avec l'Union soviétique (après l'intervention des troupes de Prague de Varsovie contre le « printemps de Prague ») ; son projet de socialisme pour la France et la stratégie qu'il adopte pour le réaliser ; son fonctionnement interne dans le cadre du « centralisme démocratique ».

Les questions posées par ceux qui, au mois de juin dernier, et, pour certains d'entre eux, dès le mois de mai, avaient critiqué l'immobilisme de la direction portait sur les mêmes sujets. Mais ces questions se posent aujourd'hui, dans un parti désorienté, qui connaît une véritable crise de direction, alors qu'il n'avait réuni, au dernier scrutin national, qu'un peu plus de 11 % des électeurs. En outre, les six abstentionnistes de mardi ne peuvent être traités, par une direction affaiblie, comme avait pu l'être M. Garaudy, intellectuel dont l'audience personnelle au sein du parti n'était pas grande.

M. Juquin est, lui aussi, un intellectuel de formation, et son attitude d'abstention, a prouvé de longue date, en consacrant sa vie au Parti communiste, sa volonté d'être fidèle à ses origines ouvrières. Surtout, M. Juquin n'est pas, comme M. Rigout, un ouvrier, dont la jeunesse s'est formée dans un communisme limousin marqué par une résistance quasi

insurrectionnelle contre l'occupant allemand ; M^{re} Constans est, comme M. Damette, universitaire, mais elle est passée, en Haute-Vienne, par la même école que M. Rigout ; M. Tricart, premier secrétaire de la fédération de l'Essonne, fils de l'ancien maire de Poissy, M. Joseph Tricart, est issu d'une famille communiste et résistante ; quant à M. Zamichel, c'est un collaborateur de M. Juquin, mais c'est d'abord un militant lorrain, représentant d'un canton minier au conseil général de la Meurthe-et-Moselle.

Pas d'activité fractionnelle

On n'assiste donc pas à une de ces aventures individuelles, dont l'histoire du mouvement communiste a donné plusieurs exemples. C'est d'autant moins le cas, aujourd'hui au PCF, que les six abstentionnistes de mardi ont exprimé, par leur attitude, des sentiments plus largement partagés au comité central. Le petit nombre de ceux qui ont décidé de franchir un pas dans le refus de s'allier témoigne, en effet, d'abord de l'absence de coordination et d'activité « fractionnelle » entre tous ceux qui souhaitent que le PCF apporte de vraies réponses à la crise qui l'écœure.

Parmi ceux-ci, ensuite, il en est qui estiment prioritaire de sauvegarder leur position dans leurs fédérations respectives et d'éviter de donner prise, par un vote, à des offensives locales, qu'encouragerait contre eux la direction. A l'absence de coordination et à la différence des situations, s'ajoute, enfin, la différence des choix tactiques face à une direction divisée.

Après avoir mis une sourdine à l'expression de leur point de vue lors de la réunion de septembre du comité central, ceux qui s'inquiètent du cours pris par la direction du parti ont estimé être en droit de faire connaître leur opinion. Ils avaient montré, en effet, par leur vote positif, l'adhésion de M. Damette, qui s'était abstenus sur le rapport présenté par M. Georges Marchais, qu'ils n'entendaient pas infliger un camouflet au secrétaire général. Ils pouvaient donc, cette fois, parler, et ils devaient le faire compte tenu des réactions suscitées, dans certaines fédérations, par le texte qui avait présenté le secrétaire général.

M. Juquin, qui est intervenu le premier, longuement, lundi matin, a pu, ainsi, s'appuyer sur son vote de septembre pour justifier son point de vue (M. Claude Popereux, qui, comme M. Juquin, s'était abstenu, au bureau politique, en septembre, sur le rapport de M. Marchais, et ne s'y était allé qu'un dernier moment, n'a, lui, pas donné d'éclaircissements sur sa démarche). M. Lucien Stève, directeur adjoint de l'Institut de recherches marxistes, a, ensuite, mis en évidence les contradictions contenues dans ce texte, présenté par M. Paul Laurent, membre du secrétariat.

La première réaction de la direction a été exprimée par MM. Michel

Warcholek, membre du secrétariat confédéral de la CGT, Pierre Blotin, premier secrétaire de la fédération du Val-d'Oise, et Claude Compeyron, qui dirige le groupe éditorial du PCF. Tous trois ont dénoncé les « pressions » exercées de l'extérieur sur le débat interne au parti et implicitement accusé ceux qui n'étaient pas d'accord de céder à ces pressions.

Une mauvaise surprise pour la direction a été l'intervention de M. Daniel Lacroix, premier secrétaire de la section de Renault-Billancourt, dont elle attendait une défense et illustration de la « nouvelle ligne » à travers l'exemple du dévouement à la Régie nationale. Or M. Lacroix, après avoir brièvement rendu compte de ce conflit, a consacré son temps de parole à critiquer le projet de résolution.

La préparation du congrès

La commission chargée de rédiger ce projet s'est réunie dans la nuit de lundi à mardi et, encore, mardi matin, pour soumettre au comité central, mardi après-midi, un texte qui tenait compte de quelques-uns des reproches de M. Stève. Ces maigres concessions représentaient la deuxième réponse de la direction aux critiques exprimées lundi. Elles n'ont pas été jugées suffisantes par les uns, elles ont paru excessives aux autres. Le texte admet, par exemple, qu'un membre du comité central en désaccord puisse non seulement « conserver son opinion » (comme l'admettait déjà, le rapport présenté par M. Marchais en septembre), mais, même, la « défendre » dans la préparation du congrès. Ce point a donné lieu à une vive discussion au cours de laquelle M. Louis Leroux, premier secrétaire de la fédération du Finistère-Nord, a accusé les responsables lorrains du PCF, MM. Roland Favaro et Alain Amic, d'avoir eu une attitude « liquidatrice » dans leur fédération.

Ceux qui se sont abstenus sur le projet de résolution ont, à leur manière, tranché le débat en optant pour la liberté de parole des membres du comité central dans la préparation du congrès. Ils ont ainsi rompu avec l'attentisme encouragé, auparavant, par certains membres de la direction, dont M. Charles Fiterman. Ils ont ouvert une phase inédite dans la vie interne du Parti communiste.

M. Marchais, dont l'alliance avec M. Roland Leroy n'a pas renforcé l'autorité personnelle, avait annoncé des décisions de la direction situation à la suite de l'affaire Abouchar et de la maladresse dont avait fait preuve, lors, le PCF (le *Monde* du 30 octobre). Le secrétaire général s'est, en fait, borné à indiquer que le PCF pourrait à l'avenir, dans de telles affaires, ne plus se contenter d'interventions discrètes auprès des autorités des pays socialistes concernés. Il apparaît donc que sur des questions aussi graves, M. Marchais n'est pas en mesure de provoquer un changement notable dans la politique du parti.

PATRICK JARREAU.

Sur le vif

Superman

Il est quand même gonflé, Kachafi ! Noyauter les syndicats, soutenir ouvertement les mineurs britanniques et leur dépêcher un agent secret, en demandant à la CGT d'arbitrer la rencontre, il faut oser. Lui, rien ne l'arrête. Avec ce côté raide, dingue, songé dans un uniforme d'opéra, il a ce mélange détonnant de folie et de génie qui en a propulsé d'autres au bord de l'apocalypse.

C'est le superman de la déstabilisation du monde occidental. Il est partout, il est nulle part. Il tire dans l'ombre les ficelles du terrorisme international avec une science, un art consommé de la guerre des temps modernes. Il allume à distance d'interminables mèches, d'énormes pétards au cœur de nos pauvres démocraties si gourdies, si fragiles, toutes ligotées, toutes empêtrées de bons principes. Et ça se lézarde ! Et ça va s'effondrer, s'écrouler, vous allez voir, s'affaisser dans un nuage de fumée et de poudre aux yeux.

Regardez autour de vous, c'est fou ce qui se passe ! L'ETA, il est derrière ; l'IRA, il est dedans ; l'OUP, il est à côté. En Libye, ses camps d'entraînement affichent complet. Au Portugal, le mouvement F2 25, c'est lui. Le Polisario, c'est encore lui. Carlos, c'est son copain, son

invité. Amin Dada, c'était son protégé, il l'a défendu les armes à la main jusqu'au bout.

Je passe sur l'invasion du Tchad et sur le coup d'État en Haute-Volta. Je glisse sur les mariages ratés ou réussis avec l'Égypte, la Tunisie, le Soudan, la Syrie, l'Algérie, et maintenant le Maroc au nom de l'islam, triomphant. Et j'en arrive à ce truc fabuleux : le respect, le flagorneur dont sont entourées chacune de ses apparitions à la télé, la nôtre et celle de nos voisins, médiocres, eux aussi, par le culot méprisant, impudent du guide de la révolution.

Moi, quand j'ai lu hier le démenti emberlificoté, embourbés de la CGT sur l'affaire Scargill-Ibrahim, je me suis frotté les yeux. Je n'arrive pas à croire l'incroyable : la centrale de Kresudki, membre éminent du PCF, a bel et bien ouvert ses portes au trésorier du gouvernement de Tripoli dont chacun connaît les liens avec Moscou. La boucle était bouclée. Vous me direz que j'ai la manie des complots. Depuis qu'on sait qu'il a fomenté l'attentat contre le pape, il y a un peu de quoi, avouez.

CLAUDE SARRAUTE.

En Islande

Les fonctionnaires ont repris le travail après un mois de grève

De notre correspondant

Reykjavik. — Les fonctionnaires et employés municipaux islandais ont repris le travail après plus de quatre semaines de grève. Le ministre des finances, M. Albert Guðmundsson, leur a accordé entre 18 et 20 % d'augmentation sur les quatre prochaines années. C'est loin des 30 % qu'ils revendiquaient, mais c'est beaucoup plus que les 6 % que le gouvernement était prêt à consentir au début du conflit. Les fonctionnaires n'ont pas obtenu le maintien du pouvoir d'achat pour lequel ils se sont battus. L'abandon de l'indexation des salaires est la pierre angulaire de la politique de la coalition de centre-droite depuis dix-huit mois.

Les élites des campagnes, qui commencent l'année scolaire plus tard que ceux des villes, vont enfin pouvoir faire leur rentrée ; les Islandais en manque de radio et de télévision vont pouvoir retrouver leur drogue favorite ; les importations en attente depuis un mois vont être dédouanées ; les magasins d'alcool s'attendent à être dévalisés après un mois de régime sec ; et les poumons, délivrés des caprices du marché noir, vont pouvoir inhaler leur poison habituel.

Un conflit suranné

Une grève des années 80 avec des enjeux des années 50, telle était l'impression qui dominait après un mois de conflit. L'arrêt brutal des moyens d'information et le développement de réseaux souterrains et parallèles — qui n'est pas sans rappeler mai 1968 en France — ne se reproduit sans doute jamais plus. Le mouvement d'État sur la radio et la télévision, battu en brèche par les radios libres, toujours interdites, et le développement de la vidéo, vit sans doute ses dernières années.

La revendication d'une revalorisation massive des salaires paraît également anachronique dans un pays touché lui aussi par la crise mondiale, après avoir refusé d'y croire pendant dix ans. Le revenu national baisse d'une année sur l'autre et l'enjeu de la politique gouvernementale, ici comme ailleurs, est la diminution du déficit extérieur (la dette représente 64 % du PNB), le réajustement de la balance commerciale, un ralentissement de la consommation.

Il n'en reste pas moins que les fonctionnaires (un cinquième de la population active) ont subi une baisse de 35 % de leur niveau de vie en dix-huit mois et que les plus mal

lotés d'entre eux ne peuvent vivre de leur salaire. Urbanisés, soumis à des horaires fixes, ils ne peuvent, comme ceux qui vivent et travaillent dans les zones rurales, faire le harnage en autonomie, les outils de la nature en printemps, l'abattage des moutons, ou passer une semaine sur un chalutier avant Noël pour acheter un magnétoscope de contrebande. Ce sont eux les nouveaux pauvres.

Après s'être radicalisée, la grève était entrée dans une période morose et tendue. Le marché noir de l'alcool et du tabac avait sérieusement entamé l'État généreux et unitaire des débuts du mouvement. Mais, devant la paralysie quasi générale de l'activité économique, le gouvernement n'a pu attendre davantage le pourrissement du conflit et s'est finalement résigné à accepter un compromis.

GÉRARD LEMARQUIS.

BUDGET D'AUSTÉRITÉ

A L'AGENCE DE COOPÉRATION

L'Agence de coopération culturelle et technique (ACTT), qui rassemble trente-neuf pays utilisant le français à travers le monde, fêtera son quinzième anniversaire en 1985 sous le signe de l'austérité. Certains dépassements dans les programmes précédents de l'Agence ainsi que les retards de paiement de leur quote-part d'entrée dans le monde des États pauvres comme Haïti, mais aussi des États industrialisés comme la Belgique — sont à l'origine des difficultés financières de l'organisation francophone.

M. François Owono-Nguéma, universitaire gabonais qui est secrétaire général de l'ACTT depuis 1982, a ainsi annoncé à Paris, siège de l'Agence, le lundi 29 octobre, que le budget prévisionnel 1985 de l'organisation avait été révisé en baisse : les frais de fonctionnement seront de 43770000 F au lieu de 44770000 F, et ceux des programmes ont été fixés à 39300000 F au lieu des 52000000 F prévus. La Franco fournil annuellement 46 % du budget de l'Agence.

Le conseil d'administration annuel de l'ACTT, qui s'est tenu à Paris du 23 au 26 octobre, a confirmé la décision de l'Agence de relever de 8 % les contributions des pays membres.

J.-P. P.-H.
* ACTT, 13, quai André-Citroën, 75015 Paris. Tél. : (1) 575-62-41.

EDF NE COMMANDERAIT QU'UN RÉACTEUR NUCLÉAIRE EN 1985

Le conseil des ministres du 31 octobre devait avoir à son ordre du jour une consultation sur l'électricité. Il s'agit en fait d'adopter le programme nucléaire de la France en 1985 et 1986. A priori, la décision devrait être sans surprise (le *Monde* du 10 octobre). EDF n'engagerait qu'une seule tranche nucléaire de 1 300 mégawatts en 1985 et « au moins » une tranche en 1986. C'est là la prise en compte des réalités énergétiques : EDF dispose de huit réacteurs de trop par rapport à la consommation prévisible de la fin de la décennie.

Maïs, face aux réalités énergétiques, plusieurs ministres font jouer depuis quelques semaines les contraintes industrielles et politiques pour priver la commande d'un second réacteur. Les difficultés de Creusot-Loire et du repère du département énergie française, le constructeur français de chaudières nucléaires, la nécessité de maintenir sur le site du Creusot — politique chère — une activité importante, justifieraient selon eux un tel effort. Et ils ne désespèrent pas d'obtenir un arbitrage en conseil des ministres. D'où une petite incertitude. De 10 milliards de francs.

MORT DE LA COMÉDIENNE BRITANNIQUE JUNE DEPREZ

La comédienne britannique June Deprez est morte le 30 octobre à son domicile londonien. (Née à Londres en 1918, fille d'un artiste de music-hall américain, June Deprez trouve son premier engagement en 1936 dans *The Crown Circle* grâce à son exceptionnel talent. Elle attire l'attention du producteur Sir Alexander Korda, tourne les *Quatre Fumeurs blancs* et, en 1940, *le Voleur de Bagdad*. Le film, commenté en Angleterre, s'achève, à cause de la guerre, à Hollywood, où s'installe June Deprez. En 1944, le film de Richard Llewellyn *Rien qu'un cœur solitaire*, d'après la pièce de Clifford Odets, lui offre l'occasion de prouver que son physique n'est pas son seul atout.

Elle tourne encore — notamment les *Dieux Peints Nègres*, de René Clair — et en 1947 part pour New-York, où elle retrouve la scène dans des productions modestes. Pendant les années 50, elle abandonne ses ambitions artistiques et retourne en Europe, d'abord à Rome, puis à Londres.]

● La représentation de « Savannah Bay » au Théâtre du Rond-Point est annulée ce mercredi 31 octobre. Bulle Ogier, qui doit conduire le deuil pour les obsèques de sa fille Pascale, morte le 26 octobre, ne pouvant ce soir là tenir son rôle aux côtés de Madeleine Renaud.

L'ABBÉ PAUL-MARIE GUILLAUME EST NOMMÉ ÉVÊQUE DE SAINT-DÉ

Jean-Paul II a nommé au siège épiscopal de Saint-Dié, vacant depuis le transfert à Lille de Mgr Jean Vilbet, l'abbé Paul-Marie Guillaume, prêtre du diocèse d'Amiens.

[Né le 31 août 1929 à Dunkerque (Nord), l'abbé Guillaume a été ordonné prêtre en 1955, après des études à Amiens et à Paris, puis à Rome et à Jérusalem. Après ses études bibliques, il fut nommé en 1961, professeur au petit séminaire d'Amiens, puis de 1962 à 1969, directeur au grand séminaire de Soissons et de 1969 à 1971, vicaire à la cathédrale d'Amiens et aumônier des catholiques de la fonction publique.]

(Publié)

Mocassins homme

en cuir : 199 francs !

Escarpins cuir pour femme : 239 F ; chaussures cuir pour enfant : 239 F, etc. Pourquoi ces prix stupéfiants ? Parce que l'entreprise H.E.T. est reléguée financièrement à plusieurs dizaines de kilomètres de chaussures de qualité. Trois points de vente : 18, rue J.-Louvet-Tessier (10^e), M^{re} Goncourt : 6, rue Haxo (20^e), M^{re} saint-Fargueu, et 42, rue Claude-Terrasse (16^e) ; M^{re} Porte de Saint-Cloud, 647-69-74. Du lundi au samedi, 11 h à 19 h 30. Tél. : 238-10-01.

CHABLIS
Grand Vin de Bourgogne

Piano Center

YAMAHA, K. KAWAI, SAUTER, C. BECHSTEIN, BLÜTHNER, A. HERRMANN, GEYER

Location-vente sans apport sur 3, 4, 5 ou 6 ans. Transport gratuit.

71, rue de l'Aigle, 92250 LA GARENNE (La Défense). 781.93.11
122, rue de Paris, 93100 MONTREUIL (Mé. Robespierre). 857.83.28